

EUROPE

Union soviétique

Les autorités refusent de fournir des détails sur l'explosion à Moscou

Des informations officielles mettent déjà en cause des « milieux dissidents »

Moscou. — Que s'est-il réellement passé samedi 8 janvier sur la ligne Chichoulovo du métro de Moscou ? Selon Tass, c'est « une explosion de faible intensité » qui s'est produite et qui a fait « des blessés » parmi les passagers. Selon M. Victor Louis, le correspondant (soviétique) de l'agence News de Londres, qui passe plus à raison qu'à tort pour n'écrire qu'avec l'approbation de certaines autorités soviétiques, l'explosion n'était pas « de faible intensité », puisqu'elle aurait fait plusieurs morts et une vingtaine de blessés. Il s'agit alors d'un attentat, et l'enquête se dirigeait (déjà) vers certains milieux dissidents composés de personnes « instables » et influencées par la presse occidentale, capable d'avoir donné trop de publicité aux exploits de la bande à Baader et à ceux des ravisseurs de Patricia Hearst.

La « version Louis » des événements de samedi est confirmée à Moscou par certaines personnes connues pour être utilisées par les Soviétiques lorsqu'ils veulent répandre une « information » sans en prendre formellement la responsabilité. Soudain polices et complaisants, ces personnes se sont employées lundi à fournir aux correspondants étrangers des détails supplémentaires : le nombre des morts serait de trois ou quatre, affirmait l'une ; de sept, précisait une autre ; l'attentat a eu lieu non dans une station de métro, mais entre les stations d'Issalovskaya et de Ploshchad' Lenina, dans le nord-est de la capitale, à une distance de kilomètres du Kremlin, ajoutait-on ; il n'y a pas eu d'ailleurs un seul attentat le 8 janvier, mais trois ou quatre simultanément, dont un à proximité du siège du K.G.B. et l'autre dans une autre partie de la ville, rue du 25-Oktoïbre, assurait une autre « source ». L'enquête se dirigeait, disait-on, vers certains milieux dissidents, mais la commission d'enquête qui avait été créée.

La presse occidentale mise en cause

Cette abondance inhabituelle de détails contraste avec le refus des autorités de fournir la moindre précision officielle. L'enquête, dirigée par le ministre de l'Intérieur, du K.G.B. du service de presse des affaires étrangères, tous les porte-parole officiels s'en tiennent à la brève dépêche de Tass diffusée lundi en début d'après-midi, et qui est pour eux parole d'évangile. Mardi matin, les porte-parole résistent fort, aussi même, contentant de faire remarquer qu'un journal de jour, *Moskovskij*.

UN ATTENTAT AU KREMLIN EN 1969

Le 22 janvier 1969, un attentat eut lieu au Kremlin pendant les réceptions de la victoire de quatre communistes. Alors que le cortège officiel s'en allait à la tour Borovitski, un homme descendant du trottoir et tira sur une voiture. Les journalistes occidentaux qui se trouvaient déjà dans la rue et les autres occupants ne furent rien, mais ils constatèrent que le cortège avait été arrêté pendant quelques minutes.

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères affirma que l'auteur des coups de feu était un déséquilibré mental. Le lendemain, l'agence Tass publia la dépêche suivante : « Le 22 janvier, un acte de provocation a été commis pendant l'anniversaire de la victoire de quatre communistes. L'auteur de l'acte a été arrêté. Une enquête est ouverte ».

Le chauffeur de la voiture devait décider le 23 janvier. On s'est demandé si l'auteur de l'attentat, qui selon certains témoins portait un uniforme de la police, ne visait pas M. Brejnev ou d'autres dirigeants, qui se trouvaient eux aussi dans le cortège.

Un point final fut mis à l'affaire en mars 1970. L'agence Tass indiqua que l'auteur de l'attentat, un nommé Tine, âgé de vingt-deux ans et habitant Leningrad, avait été soumis à une enquête médico-légale. « L'enquête, ajoutait l'agence, a établi qu'il souffrait d'une maladie mentale chronique sous forme de schizophrénie. Le tribunal a décidé de l'interne dans un hôpital psychiatrique ».

En 1962 déjà, des bruits — jamais confirmés officiellement — circulaient avec insistance selon lesquels on aurait tenté d'assassiner Khrouchchev.

De notre correspondant

L'initiative d'annoncer un tel événement et de faire diffuser directement un tel texte de détails. Lorsque l'explosion avait eu lieu, en 1970, au métro de Leningrad, sur la place Rouge, les mêmes autorités avaient, au contraire, tout fait pour la tenir secrète. Même chose lorsque s'est déclenchée, en Géorgie, entre 1973 et 1976, une vague d'incendies criminels dont les auteurs couraient toujours, l'un derrière, en revanche, la direction du métro avait reconnu qu'un accident avait effectivement eu lieu dans une station de Moscou, à la suite de la rupture d'un câble et que plusieurs personnes avaient été intoxiquées par un début d'incendie.

Le silence habituel des autorités est parfaitement compréhensible : il est entendu depuis fort longtemps que l'ordre règne en Union soviétique et que le terrorisme n'est plus qu'un mauvais souvenir de la lutte contre le tsarisme, dont le frère de Lénine fit les frais. Mais que le terrorisme puisse être utilisé contre l'Etat soviétique relevait du blasphème jusqu'à ce que M. Victor Louis avance cette idée.

Alors, jusqu'à présent, préconisé le recours à la violence et personne à Moscou n'avait encore entendu parler d'une organisation secrète capable de se procurer du plastique et disposant d'experts en explosifs.

Avant même que l'enquête ait abouti, M. Victor Louis se fait l'écho d'informations officielles qui identifient qui mettaient en cause, une fois de plus, la presse occidentale.

Cet attentat (ou ces attentats) intervient enfin alors que la police soviétique vient de lancer une campagne contre un groupe de dissidents qui dénoncent les ententes conclues par l'U.R.S.S. aux accords d'Helsinki sur la libre circulation des hommes et des idées.

Une seule chose est sûre : ces dissidents-là ne sont pas coupables puisqu'ils sont surveillés vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis bien longtemps.

JACQUES AMALRIC.



Entre deux engrenages

(Suite de la première page.)

Quelques années plus tard, un homme en uniforme tirait, à l'entrée du Kremlin, sur une voiture officielle. Un attentat à été commis également contre le mausolée de Lénine. En 1974, un incendie a été allumé dans une station de métro. Il y a eu au total, un coup de feu sur les murs et en travers des rues des pays de l'Est, le mélange de litanies et de statistiques à quoi se résument la plupart des discours des dirigeants communistes, attestent que le flammes révolutionnaires à singulièrement baissé dans la patrie du socialisme. Ce qui anime à présent des millions de Soviétiques, c'est la contestation de la société industrielle, c'est la patrie, c'est aussi, par mille et un moyens, la recherche d'une vie matérielle plus facile, c'est bien rarement la foi communiste.

Misère de l'idéologie

De même que le déclin des valeurs traditionnelles, à l'Ouest, en Occident, la contestation de la société bourgeoise, le déclin des valeurs bolcheviques, à l'Est, engendrent également la contestation de la société socialiste. Le style de vie de certains dirigeants coupés du peuple répand le sentiment d'un divorce entre le discours et les actes, et ce n'est pas en vain que l'évidence de l'échange — « lamentable », selon M. Marchais — entre MM. Brejnev et Gorbatchev, et leur antagonisme est si évident. La classe laborieuse subit dans la course de son développement à l'ancienne société civile une association qui exclut les classes et leur antagonisme est si évident. Mais la persécution flait toujours par échouer. « *Sanguis martyrum, semen christianorum* » : le sang des martyrs est la semence des chrétiens. La répression n'a empêché ni la réforme, ni la révolution, ni la décolonisation. Israël est ressuscité dans les camps d'extermination.

Le corps de Staline n'était pas encore froid que ses lieutenants, échappés enfin à la terreur dans laquelle il les avait fait vivre, en voulaient au gilet des chefs de sa police, démantelant une large armée, amollissant le régime des camps. Mais rien n'est plus difficile que de contrôler le relâchement de la contrainte. Khrouchchev, en lançant son rapport secret sur les crimes de Staline, a ouvert la boîte de Pandore, d'où ont vite fait de s'échapper les démons de la revendication nationale, mieux-être national, liberté politique. On a bien tenté de revenir en arrière. Il y a eu l'invasion de la Hongrie, la remise en question progressive des espions de l'Octobre polonais, l'intervention en Tchécoslovaquie.

Le budget, qui présente peu de différence avec celui des années précédentes, est le reflet de la situation économique. Le budget de la coalition « bourgeoise » maintient les dépenses sociales. Stockholm (A.F.P.). — Le premier projet de budget de l'exercice 1977-1978 présenté lundi 10 janvier au Parlement par le nouveau gouvernement suédois s'élève à 125 milliards de couronnes, soit un déficit de 16 milliards (1 couronne = 1,20 F.).

Ce budget, qui présente peu de différence avec celui des années précédentes, est le reflet de la situation économique. Le budget de la coalition « bourgeoise » maintient les dépenses sociales. Stockholm (A.F.P.). — Le premier projet de budget de l'exercice 1977-1978 présenté lundi 10 janvier au Parlement par le nouveau gouvernement suédois s'élève à 125 milliards de couronnes, soit un déficit de 16 milliards (1 couronne = 1,20 F.).

Tchécoslovaquie

Les animateurs de Charte 77 ont la conviction que la police essaye de les impliquer dans des affaires d'espionnage

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Les autorités tchécoslovaques ont repris, le lundi 10 janvier, leur harcèlement des signataires du manifeste « Charte 77 ». Dans la matinée, les trois porte-parole de cette « initiative », MM. Jiri Hajek, ancien ministre des affaires étrangères, Václav Havel et Jan Patocka, ainsi que l'écrivain Ludvík Vaculík, étaient interpellés et conduits dans les locaux de la sécurité pour interrogatoire. Deux autres animateurs de Charte 77, l'écrivain Pavel Kohout et l'architecte et du Front national František Kriegel, étaient à leur tour appréhendés dans l'après-midi. Dans la nuit, on apprenait toutefois que ces six personnes n'auraient été relâchées dans la soirée.

On manque encore de détails sur la façon dont ces personnes ont été appréhendées : les lignes téléphoniques des principaux défenseurs des droits civiques sont en effet, depuis lundi, constamment occupées. Sans doute ont-elles été bloquées par l'administration des postes. En juger toutefois par les cas de MM. Patocka et Vaculík, les quatre premières interpellations se sont vraisemblablement déroulées en pleine rue.

Les choses semblent s'être passées différemment en ce qui concerne MM. Kohout et Kriegel. Ces deux personnes avaient refusé à leur tour d'être appréhendées dans l'après-midi. Dans la nuit, on apprenait toutefois que ces six personnes n'auraient été relâchées dans la soirée.

On manque encore de détails sur la façon dont ces personnes ont été appréhendées : les lignes téléphoniques des principaux défenseurs des droits civiques sont en effet, depuis lundi, constamment occupées. Sans doute ont-elles été bloquées par l'administration des postes. En juger toutefois par les cas de MM. Patocka et Vaculík, les quatre premières interpellations se sont vraisemblablement déroulées en pleine rue.

Les choses semblent s'être passées différemment en ce qui concerne MM. Kohout et Kriegel. Ces deux personnes avaient refusé à leur tour d'être appréhendées dans l'après-midi. Dans la nuit, on apprenait toutefois que ces six personnes n'auraient été relâchées dans la soirée.

Allemagne fédérale

L'AFFAIRE BAADER-MEINHOF

Un juge fédéral est muté pour violation du secret

De notre correspondant

Bonn. — Le juge Albrecht Mayer, vice-président de la 3^e chambre de la Cour fédérale de justice, chargée notamment des affaires de la Baader-Meinhof, a été muté, le lundi 10 janvier, à la 4^e chambre, compétente pour les problèmes de transport. Le président de la Cour fédérale de justice a pris cette décision en suite de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof, et de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof, et de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof.

Bonn. — Le juge Albrecht Mayer, vice-président de la 3^e chambre de la Cour fédérale de justice, chargée notamment des affaires de la Baader-Meinhof, a été muté, le lundi 10 janvier, à la 4^e chambre, compétente pour les problèmes de transport. Le président de la Cour fédérale de justice a pris cette décision en suite de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof, et de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof.

Bonn. — Le juge Albrecht Mayer, vice-président de la 3^e chambre de la Cour fédérale de justice, chargée notamment des affaires de la Baader-Meinhof, a été muté, le lundi 10 janvier, à la 4^e chambre, compétente pour les problèmes de transport. Le président de la Cour fédérale de justice a pris cette décision en suite de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof, et de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof.

Bonn. — Le juge Albrecht Mayer, vice-président de la 3^e chambre de la Cour fédérale de justice, chargée notamment des affaires de la Baader-Meinhof, a été muté, le lundi 10 janvier, à la 4^e chambre, compétente pour les problèmes de transport. Le président de la Cour fédérale de justice a pris cette décision en suite de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof, et de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof.

Bonn. — Le juge Albrecht Mayer, vice-président de la 3^e chambre de la Cour fédérale de justice, chargée notamment des affaires de la Baader-Meinhof, a été muté, le lundi 10 janvier, à la 4^e chambre, compétente pour les problèmes de transport. Le président de la Cour fédérale de justice a pris cette décision en suite de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof, et de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof.

Bonn. — Le juge Albrecht Mayer, vice-président de la 3^e chambre de la Cour fédérale de justice, chargée notamment des affaires de la Baader-Meinhof, a été muté, le lundi 10 janvier, à la 4^e chambre, compétente pour les problèmes de transport. Le président de la Cour fédérale de justice a pris cette décision en suite de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof, et de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof.

Bonn. — Le juge Albrecht Mayer, vice-président de la 3^e chambre de la Cour fédérale de justice, chargée notamment des affaires de la Baader-Meinhof, a été muté, le lundi 10 janvier, à la 4^e chambre, compétente pour les problèmes de transport. Le président de la Cour fédérale de justice a pris cette décision en suite de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof, et de la plainte déposée par Me Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin dans le procès de Stuttgart contre le groupe Baader-Meinhof.

Espagne

Résumé par M. Suarez

Déclaration de l'opposition démocratique relative à l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

Madrid. — L'opposition démocratique a déclaré, le dimanche 9 janvier, sa position sur l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques. Le texte de la déclaration, lu par le député socialiste José Antonio Novales, est le suivant : « L'opposition démocratique considère que l'amnistie et la légalisation de toutes les formations politiques sont des mesures nécessaires pour la construction d'une démocratie véritable. Elle s'oppose à toute tentative de répression ou de persécution contre les personnes impliquées dans les événements de la guerre civile. Elle demande la mise en œuvre de ces mesures avec la plus grande célérité possible. »

مكتبة من الأصل

DIPLOMATIE

Après les achats
d'avions soviétiques

**LIMA DÉMENT LA SIGNATURE
D'UN ACCORD MILITAIRE
AVEC MOSCOU**

(De notre correspondant.)

Lima. — « Le Pérou n'a signé aucun traité militaire avec l'Union soviétique », titrait, le 8 janvier, tous les quotidiens de Lima. La récente publication dans le *New York Journal*, de Paris, d'un long article sur ce thème, et sa diffusion par une agence de presse internationale, a provoqué une vive réaction à Lima. Le *New York Journal* a été accusé d'être un journal d'espionnage et d'affirmer que le Pérou ait signé un traité militaire avec l'Union soviétique, affirme un communiqué du ministère des affaires étrangères, qui dénonce « une campagne actuellement orchestrée par les secteurs qui ont intérêt à créer une zone de tension dans la Pacific Sud ». Si l'on a confirmé à Lima l'achat d'avions de combat à l'Union soviétique, on dément donc la signature de tout accord militaire.

La réaction péruvienne est d'autant plus vive que deux revues américaines, dont *Time*, largement diffusées en Amérique latine, ont, elles aussi, parlé d'une « présence militaire » soviétique à Lima, à l'occasion d'articles consacrés aux relations entre le Pérou et le Chili. Les Péruviens ont l'impression que, chaque fois que la délicate question des rapports entre les deux pays revient sur le tapis, divers organes de presse occidentaux tentent d'accrocher l'image d'une présence militaire active de Moscou dans le pays. A l'époque du président Velasco, déjà, on avait beaucoup parlé de l'existence d'une base soviétique dans le port de Paita, sur la côte nord du pays. L'information s'était, par la suite, révélée fautive. — T. M.

La crise du Quai d'Orsay

**LE BUREAU
DES « ANCIENS DE L'ENA »
DÉMISSIONNE**

Le mécontentement s'accroît parmi le personnel des affaires étrangères. Au cours de l'assemblée de l'Association des anciens de l'Ena, le 10 janvier, de vives critiques se sont élevées contre les atteintes à la mise en œuvre de la réforme du Quai d'Orsay (le Monde a dit le 10 octobre), l'absence de consultation des associations professionnelles dans la mise en place des nouvelles structures et la lenteur des carrières (qui ont entraîné pour certains une première classe contre neuf pour atteindre le grade équivalent dans les autres administrations). Le bureau de l'Association, présidé par M. de Saint-Léger, chargé des affaires des Nations unies, bien qu'il n'ait pas été attaqué, a, au contraire, félicité pour son action, a alors présenté sa démission. Celle-ci a été acceptée par vingt-sept voix contre vingt-quatre et une abstention. Un bureau provisoire, ancien ambassadeur à Hanoï, a été désigné pour préparer l'entente avec le général, qui examinera la situation le 24 janvier.

(Publicité)
Le Groupe
GENERAL SATIMAT S.A. (*)
4, r. Fr.-Ory, 92128 MONTROUGE,
prie les lecteurs du « MONDE »
de se garder de toute confusion
entre ce groupe et l'entreprise dite
COMP. GENERALE DU SATIMAT
(Béguelin) dont le presse a récemment
commenté les difficultés.
(*) Marque et produits déposés

Barnett
Chemisier Habilleur
19, AV. VICTOR-HUGO
PARIS 16^e

PARDESSUS :	
Cashmere import.	380 468
Shelland P. laine	730 428
100 % chameau	1250 750
Costumes av. gilet	380 498
Blazers serge p.l.	465 298
Cost. p.l. peignée	390 690
Pantalons flanelle	195 128
Chemises Tergal	125 65
Pyjamas popeline	160 98
Chemises voile cot.	145 89
Puits cashmere	395 198
Cravates tricot	55 35

Ravon spécial
GRANDES TAILLES

**SOLDES
ANNUELS**

PROCHE-ORIENT

Liban

**Les « casques verts » syriens auraient arrêté
une quarantaine de partisans de M. Joublatt**

Les « casques verts » syriens ont pénétré, dimanche 9 janvier, dans la région montagneuse du Chouf, au sud-est de Beyrouth, considérée comme le bastion druze de M. Kamal Joublatt. La montagne du Chouf était la seule région du Liban, à part la zone limitrophe de la frontière israélienne, où les Syriens n'avaient pas encore pris position. Leur première action dans le Chouf a été de procéder à l'arrestation d'une quarantaine de personnes. La force arabe de dissuasion n'a jusqu'ici aucune décision sur les motifs de ces mesures. La radio libanaise a cependant affirmé que ces personnes étaient coupables d'« enlèvements », d'« assassinats » ou d'« attentats à l'explosif ». Les dépêches d'agence, qui portent pour la plupart la mention de « censure », sont muettes sur ce sujet. Il ne faut toutefois pas de doute qu'il s'agit de mesures touchant essentiellement les partisans de M. Kamal Joublatt. M. Camille Chamoun, chef du parti national libéral, s'est d'ailleurs félicité, dimanche soir, de l'entrée des « casques verts » syriens dans cette région, qui avait été tenue pendant la guerre civile par les forces de la gauche. M. Chamoun est l'un des députés du Chouf.

**M. PÉRES PROPOSE
UNE « CONFÉDÉRATION »
ENTRE ISRAËL, LA JORDANIE
ET LA CISJORDANIE**

New-York (A.F.P.). — M. Pères, ministre israélien de la défense, s'est prononcé en faveur de la création d'une confédération entre Israël et les territoires de la rive gauche du Jourdain ou d'une confédération incluant la Jordanie, son pays et les territoires en litige.

Dans une interview à l'hebdomadaire « New York » de Paris, en revanche, rejeté toute idée d'annexion de ces territoires par Israël, comme la création d'un Etat palestinien sur la rive gauche du Jourdain. « Il faut que de diverses le territoire, a-t-il souligné, le préférait en partager le gouvernement. »

Précisant ses positions, le ministre israélien de la défense a estimé que l'on pouvait envisager « une confédération de trois économies : l'israélienne, la jordanienne et un marché commun sur la rive gauche du Jourdain ». De même, a-t-il précisé, il pourrait y avoir trois forces armées, « une jordanienne, une israélienne et une armée commune ou une force autonome » dans les territoires concernés.

● Désaccord à la conférence de Riyad. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la confrontation (avec Israël), Égypte, Syrie, Jordanie, et des États qui soutiennent ceux-ci, l'Arabie Saoudite, Arabie Saudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, ont décidé, lundi 10 janvier, à l'issue de la deuxième séance qu'ils ont tenue à Riyad, de se réunir à nouveau au Caire. Ils n'ont pu parvenir à s'entendre sur l'aide que les pays producteurs de pétrole doivent continuer à fournir aux pays du champ de bataille. Officiellement, la conférence du Caire sera destinée à « appliquer les recommandations » adoptées au cours des discussions de Riyad. — (Reuter.)

● D'accord à la conférence de Riyad. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la confrontation (avec Israël), Égypte, Syrie, Jordanie, et des États qui soutiennent ceux-ci, l'Arabie Saoudite, Arabie Saudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, ont décidé, lundi 10 janvier, à l'issue de la deuxième séance qu'ils ont tenue à Riyad, de se réunir à nouveau au Caire. Ils n'ont pu parvenir à s'entendre sur l'aide que les pays producteurs de pétrole doivent continuer à fournir aux pays du champ de bataille. Officiellement, la conférence du Caire sera destinée à « appliquer les recommandations » adoptées au cours des discussions de Riyad. — (Reuter.)

● D'accord à la conférence de Riyad. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la confrontation (avec Israël), Égypte, Syrie, Jordanie, et des États qui soutiennent ceux-ci, l'Arabie Saoudite, Arabie Saudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, ont décidé, lundi 10 janvier, à l'issue de la deuxième séance qu'ils ont tenue à Riyad, de se réunir à nouveau au Caire. Ils n'ont pu parvenir à s'entendre sur l'aide que les pays producteurs de pétrole doivent continuer à fournir aux pays du champ de bataille. Officiellement, la conférence du Caire sera destinée à « appliquer les recommandations » adoptées au cours des discussions de Riyad. — (Reuter.)

● D'accord à la conférence de Riyad. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la confrontation (avec Israël), Égypte, Syrie, Jordanie, et des États qui soutiennent ceux-ci, l'Arabie Saoudite, Arabie Saudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, ont décidé, lundi 10 janvier, à l'issue de la deuxième séance qu'ils ont tenue à Riyad, de se réunir à nouveau au Caire. Ils n'ont pu parvenir à s'entendre sur l'aide que les pays producteurs de pétrole doivent continuer à fournir aux pays du champ de bataille. Officiellement, la conférence du Caire sera destinée à « appliquer les recommandations » adoptées au cours des discussions de Riyad. — (Reuter.)

● D'accord à la conférence de Riyad. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la confrontation (avec Israël), Égypte, Syrie, Jordanie, et des États qui soutiennent ceux-ci, l'Arabie Saoudite, Arabie Saudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, ont décidé, lundi 10 janvier, à l'issue de la deuxième séance qu'ils ont tenue à Riyad, de se réunir à nouveau au Caire. Ils n'ont pu parvenir à s'entendre sur l'aide que les pays producteurs de pétrole doivent continuer à fournir aux pays du champ de bataille. Officiellement, la conférence du Caire sera destinée à « appliquer les recommandations » adoptées au cours des discussions de Riyad. — (Reuter.)

● D'accord à la conférence de Riyad. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la confrontation (avec Israël), Égypte, Syrie, Jordanie, et des États qui soutiennent ceux-ci, l'Arabie Saoudite, Arabie Saudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, ont décidé, lundi 10 janvier, à l'issue de la deuxième séance qu'ils ont tenue à Riyad, de se réunir à nouveau au Caire. Ils n'ont pu parvenir à s'entendre sur l'aide que les pays producteurs de pétrole doivent continuer à fournir aux pays du champ de bataille. Officiellement, la conférence du Caire sera destinée à « appliquer les recommandations » adoptées au cours des discussions de Riyad. — (Reuter.)

● D'accord à la conférence de Riyad. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la confrontation (avec Israël), Égypte, Syrie, Jordanie, et des États qui soutiennent ceux-ci, l'Arabie Saoudite, Arabie Saudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, ont décidé, lundi 10 janvier, à l'issue de la deuxième séance qu'ils ont tenue à Riyad, de se réunir à nouveau au Caire. Ils n'ont pu parvenir à s'entendre sur l'aide que les pays producteurs de pétrole doivent continuer à fournir aux pays du champ de bataille. Officiellement, la conférence du Caire sera destinée à « appliquer les recommandations » adoptées au cours des discussions de Riyad. — (Reuter.)

● D'accord à la conférence de Riyad. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la confrontation (avec Israël), Égypte, Syrie, Jordanie, et des États qui soutiennent ceux-ci, l'Arabie Saoudite, Arabie Saudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, ont décidé, lundi 10 janvier, à l'issue de la deuxième séance qu'ils ont tenue à Riyad, de se réunir à nouveau au Caire. Ils n'ont pu parvenir à s'entendre sur l'aide que les pays producteurs de pétrole doivent continuer à fournir aux pays du champ de bataille. Officiellement, la conférence du Caire sera destinée à « appliquer les recommandations » adoptées au cours des discussions de Riyad. — (Reuter.)

**D'autre part, le commandement
de la force arabe a intensifié ses
contacts avec les diverses parties
en vue du ramassage des armes
lourdes, qui doit être achevé
avant jeudi. Le Front libanais
(groupe des forces de droite
maronites) et les partis de gauche,
se sont déclarés disposés à
appliquer cette décision. Toutefois,
M. Frangé, l'ancien président
de la République, qui est
actuellement l'un des dirigeants
du Front libanais, a affirmé lundi
que tant que l'armement lourd
des Palestiniens ne serait pas
transféré « en dehors du Liban »,
les forces de droite ne rendront
pas leurs armes.**

Le commandement de la force arabe a fixé à mercredi minuit la date limite pour le rassemblement en des lieux prévus à l'avance des armements lourds appartenant aux différentes parties engagées dans la guerre civile. Les unités de dissuasion arabe seront autorisées, à partir de cette date, à effectuer des raids sur d'éventuelles caches d'armes. Les forces arabes de dissuasion ont également reçu pour instruction de s'assurer que toutes les unités palestiniennes régulières — celles de l'Armée de libération de la Palestine — quitteront le Liban à la même date. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

● Syriens en Israël. — Pour la première fois dans les annales des relations arabo-israéliennes, les autorités de Damas ont autorisé deux citoyens syriens à aller se soigner en Israël. Il s'agit de deux frères souffrant de troubles oculaires graves. Ils seront soignés à l'hôpital Hadassah par le professeur Shaul Maron, ophtalmologue célèbre. Le ministère de l'Intérieur israélien a autorisé l'entrée en territoire israélien aux deux hommes, qui sont attendus dans les jours à venir. — (A.F.P.)

« Quand les canons se seront tus »

(Suite de la première page.)

Aussi bien le livre de Sid Ahmed date-t-il un peu sur ce plan, tenant insuffisamment compte des revers subis, au cours des six derniers mois par l'O.L.P.

Faut-il, avec Mohamed Sid Ahmed, croire que la cause palestinienne s'est inscrite dans le cadre de la lutte commune d'une « Voie internationale » succédant à celle de Lénine, de Trotsky et de Mao, et rassemblant l'IRA irlandaise, le groupe Baader, l'« armée rouge » japonaise, l'ETA basque ? On le suivra plus volontiers quand il suggère que le conflit proche-oriental est devenu un point focal des affrontements mondiaux, « coincé entre la menace nucléaire (l'intolérable par le haut) et la prolifération du terrorisme (l'intolérable par le bas) ».

De cette double intolérance à la vie, Sid Ahmed tire la volonté de déboucher sur une solution politique, conduisant progressivement à une paix constructive. On ne lui reprochera pas de pêcher par naïveté ou simplisme, de procéder par « il n'y a qu'à », répétés. Il a trop d'expérience et une trop sûre connaissance des forces en présence pour se laisser aller à rêver d'un Eden palestinien, ou même à un partage rationnel. Il n'entrevoit sagement que coexistences informelles et concurrentielles, « tensions hégémoniques de la non-guerre à la presque paix ».

JEAN LACOUTURE.

* Belfort 64, 42 F.

A travers le monde

Angola

● LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN a formellement démenti, lundi 10 janvier, selon l'A.P., les informations contenues dans l'article de l'écrivain colombien Gabriel García-Marquez, publié dimanche à La Havane, selon lequel le gouvernement de Washington aurait menacé la Guyane de bombarder l'aéroport de sa capitale, Georgetown, afin d'empêcher les avions cubains à destination de Luanda d'y faire escale. (Le Monde du 11 janvier.)

États-Unis

● LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE AMÉRICAINE A.F.L.-C.I.O. a sévèrement critiqué, lundi 10 janvier, le programme de relance économique présenté

vendredi 7 janvier par le président élu, M. Jimmy Carter. La confédération estime que M. Carter aurait dû prévoir davantage de crédits pour les grands travaux destinés à réduire le chômage, et non pas à réduire les dépenses. Elle a également critiqué la réduction des dépenses militaires, et a demandé que les crédits soient alloués à la recherche scientifique et à la formation professionnelle. (A.F.P., U.P.I.)

Irak

● LES MAQUISARDS KURDES D'IRAK ont enlevé, le mois dernier, six techniciens polonais qui travaillaient à la construction d'un barrage dans le nord du pays, à proximité de la frontière iranienne. Ils ont annoncé, lundi 10 janvier à Londres, un porte-parole du Parti démocratique kurde (P.D.K.). Il a précisé que les techniciens polonais avaient été enlevés en représailles de l'arrestation dans le sud de l'Irak de centaines de femmes, parentes des « résistants », qui combattent dans la montagne du Nord par l'indépendance du Kurdistan. — (Reuter.)

Madagascar

● LA « CHARTRE DES ENTREPRISES SOCIALISTES » a été publiée lundi 10 janvier à Tananarive. D'autre part, le président Ratsiraka a promu une ordonnance ordonnant la « Front national pour la défense de la révolution ». Cette organisation regroupera les « citoyens les plus conscients » et « animera la révolution dans son élan vers le socialisme ». — (Reuter.)

Norvège

● DEUX DIRIGEANTS DE PARTIS NON SOCIALISTES ont annoncé, le 9 janvier, leur décision d'abandonner la vie politique, dimantant ainsi l'estime des observateurs, les chances de voir un gouvernement non socialiste accéder au pouvoir lors des élections parlementaires de septembre prochain. Il s'agit de M.M. Dagfinn Varvik, leader du parti du centre (agrarien), et Kaare Kristiansen, leader des chrétiens-démocrates. — (A.F.P.)

Sri-Lanka

● EN RAISON DE L'AGITATION SOCIALE, le gouvernement a décidé, lundi 10 janvier, d'imposer la censure sur la presse nationale. Cette mesure frappe les informations portant sur le fonctionnement des services publics et les activités syndicales. Une partie des cheminots, qui devaient en principe reprendre le travail le 9 janvier, et un certain nombre de fonctionnaires, étaient encore en grève lundi. Les milliers d'employés des transports routiers étaient joints au mouvement. Trente-huit personnes ont été arrêtées pour incitation à la grève. — (A.F.P., Reuter.)

Transkei

● M. VORSTER, PREMIER MINISTRE SUD-AFRICAIN, a entrepris lundi 10 janvier, une visite officielle à Umtata, capitale du Transkei, Bantoustan indépendant depuis le 26 octobre 1976. — (Reuter.)

JORDAN

II. - « Mais »

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

Le roi Hussein a déclaré, le 10 janvier, que le Liban n'était pas un pays neutre, mais qu'il était un pays sous occupation. Il a souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation. Le roi a également souligné que le Liban était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté, et qu'il était temps de mettre fin à cette situation.

صكنا من الاصل

PROCHE-ORIENT

LA JORDANIE EN QUESTION

II. - « Mais à quoi sert le roi Hussein ? »

De notre envoyé spécial
J.-P. PERONCEL-HUGOZ

Malgré les efforts du régime hachémite, l'intégration des Palestiniens en Jordanie — plus d'un million dont quelque dix cent mille réfugiés — s'est soldée, en règle générale, par un échec (le Monde du 11 janvier).

Amman. — Sur les hauteurs de la capitale jordanienne, dans les villages de pierre de taille rose abritant les ambassades, il est une question que même les diplomates des pays amis de la Jordanie se posent de plus en plus souvent, en prenant une mine embarrassée : « Mais à quoi sert le roi Hussein et son royaume ? »

Les regards se tournent alors vers les cartes murales, où les États de Sa Majesté hachémite montrent leur forme cocasse d'ange levé le bras, la Cisjordanie occupée par Israël, mais qui fut annexée à la Jordanie de 1948 à 1967, faisant fonction d'île. Si le roi Ali, du Hedjaz, n'avait pas été, en 1925, le frère d'émir Abdallah de Transjordanie, grand-père du roi Hussein, la partie septentrionale de son ex-royaume non conquise par les Saoudites, la Jordanie n'aurait même pas existé.

En fait, c'est à un échange de territoires, consenti en 1925 par Ryad, qu'elle doit d'avoir sur la mer Rouge une « fenêtre » de 25 kilomètres, et non plus une « lucarne » de 6 kilomètres.

« L'existence de cet État serait déjà un peu moins absurde, entend-on répéter dans les chancelleries, si la position politique y était remise aux citoyens d'origine palestinienne qui composent plus de la moitié de la population du pays. » L'idée d'une « Palestine, capitale Amman », devenue capitale jordanienne, après le 14 septembre 1967, l'autorité de l'État hachémite a été restaurée, a resurgi paradoxalement au moment où le trône du roi Hussein n'a jamais paru aussi solide ; et cette fois ce ne sont plus les adversaires du souverain qui avancent cette idée, mais ses propres partisans.

C'est qu'entre-temps l'intervention syrienne au Liban a précipité l'implosion interne du mouvement palestinien. Les Américains ont de plus en plus l'impression que « la solution rationnelle, partition d'une coexistence pacifique au Proche-Orient », se renforce progressivement au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) ; ce n'est que le début d'une évolution, observent-ils, qui pourrait être plus rapide que prévu tant se sont élargis, ces derniers temps, les secteurs de l'opinion publique arabe et palestinienne désireux d'acquiescer à la « fin de la guerre », et de signer un règlement de paix au Proche-Orient sous l'égide américaine, la Jordanie ne présenta guère dans leurs calculs.

Non pas que le petit royaume fasse la moindre objection à une « paix américaine », qu'il appelle depuis des lustres de ses vœux, mais le pouvoir hachémite pourrait un jour faire figure d'outsider à l'entente définitive du problème posé par les Palestiniens. Dès lors que ceux-ci, conduits par une équipe favorable à l'Occident, acceptent la partition de la Cisjordanie — jumeau de la « Palestine occidentale » que restituerait Israël — réunie à la Transjordanie (Jordanie actuelle), rebaptisée, comme dans l'Antiquité, « Palestine orientale », quel besoin aurait les États-Unis de maintenir une monarchie bedouine à l'est du Jourdain ? C'est un tel raisonnement qui a poussé certains de leurs collègues américains, qui font interroger les diplomates en poste à Amman.

Le poids des États-Unis
Il est symptomatique que pour certains cercles américains influents au Proche-Orient, Hussein ne soit déjà plus « le court-voisin petit roi », mais le chef d'un régime digne des Mille et Une Nuits. La modestie cour d'Amman n'est pas celle de Sardanie, mais certaines façons « orientales » de vivre, qui ont déjà effrayé des envoyés de M. Ford, ne risquent-elles pas, à l'avenir, de choquer le puritanisme de M. Car-

ter, et par là, de desservir la cause d'Amman à la Maison Blanche ? Il n'est pas rassurant non plus pour le régime que soient cités, dans tel salon d'Amman, les noms d'officiers dont « l'allégeance envers la famille royale pourrait un jour être moins forte que les liens qu'ils ont noués outre-Atlantique pendant leurs études militaires ».

Enfin, la marge de manœuvre limitée vis-à-vis de l'Amérique d'un petit pays qui a bénéficié, au cours du quart de siècle écoulé, d'une aide américaine de l'ordre de 1 milliard de dollars, a été encore réduite après « le chantage triangulaire » mené en 1975-1976 par le roi Hussein envers Washington, Moscou et Ryad pour obtenir un système de défense aérienne, le souverain n'ayant cédé, non sans manifester une certaine réticence, à l'égard d'Amman une invitation à rester perceptible chez plus d'un de leurs représentants dans le monde arabe.

Il est clair que les Américains ne lâcheront pas la proie pour l'ombre et que, si ce n'est, ils ne sacrifieront un roi éprouvé comme le roi Hussein que si l'O.L.P., ayant d'abord éliminé ou d'une autre manière à l'extérieur le Front du refus (de

De notre envoyé spécial
J.-P. PERONCEL-HUGOZ

accuser de faire un procès d'intention à l'Amérique, le monarque a préféré porter les yeux plus près de lui.

Dès le début des événements du Liban, au printemps 1976, le roi Hussein, avait compris que Damas était déterminé, « en dépit des apparences et des proclamations », à mettre au pas les fedayin afin de dégager la voie d'une solution négociée au Proche-Orient. Parallèlement, il avait capté le désir, inavoué mais bien ancré du général Hafez el-Assad de faire reconnaître la prépondérance syrienne au Liban. Adroitement, le souverain a choisi le moment, à la mi-76, où la Syrie commençait à redouter que ses desseins secrets au Liban ne fussent sur le plan arabe et international pour lui proposer une alliance que Damas de son côté souhaitait ardemment.

L'alliance avec la Syrie

Sans doute Hussein sentait-il bien que, une fois dissipés l'éphémère satisfaction de voir ses

ture, moraux, religion) sont aussi très proches entre la Syrie et la Jordanie qui, à l'époque ottomane, formaient de Hama à Akaba, une seule province provinciale.

Enfin, il semble que, entre le roi Hussein et le président Assad, entre le dynaste héritier de quarante chérifs (1) et ancien élève de Harrow et Sandhurst, et le militaire descendant sans arrêt de la rude montagne syrienne, une sorte de sympathie mutuelle se soit créée.

A la grandiloquence et à la démagogie qui ont marqué le départ des négociations passées de rapprochement interarabe, le rapprochement syro-jordanien a préféré des voies prosaïques. « Efficacité avant tout : nous avons choisi d'abord d'instaurer une coopération économique et d'harmoniser les législations affectées ; la coopération jordanienne doit se faire sentir dans les affaires économiques », nous a déclaré l'émir Hassan, prince héritier de Jordanie, à qui son frère Hussein laisse la haute main sur les affaires économiques. Le prince nous a énuméré ensuite les différentes mesures déjà entrées en vigueur : libre circulation des ressortissants des deux pays munis d'une carte d'identité,

peut-être dans l'avenir un moyen de concilier craintes des uns et ambitions des autres. Avant d'en arriver là, une éventuelle réconciliation syro-palestinienne aurait grosse d'inconnues pour les Hachémites.

Une puissante armée de l'air

« 1977 sera l'année où se décidera le règlement au Proche-Orient », espère-t-on à Damas, et surtout au Caire. Amman regarde un peu au-delà, et ne voit pas d'autre solution pour les arabes, en cas d'échec des négociations, qu'une cinquième guerre avec Israël. En octobre 1973, la Jordanie n'a pas pris part à un conflit dans la préparation duquel l'Égypte et la Syrie l'avaient tenue à l'écart. Cela n'a apparemment pas créé de complexe dans l'armée jordanienne, qui, depuis la victoire remportée sur Israël avec les fedayin à Karameh en 1968, estime « avoir lavé la honte de 1967 ». Mais que ferait le roi Hussein en cas de nouvelle déflagration ? A ses officiers il a confié l'an passé : « Nous participerons à cette guerre. » Selon l'un des proches du souverain : « Les fusées qui nous ont été fournies par les États-Unis en 1977 ne sont pas destinées à effrayer les arabes israéliens qui en temps normal violent couramment le ciel d'Amman, mais à nous préparer à toute éventualité sérieuse. »

Cherissant son armée de l'air (six mille six cent cinquante hommes) très bien entraînés au service de soixante-et-un avions de combat américains Starfighter F-5 et F-104, lui-même pilote émérite, le roi de Jordanie n'avait pu encore faire de nouveaux, d'après son pays d'une protection aérienne. Il a enfin obtenu, mais non sans mal, que les États-Unis lui livrent en 1977, et que l'Arabie saoudite lui verse (50 millions de dollars sur près de 800 millions de dollars, le reste incombant à Washington) quatorze batteries de fusées Hawk et un assortiment de canons antiaériens.

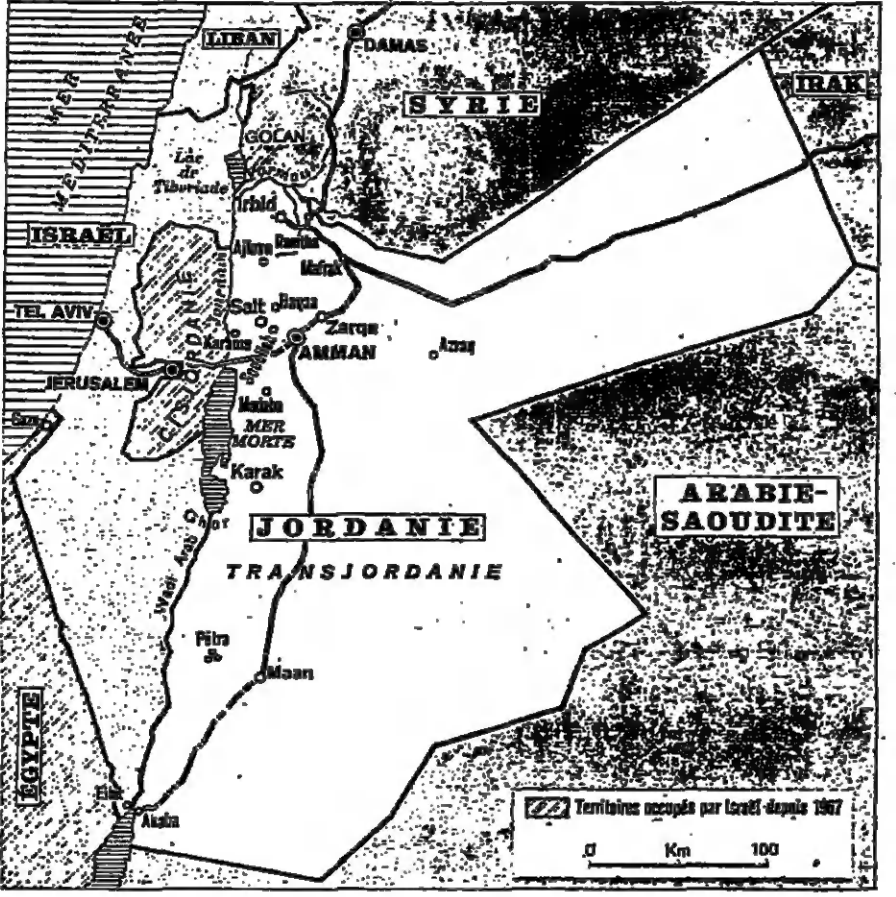
L'air piloté que prennent les gouvernements jordaniens lorsqu'on leur parle d'une possible « partition » de la Jordanie, les points de la presse d'Amman contre les hostilités arabes et lointaines, même si maintenant il arrive parfois à un diplomate américain de rappeler que « si le roi Abdallah fut, en 1921, le siège d'une monarchie princière bedouine constituée par le grand-père du roi Hussein... »

Même en admettant que Washington en vienne pour de bon un jour à l'idée d'un « pouvoir palestinien » en Transjordanie, il resterait aux États-Unis à convaincre plusieurs de leurs partenaires du bien-fondé de cette idée. Pour Ryad, qui depuis la réconciliation des Saoudites avec les Hachémites, intervient sous le règne du roi Talal (1951-1962), à progressivement tissé avec les Hachémites « un pacte de solidarité monarchique », la plus modeste des républiques palestiniennes ne vaudra jamais un roi pro-occidental régnant à Amman ; le chah d'Iran et nombre de dirigeants israéliens sont sans doute dans les mêmes dispositions d'esprit. Il ne faut pas négliger non plus le ressort personnel d'Hussein. Enfin, la crainte de susciter une chouannerie pro-hachémite — qui peut imaginer les Hachémites se ralliant à une autorité palestinienne — est aussi de nature à faire réfléchir ceux qui, outre-Atlantique, cherchent une solution au problème palestinien.

Si bien des incertitudes planent sur l'avenir politique de son pays, dans l'immédiat, le roi Hussein a la satisfaction de voir son royaume prendre les couleurs de la prospérité.

Prochain article :

« MIRACLE »
SUR LE JORDAINE



Seules les terres irriguées du Ghor et, dans une moindre mesure, la région du Wadi-Arab, sont propices à l'agriculture. Contrôlés par une compagnie où l'État est majoritaire, les phosphates sont l'unique richesse importante du pays ; exploités depuis 1952, leur production a atteint 1 700 000 t. en 1976, et les réserves sont estimées à 2 milliards de tonnes.

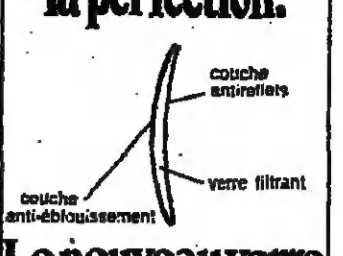
toute négociation avec Israël), et en son sein le courant marxiste, était en mesure de donner des gages sérieux quant à la fin de l'irritation palestinienne à l'égard de l'État hébreu dans ses frontières de 1967. Selon une formule attribuée au Raks égyptien : « Washington s'accommoderait d'un gouvernement palestinien à condition que ce soit un gouvernement innocent. » Dans l'immédiat, conclut un ambassadeur européen : « Le pire ennemi d'Hussein serait l'O.L.P. véritablement modérée. »

Formé à l'école britannique et admirateur de Charles de Gaulle, le roi Hussein a appris de longue date que les puissances n'ont que des intérêts et pas d'amis ; l'in politique, il a humé dès plus jeune âge que celle-ci pourrait tourner un jour au vent contraire. Il a vu son rôle traditionnel de « messager des Arabes » auprès des Occidentaux décliner au fur et à mesure que s'affirmait la diplomatie saoudienne et que l'Égypte, discrètement suivie par la Syrie, se replaçait dans la mouvance de l'Ouest ; plutôt que de s'accrocher à aux Américains qui, après tout, sont restés jusqu'ici, dans leurs actes, des alliés irréprochables, et de tenter de leur arracher des garanties pour l'avenir, au risque de se voir

adversaires palestiniens à la merci des canons syriens, l'évolution politique de l'O.L.P. qui ne manquera pas de s'intensifier, serait pour lui, mais que pouvait-il faire ? Hurler avec l'Égypte ? Chacun savait que le plus cher souhait du Raks était aussi « l'assagissement » des Palestiniens, et que la réconciliation syro-égyptienne était inscrite dans le ciel ; elle a eu lieu au Caire dès octobre dernier.

Apparemment était née cette « union apparemment contre-nature », selon l'expression d'un observateur jordanien, « entre une république progressiste cliente des pays communistes et une royauté conservatrice en relation avec l'Occident ». Entre le socialisme du parti Baas et le code patriarcal bedouin, les dissimilitudes entre les deux régimes sont en fait moins grandes qu'il n'y paraît : à Damas, où le néo-libéralisme économique concurrence de plus en plus l'étatisme, le pouvoir politique s'incarne, comme à Amman, dans une monarchie — au sens libéral du terme — absolue, à la différence près qu'il ne s'y acquiesce pas par droit dynastique, mais par la force. A Amman comme à Damas, l'armée est le principal pilier du régime. Les données constantes (langue, cul-

Quand l'optique atteint la perfection.



Le nouveau verre STUDIO T

Pour mieux contiger votre vue et protéger vos yeux il fallait un verre de conception nouvelle, fabriqué à l'aide de matières premières sélectionnées.

LEROY l'a créé.

Son verre STUDIO T est réalisé à partir de terres rares et d'oxydes métalliques et chaque face subit un traitement par métallisation sous vide. Le résultat ? Un verre filtrant, anti-éblouissant et antiréflexif vous apportant le maximum de confort, quelle que soit la correction dont votre vue a besoin, en simple ou double foyer.

LEROY
Opticien 104 Champs-Élysées
27, bd St-Michel • 11, r. du Palais
18, bd Haussmann • 147, r. de Rennes
127, fg St-Antoine • 158, r. de Lyon
5, pl. des Terres • 30, bd Barbès
Rayons spécialisés :
surveillance auditive,
verres de contact.

Les 12, 13, 14, 15 janvier
(le 12 jusqu'à 23 h)

Francesco Smalto
solde
ses manteaux.

Francesco Smalto
solde
ses imperméables.

Francesco Smalto
solde
ses pantalons.

Francesco Smalto
solde
ses chemises.

et naturellement
ses costumes.

Francesco Smalto
ne solde pas
n'importe quoi.

smalto

44 rue François I^{er}
5 place Victor Hugo
Centre Maine-Montparnasse
7 bd de la Madeleine
Paris.

PLM LES MENUIRES
3 étoiles
au cœur
des 3 vallées
au pied
de 300 km
de pistes
PLM-LES MENUIRES 73340 SAINT-MARTIN-DE-BELLEVILLE. Réservation Centrale Tél. 589.73.46 - TELEX : 270.740
PLM Saint-Jacques - Votre hôtel à Paris.
800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, Bd SAINT-JACQUES 75014 PARIS. Tél. 589.89.80.

TED LAPIDUS
Montparnasse
SOLDES
collection Femmes & Hommes
Centre commercial Maine-Montparnasse - Paris 15ème
11 rue de l'Arrivée - parking gratuit

PROCHE-ORIENT

PALESTINIEN ABU DAUD

POLICE ET GOUVERNEMENT

Un mal profond

Une fois de plus, par une accumulation de malheurs, d'affaiblissements et de mensonges, la police française se retrouve, en partie malgré elle, dans une situation indéfendable.

Un service secret souvent sur la sellette

Née comme le SDECE (1) de la réorganisation des services de renseignements de la France en 1944, la Direction de la surveillance du territoire a longtemps connu une existence discrète, comme il convient à un service protégé par le secret de défense nationale. Mais, au cours des dernières années, le D.S.T. a fait parler d'elle à plusieurs reprises pour des incidents et « bavures » ou des événements à propos desquels les nécessités de sa mission de contre-espionnage ne peuvent être seules invoquées. Le D.S.T. a, sur ce point, pris la relève du SDECE, éclaboussé par les retombées de l'affaire Ben Barka et réorganisé pour cette raison.

La découverte, le 3 décembre 1975, de micros et de mystérieux « plombiers » dans les locaux du Canard enchaîné, la mise en cause de la D.S.T. et la dénonciation de certains policiers du service ont marqué le début d'un malaise que le nouveau mandat du 23 décembre dernier ne suffira pas à effacer.

En février 1973, la publication de documents comportant des listes de personnes que le SAC (Service d'action civique) projetait en 1968 de « regrouper » dans des stades à Marseille met en cause la D.S.T., soupçonné d'avoir fourni ces listes.

Cet incident rappelle au moins que la D.S.T. avait coordonné son action avec d'autres services de police pour tenter de surveiller et contrôler les milieux politiques gauchistes après les événements de mai 1968. En mars 1974, des rumeurs de réorganisation de la D.S.T. marquaient l'arrivée de M. Jacques Chirac au ministère de l'Intérieur.

Environ mille fonctionnaires

Elles se traduiront, en fait, par un certain renouvellement du personnel, la nomination de nouveaux chefs de services et une réorganisation « discrète » du travail de la Direction. Un an plus tard, le départ de M. Guy Xou, sous-directeur depuis quatre ans, un des « piliers » de la « maison », marque la dernière étape d'une évolution provoquée par les rumeurs de l'affaire du Canard enchaîné. Certains voient dans ce départ la fin d'une époque, celle de l'indépendance d'un service souvent jugé trop grande par les gouvernements eux-mêmes, indépendance qui avait notamment marqué l'esprit de la direction.

(1) SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.

Le député Jean de Broglie était cloqué (violant en cela le secret de l'Instruction, même s'il devait s'en défendre par la suite) le ministre de l'Intérieur entraînait la police judiciaire — « la seule police qu'une démocratie ose avoir », disait Georges Clemenceau — sur le terrain fangeux de la compromission. Contre le gré, semble-t-il, de certains fonctionnaires — y compris parmi ceux qui assistaient M. Michel Poniatowski ce soir-là place Beauvau — peu désireux de sacrifier une certaine éthique à la raison d'Etat.

Mais les faits sont là pour montrer que la « machine policière », dans son ensemble, a accepté de suivre son ministre. On en voit autant de preuves dans les fausses informations pas toujours démenties, dans les pièces livrées tronquées au public, dans les fuites soigneusement orientées qui sont le lot quotidien de l'opinion depuis une quinzaine de jours.

Aujourd'hui, un autre grand service de la police, la surveillance du territoire, se compromet à son tour, en arrêtant dans des circonstances peu claires un représentant d'une délégation étrangère en possession d'un visa français en bonne et due forme.

On ne saura certainement jamais dans quel esprit machiavélique a germé cette idée, mais on ne saurait oublier que, de bavures et de « coups tordus » en échecs sanglants, la D.S.T. a toujours eu coutume de travailler « en marge », choisissant son terrain, ses moyens et même son moment, dût-il être le plus inopportun pour la politique du pays.

Pour la police, dans son ensemble, le mal est profond. Pendant près de six années, M. Raymond Marcellin l'a utilisée sans relâche dans sa croisade contre la « subversion internationale ». Ses successeurs ont voulu donner de cette administration une image plus conforme aux principes démocratiques. Nous découvrons aujourd'hui que, plus subtilement peut-être qu'après 1968, les options fondamentales sont restées les mêmes, que les habitudes, dans les plus discrètes, n'ont pas changé. Quand comprendra-t-on, par exemple, que nous ne vivons plus à l'époque béate où un deuxième bureau imposait impudemment « ses » vérités en inventant un besoin « ses » coupables et en fabriquant de toutes pièces des dossiers accablants ?

JAMES SARAZIN.

Le Mouvement des travailleurs arabes s'est érigé, lundi, contre l'arrestation « illégale » de M. Abou Daoud par la police française. Pour le M.T.A., cette arrestation s'apparente à une « prise d'otage ». Elle servirait, disent-ils, à couvrir « le refus de la police française de démasquer et d'arrêter les criminels socialistes » que le M.T.A. estime responsable non seulement de la mort de Mahmoud Saleh mais aussi d'autres dirigeants palestiniens ou arabes tués à Paris au cours des dernières années : Mahmoud Hamdani, Basil Koubeisi et Mahmoud Boudia.

M. Abou Daoud est entré en France avec un passeport irakien. On apprend que ce passeport est faux. Est-ce à dire que M. Abou Daoud s'est présenté avec un passeport truqué, falsifié ? Assurément non, puisque ce passeport a été délivré par les autorités irakiennes et qu'il porte un visa du consulat de France à Beyrouth.

Le problème est ailleurs. Les Palestiniens, tant qu'ils n'auront pas de patrie, tant qu'ils resteront dispersés dans le monde, espèrent de temps en temps à quelques masses, auront non pas un faux passeport, mais l'hospitalité d'une autre nationalité. Comment un Palestinien, aujourd'hui, qui lutte pour recouvrer sa terre et son identité, peut-il se dépayser d'un pays à un autre, si ce n'est avec le passeport, non d'une autre personne, mais d'un autre pays ? Après tout, les Palestiniens ne demandent pas mieux que de ne plus avoir recours à d'autres identités. Et si M. Abou Daoud s'était présenté à l'aéroport avec un passeport palestinien, l'aurait-on laissé entrer ?

TAHAR BEN JELLOUN.

Le ministre ou la D.S.T. ?

(Suite de la première page.) Maintenant on peut penser que la D.S.T. en n'a pas oublié ses vieilles sympathies, non plus que ses vieilles antipathies. D'autant que

(Député de CHARENTA.)



le 27 juin 1975, rue Touffier, les inspecteurs Doue et Donati ont été tués, et le commissaire Herrens gravement blessé par la mystérieuse Carlos, au service de certains dirigeants terroristes arabes. Des morts à venger.

M. Poniatowski aura beau accumuler les contradictions et les contre-vérités, ou vouloir s'enterrer déoré dans un silence qui ne lui est pas coutumier, il lui faudra bien un jour sortir du dilemme où il s'est placé : ou bien le ministre de l'Intérieur a pris sur lui de lancer ou de couvrir une opération dont les suites peuvent être extrêmement préjudi-

LE VRAI ET LE FAUX

M. Abou Daoud est entré en France avec un passeport irakien. On apprend que ce passeport est faux. Est-ce à dire que M. Abou Daoud s'est présenté avec un passeport truqué, falsifié ? Assurément non, puisque ce passeport a été délivré par les autorités irakiennes et qu'il porte un visa du consulat de France à Beyrouth.

Le problème est ailleurs. Les Palestiniens, tant qu'ils n'auront pas de patrie, tant qu'ils resteront dispersés dans le monde, espèrent de temps en temps à quelques masses, auront non pas un faux passeport, mais l'hospitalité d'une autre nationalité.

Comment un Palestinien, aujourd'hui, qui lutte pour recouvrer sa terre et son identité, peut-il se dépayser d'un pays à un autre, si ce n'est avec le passeport, non d'une autre personne, mais d'un autre pays ?

Après tout, les Palestiniens ne demandent pas mieux que de ne plus avoir recours à d'autres identités. Et si M. Abou Daoud s'était présenté à l'aéroport avec un passeport palestinien, l'aurait-on laissé entrer ?

TAHAR BEN JELLOUN.

1977 : L'ÉCONOMIE DÉTERMINE VOTRE AVENIR



Abonnez-vous à L'EXPANSION

premier journal économique français.

Vous profiterez chaque mois de la sécurité que vous apportent ses analyses, ses prévisions, ses conseils de carrière.

En 1977, plus que jamais, la conjoncture économique va déterminer la vie politique et le climat social, décider du destin des entreprises et influencer la carrière de chacun de vous.

Chaque mois, L'EXPANSION apportera les informations économiques qui vous seront indispensables pour comprendre l'actualité et vous donner des conseils pratiques qui vous aideront à défendre vos intérêts professionnels et personnels.

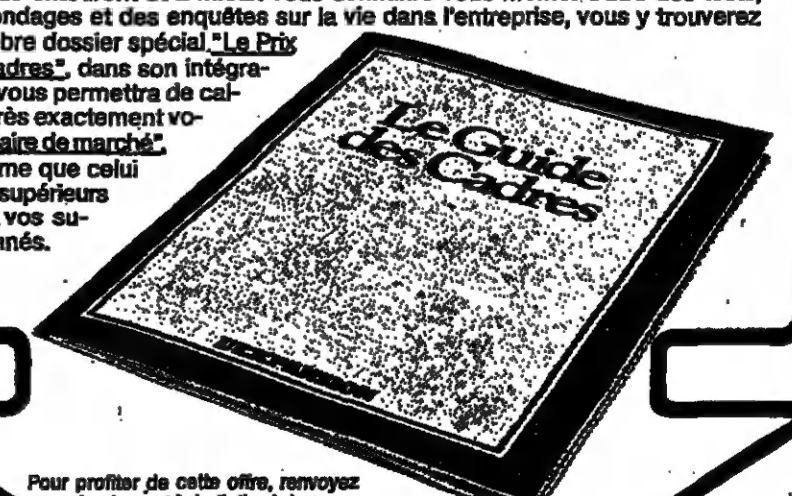
De nombreuses rubriques de L'Expansion vous seront particulièrement utiles dans une période difficile : les prévisions qui vous indiquent clairement l'évolution

de l'emploi, des prix, de la consommation... Les enquêtes exclusives sur la vie des entreprises où vous faites carrière... Les grandes études et les sondages dont la publication constitue un véritable événement : vous aurez accès, dans le cadre de votre abonnement, sans supplément, aux dossiers spéciaux "L'Examen Social", "Le Prix des cadres", "Europe Compétition", "Le guide de l'épargnant", "Le rapport annuel de la France".

Abonnez-vous dès aujourd'hui pour recevoir "Le Guide des Cadres" et bénéficier d'une réduction importante sur le prix normal de L'Expansion.

L'EXPANSION VOUS OFFRE Le Guide des Cadres

L'Expansion réserve à ses nouveaux abonnés ce dossier qui leur sera très utile en 1977 : "Le Guide des Cadres" réunit plusieurs études exclusives récemment publiées dans L'Expansion et qui ont un point commun : elles vous aident toutes à mieux gérer votre carrière, à mieux connaître les cadres qui vous entourent et à mieux vous connaître vous-même. Outre des tests, des sondages et des enquêtes sur la vie dans l'entreprise, vous y trouverez le célèbre dossier spécial "Le Prix des Cadres", dans son intégralité : il vous permettra de calculer très exactement votre "salaire de marché", de même que celui de vos supérieurs ou de vos subordonnés.



Pour profiter de cette offre, renvoyez simplement le bulletin ci-dessous, sans joindre votre paiement, à L'EXPANSION, Service abonnement, 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris.

Vous lirez dans Le Guide des Cadres

Bon pour un abonnement à L'EXPANSION

(À poster aujourd'hui même sans envoyer d'argent)

Je désire m'abonner à L'Expansion pour la durée suivante :

☐ 1 an pour 90 F au lieu de 120 F (soit 30 F d'économie).

☐ 2 ans pour 170 F au lieu de 240 F (soit 70 F d'économie).

J'ai bien noté que je recevrai gratuitement Le Guide des Cadres.

Nom : _____ Prénom : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

(Tarif abonnement étranger : 90 F pour 1 an + 25 F pour frais d'envoi par train ou bateau. Ou 170 F pour 2 ans + 50 F pour frais d'envoi.)

Retournez ce bulletin à L'Expansion, Service abonnement, 78, rue Olivier-de-Serres - 75738 PARIS Cedex 15

DROITS DE L'HOMME

A Genève

Ouverture d'une conférence sur les réfugiés politiques

De notre correspondante

Genève. — La conférence des plénipotentiaires sur l'asile territorial, réunie à l'initiative du prince Sadruddin Aga Khan, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, s'est ouverte lundi 10 janvier au Palais des Nations à Genève. Elle s'est donnée pour objectif l'adoption d'une convention tendant à renforcer les droits des réfugiés politiques. Les textes en vigueur à ce jour — dont le principal est la convention de 1951 relative au statut des réfugiés — se sont révélés en effet nettement insuffisants pour garantir une application obligatoire et uniforme des principes fondamentaux établis par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

● L'UNION SOVIÉTIQUE a autorisé 9 626 personnes d'origine allemande à émigrer en Allemagne fédérale en 1976, annonce l'ambassade de R.F.A. à Moscou. C'est le nombre le plus élevé d'émigrés allemands depuis 1974 (8 945 départs). En tout, 30 786 personnes d'origine allemande ont émigré d'U.R.S.S. depuis 1970. — (Reuter.)

Si le texte élaboré par les experts des Nations unies est agréé par les délégués, les États membres de l'ONU devront s'engager à accueillir automatiquement toute personne « persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques » qui se présenterait à leur frontière. Ne bénéficieraient cependant pas de cette convention les réfugiés qui auraient commis « un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes », ou encore « un crime grave de droit commun ». Ni ceux qui se seraient rendus coupables « d'actes contraires aux buts et aux principes des Nations unies ». Les États devront également s'engager à respecter la principe du non-refoulement vers son pays d'origine de toute personne qui aurait demandé à bénéficier du droit d'asile. La réunion s'efforcera de rechercher les moyens les plus efficaces pour mettre fin au douloureux problème des réfugiés errants à qui, successivement, plusieurs pays ferment leurs frontières, en comptant sur les autres pour les accueillir. — L. V.

POINT DE VUE

L'État et l'individu

par PHILIPPE MANIN (*)

Il existe une dialectique permanente de la protection des droits de l'homme et de la répression internationale des crimes. Ici, l'on se préoccupe d'affirmer les moyens par lesquels l'individu pourra se défendre contre la toute-puissance de l'État ; là, on encourage les États à s'unir pour lutter plus efficacement contre le développement de certaines formes de criminalité.

Dans ce vaste ensemble, quelle est la place du droit d'asile, dont l'actualité est soulignée à la fois par les discussions qui lui sont consacrées aux Nations unies, par les sollicitations dont beaucoup d'États sont l'objet dans les régions troubles du monde et par l'adoption récente, dans le cadre du Conseil de l'Europe, de la convention sur le terrorisme ?

La forme normale de l'asile est l'asile « territorial ». C'est le fait pour un État de permettre à un étranger, exposé à des poursuites dans son État d'origine, d'accéder à son territoire. Étant donné que la compétence de l'État ne peut jamais s'exercer sur le territoire de l'État étranger, l'individu se trouve ainsi hors d'atteinte. Sous cette forme, l'asile est consacré par la pratique et par le droit, la règle fondamentale étant que le fait de l'accorder ne peut jamais, hors le cas de la violation d'un traité, être considéré comme un acte illicite. L'asile territorial pose au moins deux questions essentielles. Tout d'abord, l'asile est-il un droit de l'individu et l'État est-il tenu d'accueillir le réfugié ? L'opinion traditionnelle est que l'État dispose d'une compétence entièrement discrétionnaire. En dépit de certaines pressions, celle-ci ne paraît pas aujourd'hui remise en cause. Ainsi l'Assemblée générale des Nations unies a, dans une résolution adoptée à l'unanimité en 1967, affirmé que l'État accorde l'asile « dans l'exercice de sa souveraineté ». Un projet de convention préparé également dans le cadre de cette organisation et qui va vraisemblablement être soumis prochainement à une conférence diplomatique ne va pas au-delà de la formule selon laquelle les États « mettront tout en œuvre » pour accorder l'asile, ce qui n'équivaut certainement pas à la création d'une obligation.

En second lieu, l'État est-il limité dans l'exercice de sa compétence d'expulsion d'un étranger réfugié ? Protéger de l'individu cette fois, le droit répond que l'État « asile » n'est pas obligé de répondre à une demande d'extradition qui émane de l'État qui est à l'origine de la poursuite. Mais il faut tenir compte des obligations découlant des traités auxquels l'État peut être partie. A cet égard, jouent tout d'abord les conventions dites d'extradition qui, en règle générale, obligent l'État asilant à répondre favorablement à une demande d'extradition d'un prévenu de droit commun mais lui laissent toute liberté à l'égard des prévenus politiques. Peuvent jouer également les conventions internationales relatives à la répression de certaines infractions. Ainsi la Convention européenne sur le terrorisme, en interdisant aux États de considérer comme politique — avec cependant des possibilités d'adaptation individuelle — toute une série d'infractions, se combine avec les traités d'extradition et réduit considérablement les cas où l'État asilant pourra refuser d'extrader.

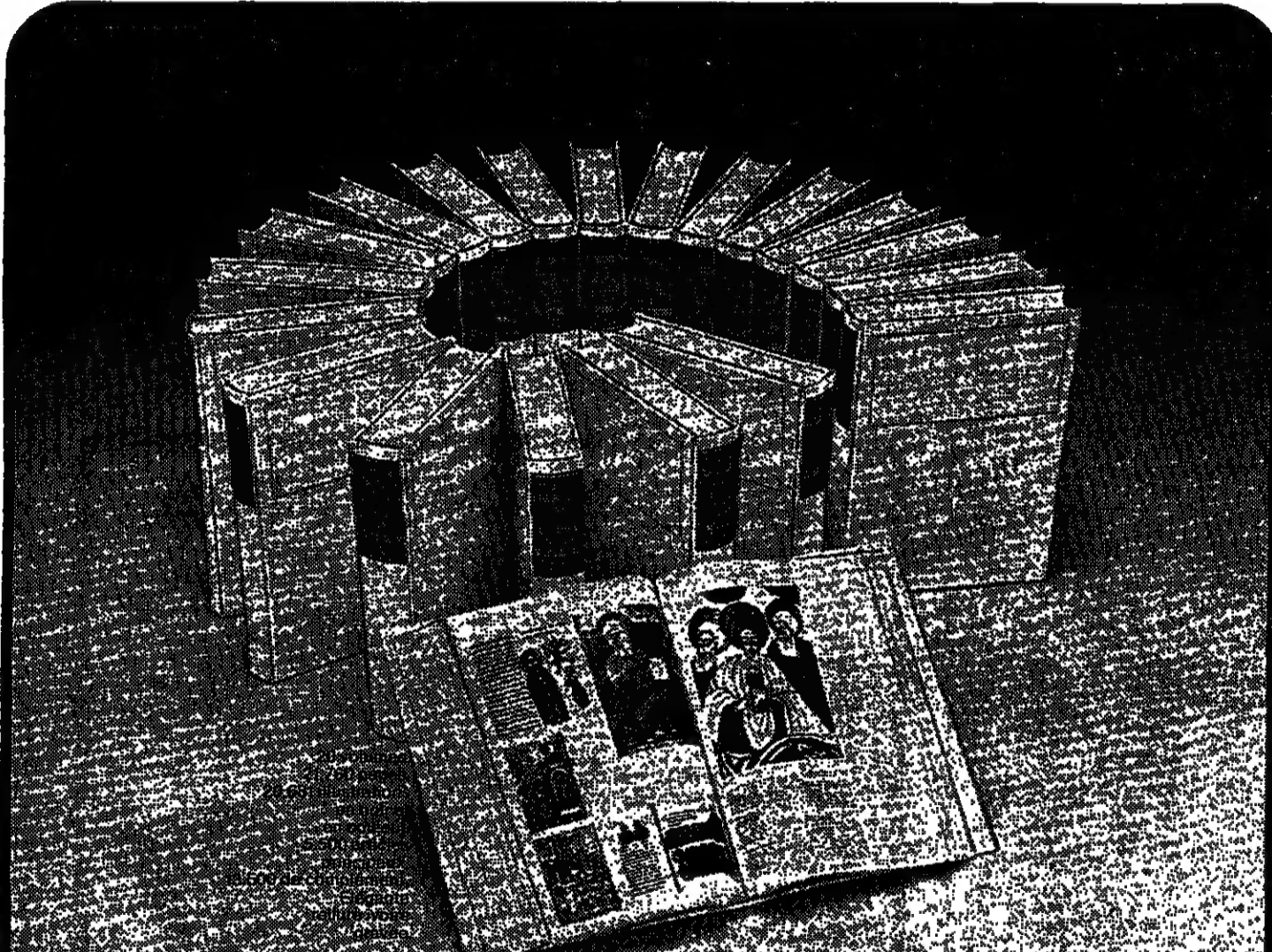
Jouent enfin les conventions protectrices des réfugiés et tout particulièrement celle de 1951 — qui est actuellement soixante-huit États — qui prévoit, d'une part, que l'expulsion d'un réfugié ne peut intervenir pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public et seulement en exécution d'une procédure régulière et, d'autre part, que l'expulsion ne peut intervenir en direction d'un État où la vie et la liberté du réfugié seraient menacées. L'asile diplomatique s'entend de l'asile accordé par un État dans une de ses dépendances protégées situées en territoire étranger. C'est-à-dire dans ses missions diplomatiques, mais aussi éventuellement dans ses consulats, voire dans ses navires se trouvant dans les eaux territoriales ou dans ses bases militaires à l'étranger. Cet asile existe-t-il, juridiquement parlant ? Sur ce point, un récent rapport du secrétaire général des Nations unies, qui reproduit notamment des opinions émises par un certain nombre d'États, apporte des enseignements utiles. Y apparaît tout d'abord un bloc d'États — de l'Europe de l'Est en particulier — qui récusent catégoriquement l'existence de l'asile diplomatique en tant qu'institution générale du droit international et ne l'admettent que sur la base d'un traité spécial. Un second bloc de toute origine géographique et politique — le plus nombreux — se caractérise par son refus de vouloir reconnaître l'asile diplomatique en termes juridiques. Cette pratique, absolument exceptionnelle et marginale selon eux, ne pourrait s'expliquer que par des considérations humanitaires. Elle ne saurait donc créer de précédent ni engendrer d'obligation. Parmi ceux-

(*) Professeur de droit international à l'université de Paris-I.

Une lettre du service « réfugiés » de la CIMADE

Après la publication dans le Monde daté 28-29 novembre 1976 d'un article intitulé « La France, terre d'asile », M. André Jacques, directeur du service « réfugiés » de la CIMADE (Service économique d'entraide), nous a adressé la lettre suivante :

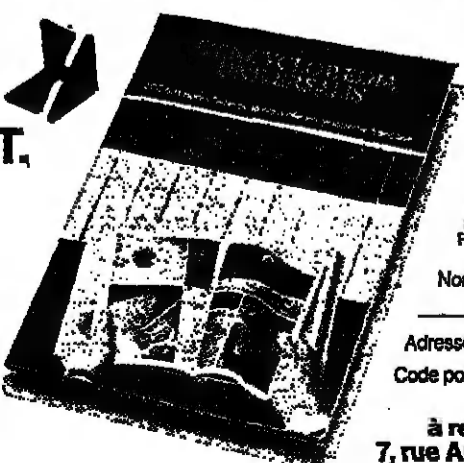
Dans un article intitulé « La France, terre d'asile », qui apporte au demandeur des informations sérieuses sur certains aspects de l'accueil des réfugiés politiques, la CIMADE est citée dans un chapitre intitulé « Controverses ». Parce que certaines allégations risquent de porter un préjudice grave à notre action et fausser notre image, nous sommes dans l'obligation d'apporter certaines précisions quant à notre position. Nous reconnaissons volontiers que nous préférons l'idée d'une insertion, en principe provisoire, à celle d'intégration des réfugiés en France. Nous croyons en effet, après trente-cinq ans d'expérience dans ce domaine, que le respect de la personnalité du réfugié implique la reconnaissance du fait qu'il reste un étranger en exil. Son équilibre et sa dynamique personnelle sont d'autant meilleurs qu'il s'insère vite, d'une manière réaliste, dans notre société sans pour autant perdre de vue son identité politique. C'est ce que nous confirment aujourd'hui bien des responsables politiques grecs, portugais, guinéens (Bissau) ou angolais restés dans leur pays et qui avaient trouvé auprès de la CIMADE l'appui dont ils avaient besoin en un moment difficile de leur existence. En effet, si un exilé n'acquiesce pas la nationalité française et donc ne peut participer à la vie politique de notre pays, et s'il ne peut continuer à vivre pour son pays, que devient-il ? Un « bédouin » de la société, un suspect, un « producteur », un homme seulement préoccupé de sa propre vie ? Les résistants français en exil n'ont-ils pas vécu pour le jour de la libération, alors qu'ils devaient momentanément vivre sur le sol de pays amis ? Mais, à propos de ce débat sur l'intégration, l'auteur de l'article parle d'une « méfiance de la CIMADE à l'égard de « France », terre d'asile ». Si, de toute évidence, chacune des associations chargées de l'accueil des réfugiés a sa propre conception et sa manière de recevoir, ses limitations aussi, il s'agit d'une complémentarité utile à bien des égards. Au contraire de ce qui pourrait être compris à partir de l'article, la CIMADE n'a toujours mis en avant la nécessité d'une coordination avec toutes les associations concernées, en particulier « France, terre d'asile ». A propos du Centre international de Massy près de Paris, nous tenons à préciser ce qui suit. Au contraire de ce que suggère l'article, aucune ségrégation n'y est pratiquée, et l'éventail politique est respecté autant que la diversité des nationalités. Et si les réfugiés y sont accueillis avec efficacité, c'est-à-dire s'ils y trouvent la possibilité d'une insertion sociale, professionnelle ou universitaire rapide, c'est qu'une vue réaliste de cette tâche a été élaborée, au cours de nombreuses années, avec les réfugiés eux-mêmes, toujours reconnus comme adultes. Ajoutons que, en matière de « travail social », il faut savoir tenir compte de la spécificité des problèmes posés. L'accueil doit respecter les origines culturelles, politiques, linguistiques, et trouver, sans marginaliser personne, les structures qui répondent à des besoins différents. Voilà pourquoi nous pensons que la sécurité des réfugiés est mieux assurée dans des petits foyers d'accueil et des foyers adaptés. Dernière remarque : ce sont les réfugiés eux-mêmes qui apportent leurs problèmes, et un accueil conséquent commence par les écouter, afin de déterminer leurs besoins et de s'efforcer d'y répondre. D'où, par exemple, la décision de la CIMADE d'être présente sur le terrain de l'information et de la défense des droits de l'homme. Un dossier établi avec un grand nombre d'associations sur la sécurité des étrangers, et plus particulièrement des réfugiés politiques, va bientôt paraître. On y comprendra que la vigilance envers la sécurité des réfugiés politiques est confondue avec la lutte pour le maintien des exigences démocratiques et des droits de l'homme dans notre pays.



offrez dès aujourd'hui à votre famille L'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

la nouvelle grande encyclopédie française

Pour en savoir plus, ce magnifique Dossier Universalis en couleur GRATUIT.



2 possibilités au choix de recevoir le Dossier Universalis en cadeau :
● téléphonez au 734.02.31 (répondeur automatique même la nuit et les jours fériés)
● ou découpez ce bon

Je vous remercie du plaisir que vous m'avez fait en m'envoyant ce dossier. Je vous prie de m'envoyer le Dossier Universalis et de me donner tous les détails sur les 3 ouvrages exceptionnels réservés aux amis du Club Français du Livre.

Nom et prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ 5702

à retourner au Club Français du Livre
7, rue Armand Moisant - 75754 Paris Cedex 15
Offre valable pour la France métropolitaine seulement.

DROITS DE L'HOMME

Le cas du Dr Mikhael Stern

Un appel de Mme Simone de Beauvoir aux chefs d'États membres de la conférence d'Asilant

Le cas du Dr Mikhael Stern, médecin allemand, a été l'objet d'une conférence internationale sur l'asile territorial, réunie à l'initiative du prince Sadruddin Aga Khan, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, à Genève, les 10 et 11 janvier 1977. Cette conférence a pour objectif l'adoption d'une convention tendant à renforcer les droits des réfugiés politiques. Les textes en vigueur à ce jour — dont le principal est la convention de 1951 relative au statut des réfugiés — se sont révélés en effet nettement insuffisants pour garantir une application obligatoire et uniforme des principes fondamentaux établis par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

SIMONE DE BEAUVOIR

Les véritables pouvoirs de Parlement européen

1977 Le diagnostic des économistes

La nouvelle Commission européenne

L'Europe de tous les jours

Dans le numéro de janvier de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Familles Paris 16^e

CINQUANTE-CHÔ PRÊTRES LANCENT UN APPEL EN FAVEUR DES BASQUES DE L'ILE D'YEU

Dans une lettre adressée samedi 8 janvier à M. de Bayonne, au préfet de Pyrénées-Atlantiques, aux élus du Pays basque et aux organes de presse, cinquante-cinq prêtres de l'île d'Yeu ont lancé un appel en faveur des Basques de l'île d'Yeu, dont « la détention depuis plusieurs mois paraît être une punition aux droits humains ».

« Nous voyons dans cette affaire, écrivent-ils notamment, une menace à la dignité de l'homme, car il semble que certains trouvent leur justification dans le seul motif de la conscience de l'illégalité mesure suscite enfin une active et efficace qui est la suppression de ces pouvoirs ».

مكتبة من الأصل

حکومت الاصل

DROITS DE L'HOMME

Le cas du Dr Mikhael Stern

Un appel de Mme Simone de Beauvoir aux chefs d'États membres de la conférence d'Helsinki

A la suite de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, qui devait améliorer les relations humaines et scientifiques dans le monde entier, nous avons signé, le 1^{er} août 1975, certains accords. M. Brejnev était parmi les signataires. Il a rappelé récemment, au cours d'un entretien qu'il a accordé à Yves Mouroussi et que TST a diffusé le 5 octobre 1976, il a affirmé : « Pour ce qui est de l'Union soviétique, nous respectons et nous appliquons toutes les dispositions, le dit bien toutes les dispositions des accords d'Helsinki. »

Une des clauses importantes de ces accords, c'est le droit reconnu à tout citoyen de circuler librement. Or, malgré sa déclaration à Yves Mouroussi, M. Brejnev est bien loin de reconnaître ce droit aux citoyens soviétiques. Innombrables sont ceux à qui il est interdit de franchir les frontières de l'U.R.S.S., et nombreux ceux qui ont subi des sanctions pour avoir tenté de le faire, fait-ce tout à fait légal.

En ce début de l'année 1977, je voudrais attirer particulièrement votre attention sur le cas du docteur Mikhael Stern qui, voilà presque trois ans, a été détenu dans un camp de travaux forcés à Khar'kov. On l'a prétendu coupable d'avoir touché des pots-de-vin ; en vingt-quatre ans d'exercice de la médecine, il aurait reçu indistinctement deux cent cinquante mille roubles, un coq et sept œufs, ainsi que 775 roubles. Ces accusations dérisoires, et qui n'ont jamais été confirmées, sont d'autant plus absurdes qu'en U.R.S.S. le droit de concession n'existe que pour les fonctionnaires.

En vérité, le docteur Stern, qui était en 1974 directeur du département d'endocrinologie de l'hôpital régional de Vinnitsa, qui avait traité avec le plus grand succès une maladie très répandue en Ukraine, le goitre, et était en même temps un spécialiste incontesté de la pathologie sexuelle, avait une réputation bien établie de docteur et de compétence. S'il a été persécuté, c'est parce que ses fils — tous deux de brillantes jeunes savantes — ont voulu émigrer et que, malgré les pressions exercées sur lui par le K.G.B., il a refusé de s'opposer à leur départ. Plus tard, ses fils ont quitté l'U.R.S.S., mais le docteur Mikhael Stern continue d'être détenu dans des conditions qui mettent gravement en danger sa santé. Son crime est d'avoir respecté chez ses fils un droit que leur reconnaissance des accords d'Helsinki, auxquels a souscrit M. Brejnev.

Déjà plusieurs tentatives ont été faites pour obtenir l'annulation d'un verdict inique et la réhabilitation du docteur Mikhael Stern. Soixante-six prix Nobel ont signé un appel en sa faveur. Leur voix n'a pas été entendue, et le docteur Stern est menacé de passer encore un hiver dans un camp aux conditions mortellement dangereuses pour lui.

Dans ces jours anniversaires de sa condamnation, il me semble urgent que tous les signataires des accords d'Helsinki relancent à M. Brejnev — au nom de ces accords mêmes qu'il se vante de respecter — la libération immédiate du docteur Stern et l'annulation du jugement qui l'a condamné. Sous peine d'un parjure ignominieux, M. Brejnev se doit de mettre ses actes en accord avec ses paroles et d'honorer sa signature. Je demande instamment à tous ceux qui ont signé avec lui de lui faire prendre conscience des obligations que comporte un tel engagement.

SIMONE DE BEAUVOIR.

Les véritables pouvoirs du Parlement européen

1977 Le diagnostic des économistes

La nouvelle Commission européenne

L'Europe de tous les jours

Dans le numéro de janvier de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM _____

RUE _____

VILLE _____

MARSEILLE : le P.C. renouvelle ses propositions pour des listes d'union de la gauche.

M. Georges Lazzarino a indiqué, lundi matin 10 janvier, que la fédération des Bouches-du-Rhône du parti communiste français — dont il est le secrétaire — a adressé aux fédérations du parti socialiste et du mouvement des radicaux de gauche « de nouvelles propositions en vue d'aboutir, à Marseille, à un accord pour les élections municipales ».

M. Lazzarino a poursuivi : « Nous proposons (aux responsables socialistes et radicaux de gauche) de nous rencontrer immédiatement pour constituer des listes d'union dans les six secteurs de Marseille où la gauche est largement majoritaire : ces secteurs sont les 2^e, 3^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e secteurs municipaux. Après le refus du parti socialiste de constituer des listes d'union, nous sommes prêts à accueillir les communistes sur nos listes. »

« Les arguments invoqués pour justifier le refus des listes d'union sont la division de Marseille en secteurs et le fait que dans deux de ces secteurs (1^{er} et 4^e arrondissements) le quatrième 1^{er} et 9^e arrondissements) existerait un danger réactionnaire. Nous ne partageons pas cette appréciation. Nous pensons, au contraire, que les listes d'union de la gauche sont un facteur décisif pour battre la réaction dans ces secteurs. La division n'a jamais rassemblé. C'est l'union qui fait la force. Mais si pour ces deux secteurs il y a une différence d'appréciation, rien ne s'oppose à ce que nous nous accordions, pour les six autres secteurs de notre ville, les négociations pour la réalisation des listes d'union de la gauche comme nous y invite l'accord national. »

Mort de deux parlementaires

ALBERT BIGNON, DÉPUTÉ DE LA CHARENTE-MARITIME

M. Albert Bignon, député de la Charente-Maritime, vice-président de la commission de la défense nationale, ancien maire de Rochefort, est décédé le 10 janvier, à Rochefort-sur-Mer.

Il naquit le 28 février 1910 à Grevé (Morbihan). Albert Bignon était avocat à Rochefort depuis 1933 et il fut élu député de la Charente-Maritime en 1951, il fut réélu en 1958, 1963, 1968 et 1973. Depuis 1962, il était vice-président de la commission de la défense nationale.

Conseiller général de Rochefort-sur-Mer, il fut élu député de la Charente-Maritime en 1951, réélu en 1958, 1963, 1968 et 1973. Il fut élu député de la Charente-Maritime en 1951, réélu en 1958, 1963, 1968 et 1973. Il fut élu député de la Charente-Maritime en 1951, réélu en 1958, 1963, 1968 et 1973.

M. POUVANNA COPA

M. Pouvanna Copa, sénateur U.N. (Union nationale) de la Polynésie française, est décédé le 10 janvier, à Papeete. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

(Né en mai 1915 à Pape-Huine (Polynésie), M. Pouvanna Copa avait été député de la Polynésie française de 1958 à 1964. Il avait appartenu au conseil de gouvernement des Établissements français d'Océanie et à l'Assemblée territoriale de Polynésie. Il était sénateur depuis 1971.)

Conseiller général de Papeete, représentant des populations indigènes, premier mouvement autonomiste polynésien, il devait, lors du référendum de 1958, initier ses compatriotes à voter « non ». Il préconisait alors la création d'une République indienne indépendante au sein de la Communauté française.

A la suite d'une tentative d'assassinat de la ville de Papeete, dans la nuit du 10 au 11 octobre 1968, M. Pouvanna Copa avait été condamné à huit ans de réclusion, quinze ans d'interdiction de séjour et avait été déchu de son mandat parlementaire en février 1969. Il avait été libéré en 1964, mais était demeuré déchu de la Polynésie jusqu'en 1968. Une remise gracieuse de la peine d'interdiction de séjour avait été signée cette année-là en sa faveur par le général de Gaulle à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'armistice de 1918, l'ancien député ayant été combattant de la Grande Guerre.

Le successeur de M. Pouvanna Copa au Sénat est M. Daniel Mithé.

Francine Hisbergues

pour la première fois

SOLDE

cadeaux du monde entier

(101, rue de la République - 91)
sans interruption de 10 à 18 heures
entre Hoché et Friedland.

VILLEURBANNE : le parti socialiste se lance seul dans la campagne

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Charles HERNU, membre du comité directeur du P.S., désigné le 10 novembre dernier par son parti pour conduire une éventuelle liste d'union de la gauche à Villeurbanne, ce qui a provoqué de vives réactions de la part du parti communiste (le Monde des 25 décembre et 8 janvier), a donné officiellement le coup d'envoi de la campagne dans cette ville au cours d'une conférence de presse réunie lundi 10 janvier. « Nous ne pouvons pas attendre davantage, a-t-il déclaré. La politique que nous défendons nous le parti communiste nous engage pour l'union de la gauche, mais nous ne jurerons pas dans notre volonté unitaire, et, jusqu'à la veille du dépôt des candidatures, nous sommes prêts à accueillir les communistes sur nos listes. »

Pour M. HERNU comme pour M. Roland BERNARD, premier secrétaire de la fédération socialiste du Rhône, « la balle est dans le camp des partisans du P.S. ». Le parti socialiste rendra publics, sans doute à la fin du mois de janvier, les noms des vingt-trois socialistes et radicaux de gauche qui figureront sur la liste ; mais il y aura sur cette liste, au moins dans un premier temps, dix-huit « blancs » correspondant au nombre de sièges que le P.S. propose, depuis le début des négociations, au P.C. Ces négociations ne sont d'ailleurs pas interrompues : la prochaine rencontre a été fixée au 21 janvier. Les propos qu'aura tenus la veille M. Georges Marchais, au cours d'une réunion publique à Villeurbanne, n'en seront écoulés qu'avec plus d'attention encore.

« Si, par malheur, l'union ne se réalisait pas, notre parti, qui est majoritaire à la bataille tout seul, et il la gagnera. Nous devons nous le parti communiste à Villeurbanne », a affirmé M. Charles HERNU. Celui-ci a ajouté : « Le premier objectif de l'union de la gauche est de battre la droite, et à Villeurbanne, atteindre ce but passe à l'évidence par une tête de liste socialiste. » — B. E.

ORLÉANS : difficultés entre socialistes et communistes pour le choix de la tête de liste

De notre correspondant

Orléans. — Les négociations menées à Orléans pour la constitution d'une liste d'union de la gauche sont dans l'impasse. Aucun accord n'est encore intervenu sur le choix de la tête de liste ni sur la répartition des sièges socialistes.

Le P.C., afin de « déboucher la situation », selon ses propres termes, propose que la liste soit conduite par une personnalité appartenant au parti de gauche mais acceptant les orientations du programme commun. Le parti socialiste de son côté estime que cette initiative n'est absolument pas de nature à résoudre les difficultés et rappelle que la direction de la liste doit lui revenir (le Monde du 26 novembre 1976).

Outre les difficultés sur le choix de la tête de liste les discussions ont porté sur les chiffres des derniers résultats électoraux à prendre en compte pour la répartition des sièges. Les socialistes estiment que 40 % des sièges doivent revenir au parti communiste ; les communistes, eux, proposent 12 sièges aux socialistes et 9 aux radicaux de gauche sur les 41 de la liste.

Le parti socialiste souhaite également la participation de membres du Groupe d'action municipale. Le G.A.M. que préside M. Antoine FROST existe depuis 1969 à Orléans. Il a participé aux élections municipales de 1971 et il anime ou appuie, par un soutien technique, les très nombreux comités de défense du cadre de vie qui se sont constitués ces dernières années dans les quartiers d'Orléans.

M. Daniel Mothé (C.F.D.T.) quitte le P.S.

M. Daniel Mothé, militant C.F.D.T., qui avait adhéré au P.S. en 1974 après les Assises pour le socialisme, vient de rendre publique sa démission de ce parti. M. Mothé est l'auteur de plusieurs ouvrages de nature à résoudre les difficultés et rappelle que la direction de la liste doit lui revenir (le Monde du 26 novembre 1976).

Dans sa lettre de démission du parti socialiste, M. Daniel Mothé écrit notamment : « L'approche des élections municipales et à plus long terme, des législatives constitue pour le P.S. un révélateur significatif. »

« L'approche des élections municipales et à plus long terme, des législatives constitue pour le P.S. un révélateur significatif. »

« L'approche des élections municipales et à plus long terme, des législatives constitue pour le P.S. un révélateur significatif. »

M. PINAY DONNE ET REPREND SA DÉMISSION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA LOIRE

(De notre correspondant.)

Saint-Étienne. — Un incident avait opposé, vendredi 7 janvier, au conseil général de la Loire, que M. Antoine PINAY préside depuis 1949, M. Théobald MASSAT (P.C.) à l'ancien président du conseil, à propos d'une subvention de l'Assemblée départementale au comité d'expansion économique de la Loire. Se sentant personnellement visé par une observation du maire de Firminy sur l'efficacité de la Société d'équipement de la Loire et sur celle de l'Association pour le développement industriel de la région stéphanoise, qui préside M. Pinay, ce dernier a déclaré avec irritation : « On critique toujours ceux qui travaillent ! »

Vous autres demain ma démission, non seulement de président, mais aussi de conseiller général. Ce sera sans appel. »

Après un entretien avec M. Vial-Massat — et une fin de semaine de réflexion, — M. Pinay s'est toutefois déclaré convaincu que le conseiller général communal n'avait nullement cherché à le mettre en cause personnelle. « L'incident est clos », a-t-il souligné en reprenant place dans son fauteuil présidentiel.

POLITIQUE

VAR : une cinquantaine d'accords P.C.-P.S. ont été signés.

(De notre correspondant.)

Toulon. — Dans le Var, qui compte cent cinquante-trois communes, une cinquantaine d'accords P.S.-P.C. ont été conclus. Ainsi, il y aura une liste d'union de la gauche à La Seyne, par exemple, mais des listes distinctes à Saint-Raphaël, La Garde et Pont-de-la-Paix.

A Toulon, le Mouvement des radicaux de gauche se réjouit de la désignation de l'ancien ministre André Mignot comme tête de liste, mais cette proposition, qui émane du secrétariat national du P.S., n'a toujours pas l'agrément du P.C.

A La Garde, une liste socialiste sera menée par M. Roger Zanin, premier adjoint de la municipalité conduite par M. Maurice Delplace (communiste). L'accord n'a pu se faire entre les sections socialiste et communiste gardiennes sur le problème de la représentation.

A Saint-Raphaël également, la gauche constituera deux listes. D'une part le P.C. de l'Union des socialistes et radicaux de gauche groupés derrière le maire sortant, M. Guy Gomez (M.R.G.). La majorité, elle, sera menée par M. René Lentin, ancien député et conseiller général de Saint-Raphaël. Actuellement conseiller municipal, M. Lentin a obtenu l'investiture du C.D.S. des radicaux valaisiens, des R.L. et du R.P.R. Outlander, M. Jean-Paul Roy, ancien préfet du Var, qui conduit une liste apolitique.

La liste d'union s'élève à Fréjus, où le maire sortant, M. Léon Bérthier (C.D.S.), voit son propre adversaire, M. Philippe Hériter (sans étiquette) entrer en lice. Sa présence équilibre les autres mouvements dans la majorité, M. François Lédard, qui, fils du maire battu en 1971 par M. Léon Bérthier, bénéficie de l'investiture du R.P.R. Pour le parti socialiste, c'est M. Jean Bernard qui a été désigné comme tête de liste. Les négociations entre le P.S. et ses partenaires communistes et radicaux de gauche ne sont pas terminées.

M. Robert Lancelot, vice-président du conseil général de la Marne et maire (mod.) de Saint-Menehould, s'est démis, lundi 10 janvier, de ses deux mandats en raison de problèmes de liquidation judiciaire dont les entreprises qu'il dirige font l'objet.

M. Tenaillon (C.D.S.) devient président du conseil général des Yvelines

Après la décès de Jean-Paul Palanski, député R.P.R., l'élection, lundi 10 janvier, de son successeur à la présidence du conseil général des Yvelines s'est faite sans aucune surprise. Avec dix-neuf voix contre quatorze au communiste, M. François Hilaire (candidat de la gauche), deux bulletins blancs et une voix à M. Pierre Dupré (divers modéré), M. Paul-Louis Tenaillon (C.D.S.) a recueilli les suffrages de la majorité présidentielle, selon un accord conclu au cours d'une précédente réunion de l'inter-groupe de la majorité. Jusqu'à présent vice-président du conseil général, M. Tenaillon a été remplacé à ce poste par M. Michel Péricard, directeur de l'Information à Radio-France, conseiller général R.P.R. de Saint-Germain-Laye-Sud.

L'accession de M. Paul-Louis Tenaillon au fauteuil de président de l'assemblée départementale ne clarifie pas pour autant, loin s'en faut, la course à la mairie de Versailles. Actuellement premier adjoint, M. Tenaillon avait annoncé très tôt qu'il ferait liste commune avec le bâtonnier André Damien (C.D.S.), lequel avait réalisé un score fort honorable — et même le meilleur à Versailles — face à M. Bernard Destremau

(R.I.) lors du premier tour de l'élection législative partielle du 14 novembre 1976.

M. Destremau, ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères, conscient de son très net recul à Versailles, avait envisagé de faire une liste commune avec M. André Mignot (C.N.I.), maire, sénateur, qui se représente malgré un état de santé assez précaire. Les accords passés pour porter M. Tenaillon à la présidence du conseil général auraient été, semble-t-il, assortis d'un compromis entre les différentes tendances majoritaires pour former une liste commune pour la mairie de Versailles. Mais personne ne croit vraiment que MM. Mignot, Destremau, Tenaillon, Damien et Aupetit (R.P.R.) puissent se présenter unis en mars prochain. D'ailleurs, M. Damien a considéré que M. Mignot s'était beaucoup avancé en annonçant prématurément cette liste unique encore à l'état de projet. A Versailles, donc, c'est toujours la période des grandes manœuvres.

En revanche, l'accession de M. Péricard au poste de vice-président du conseil général renforce sa position pour conquérir la mairie de Saint-Germain-Laye.

DÉFENSE

Plaidoyer pour le dégagement

(Suite de la première page.)
La loi de programmation qui définissait les options de défense française pour les six années à venir et les déclarations présidentielles qui l'ont accompagnée présentaient des ambiguïtés qui trouvaient leur confirmation dans le budget militaire pour 1977. L'ensemble donne une impression de flou, et même d'incohérence, dont il est difficile d'admettre qu'elle puisse se retrouver dans le secret des intentions gouvernementales. Il n'est donc pas intéressant, alors que l'élection de M. Carter ramène l'attention sur les doctrines stratégiques du « protecteur » de l'Europe occidentale, de tenter de décoder le fil conducteur de certaines options françaises, difficilement compréhensibles dans la mesure où elles semblent contredire les intentions proclamées du gouvernement.

La mutation de l'Alliance atlantique

Il est maintenant connu qu'une nouvelle définition des relations entre les États-Unis et leurs alliés a vu le jour en 1975. Cette mutation, plus profonde que les précédentes, est définie dans un ensemble de rapports officiels américains au Congrès, dont les deux plus significatifs sont le *Rapport annuel sur la défense* de février 1976 et le *Rapport sur la situation des forces militaires sur le théâtre européen* d'avril 1976. On l'appelle doctrine Schlesinger, du nom de l'ancien secrétaire à la défense de M. Ford, signataire des documents.

Celui-ci annonce personnellement la mutation au Congrès, le 5 février 1976, à partir d'une phrase-clé : « Les relations américano-alliées sont confrontées à de graves défis, qui sont aussi bien des défis militaires que des défis économiques ». Il en déduisait donc la nécessité de deux volets pour la défense : l'ancien volet militaire, visant à répondre au second type de menace en engageant le moins possible la sécurité du sanctuaire américain ; mais aussi, un volet politico-économique nouveau, destiné à contenir les dangers du premier type, et résultant d'un glissement des finalités de l'alliance par le biais d'accords bilatéraux avec les gouvernements concernés. D'après M. Schlesinger, « les forces de l'alliance ont donc plusieurs objectifs : d'abord, bien sûr, de dissuader des attaques armées contre les alliés de l'OTAN ; mais il est également important que l'alliance manifeste sa résolution de combattre pour le maintien de l'intégrité politique aussi bien que territoriale de ses membres ».

Nous trouvons là une extension très nette de l'esprit et d'un déplacement des termes du traité de l'Atlantique nord d'avril 1949, qui se bornait à affirmer que « les parties se consulteront chaque fois que l'intégrité territoriale de l'un d'entre eux sera menacée ».

Les sanctions disciplinaires prises, en novembre dernier, contre des militaires des forces françaises d'Allemagne fédérale, accusés d'avoir participé à des comités de soldats, sont à nouveau critiquées dans une lettre ouverte, qu'un groupe de neuf avocats a adressée au ministre de la défense.

Dans cette lettre, publiée lundi 10 janvier, Henri Leclerc, Jean-Jacques de Felice, Mariann Merleau-Ponty, Antoine Comte et Alain Even notamment, mettent en cause les conditions dans lesquelles ces militaires ont été arrêtés et interrogés. « Mais plus que ces mesures, écrivent-ils, c'est le règlement en vertu duquel elles ont été édictées qui porte intérieurement atteinte à la légalité et aux principes généraux du droit. (...) Des citoyens sont condamnés au cours de simulacres de procès instruits sans règle précise. »

Les signataires de la lettre ont confirmé leur intention de se rendre dans les unités où des militaires ont été mis aux arrêts, afin d'obtenir le droit de communiquer avec eux et de préparer leur défense (le Monde du 15 décembre 1976).

NAPOLÉON AUSSI ÉTAIT PETIT.

PRIME



teriale, l'indépendance politique ou la sécurité des parties sera menacée. D'une part, la nécessité d'accepter le combat n'était pas affirmée ; d'autre part, et après tout, il peut y avoir changement de l'intégrité politique d'un État sans menace contre son indépendance ou sa sécurité, bien au contraire, comme ce fut le cas à l'avènement de la V^e République.

Toute analyse rationnelle de la conjoncture mondiale contemporaine conduit à la prise de conscience de l'intérêt vital de l'Europe pour les Américains, toutes tendances politiques confondues. La constitution en sphère économique indépendante d'une Europe occidentale, qui est de très loin la première puissance commerciale du monde et une redoutable rivale économique des États-Unis, poserait en effet à ces derniers des problèmes insolubles de balance extérieure et d'emploi. Comme l'a rappelé M. John C. Culver, président de la sous-commission américaine aux affaires étrangères économiques, l'Union européenne « constitue une menace potentielle fondamentale pour le statut économique international des États-Unis et les intérêts du libre commerce ».

Pour annuler ce risque, il importe donc aux Américains de dépasser l'intégration militaire pratiquée par l'OTAN, et de viser l'intégration politico-économique, qui rendra irréversible en Europe le partage des zones d'influence établi à la fin de la guerre.

D'un strict point de vue économique, et comme l'ont rappelé plusieurs rapports officiels au Congrès américain, quand il s'agit de la production, la technologie mondiale, sont la meilleure technique de contrôle et d'intégration des nations : « Le fait qu'elles puissent braver plusieurs drapets permet en particulier d'établir la question politique des technologies ». Nous ne pouvons nous étonner que, d'ores et déjà, l'Europe représente, et de très loin, la zone du monde où les investissements américains à l'étranger sont les plus importants, avec plus du tiers du total.

L'OTAN, outil de la pénétration américaine en Europe

Mais, au plan politique, la virtualité d'une Europe européenne, une et indépendante, existe, symbolisée par le Marché commun, dont les États-Unis ne font pas partie. Cela explique que, plutôt que cette Communauté économique européenne, les États-Unis aient retenu l'OTAN, en tant qu'appareil déjà en place et sur lequel ils ont barre, comme surplément de leur sécurité, et qu'ils ne veulent pas d'autre interlocuteur. C'est M. Kissinger qui déclare, le 21 mai 1975, que « l'OTAN doit s'adapter aux nouvelles conditions dues à l'interdépendance de l'économie du monde moderne » et traite à ce propos de « la nécessité de la coopération multilatérale entre les États-Unis et les pays industrialisés ».

L'OTAN, à priori, est de coopération bilatérale entre les États-Unis et la Communauté européenne. Et M. Ford de s'enrichir le même mois : « Je considère bien l'Europe comme une entité ; mais nous avons déjà des relations étroites avec les principales nations d'Europe à travers l'OTAN », et cela semble suffisant. D'autant plus suffisant, politiquement, que, chaque fois que l'OTAN pourrait se relâcher, il suffit d'une campagne bien orchestrée sur le niveau d'armement du pacte de Varsovie pour que les liens se resserrant autour du « grand protecteur », sous l'effet d'une terreur entretenue avec le plus grand soin. Mais, même au plan économique, on ne peut plus passer sous silence, et feindre d'ignorer, le vieux thème de la « standardisation » qui, sous des prétextes valables de rentabilité économique et de facilités logistiques, permet à l'OTAN de poursuivre en Europe le démantèlement des industries d'armement ;

ment des industries d'armement ; alors qu'elles sont justement le fer de lance de la recherche et de la technologie moderne, et un facteur essentiel d'influence et de pénétration sur le marché mondial.

Il se trouvait, sans doute par hasard, qu'en ce fatidique mois de mai 1975 dont nous venons de parler une adresse du Congrès américain aux chefs d'état-major de l'OTAN, pendant que se déroulait la réunion des ministères de la défense de l'alliance, leur stipulait que « l'équipement fourni aux forces américaines intégrées dans l'OTAN devrait être, dans la plus grande mesure possible, standardisé et interchangeable avec celui des forces alliées ». Effectivement, le communiqué final de la réunion des ministères, le 23 mai, faisait état de la nécessité de progresser dans ce domaine.

Philosophie de la standardisation

Mais qu'en est-il par « standardisation », et quelle forme peut revêtir, en pratique, une telle standardisation ?

M. Malcolm Currie, directeur des programmes américains de recherches et d'évaluations, a déclaré, en mai 1975 devant une commission du Sénat, que, dans la balance des forces actuelles des industries d'armement alliées, ce n'est qu'au bout d'un armement américain qui peut se faire, dans la plupart des cas, une standardisation. Dès 1971, du reste, une étude du département d'État sur les leçons de l'expérience OTAN a établi que, dans cinq projets de coopération réalisés dans le cadre de l'alliance, les États-Unis ont joué le premier rôle en fournissant la base technologique ainsi que le gros de l'appui financier correspondant. Et l'auteur de conclure déjà, sans ambages, que non seulement cette coopération devrait être poursuivie dans le domaine militaire, mais qu'il serait intéressant de l'étendre aux autres domaines industriels.

La standardisation apparaît comme une entreprise d'absorption économique et industrielle. Sous couvert d'une doctrine de division internationale du travail, basée sur la technologie américaine dans le domaine des armements essentiels, les pays alliés devront acheter le matériel américain ou, au plus, le fabriquer en sous-traitance. A l'inverse, dans les domaines non essentiels, les États-Unis « encouragent, confortablement à la politique générale d'interdépendance dans la recherche et le développement, certains accords réciproques de licences, comme ils l'ont fait pour la missile Roland-T1 franco-allemand », afin de « répandre dans tous les domaines où il est compétent et ne pas être obligé de développer aux États-Unis la création d'usines dans des domaines de production faibles ou peu rentables ».

Il est intéressant, à ce point de la lecture des nouvelles doctrines américaines, d'examiner le budget militaire français pour 1977, dont la presse a souligné certains points faibles.

D'après le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée, les études y sont sacrifiées.

fiées à la fois dans le domaine des armements nucléaires et dans celui des armements classiques. Le pourcentage de crédits d'études réservée à ces derniers ne cesse de baisser depuis plusieurs années, alors que les progrès techniques s'accroissent et que les pays étrangers maintiennent leur effort, ou même l'accroissent.

Les autorisations de programme, qui permettent de lancer les commandes nouvelles, n'augmentent pour leur part que de 1,3 %, ce qui — compte tenu d'une hausse des prix beaucoup plus forte dans les technologies avancées que dans la vie courante — équivaut à une diminution considérable. Jamais depuis 1973 les autorisations de programme, évaluées en francs constants, n'ont été aussi faibles, et c'est tout l'avenir de nos forces qui risque ainsi d'être sacrifié.

A moins — c'est une hypothèse à laquelle on ose à peine penser — qu'après les prochaines élections législatives le gouvernement, plus libre d'avouer ses options dès lors qu'il aurait franchi ce cap avec succès, puisse décider de se rallier aux thèses de standardisation et consacrer les crédits militaires, non gâchés d'avance grâce à la modernisation des autorisations de programme dans les années précédentes, à acheter sur les étagères des magasins étrangers les matériels nécessaires à nos troupes. Nul doute que ce jour-là les crédits d'investissement, confisqués en proportion considérable de tous ce qu'il n'aura pas été consacré à des études coûteuses, permettraient d'acquiescer en plus grande quantité des armements de grande série. Nul doute aussi, bien sûr, que nous nous serions ce jour-là enfoncés un peu plus dans la perte de notre liberté de décision et d'asservissement. Mais on ne peut tout avoir, diront certains : l'indépendance est un luxe, et nous devons cesser de vivre au-dessus de nos moyens !

Ce n'est qu'une hypothèse, répétée, mais qui peut expliquer bien des choses, et l'attenda que l'on m'en présente une plus satisfaisante. Est-il invraisemblable, au fond, que cet alignement sur les thèses américaines ait pu apparaître à certains, plus férus d'interdépendance idéologique et d'économie à courte vue que de pérennité nationale, comme le moyen rationnel — et déjà pratiqué au début de l'alliance — de progresser en direction des buts tracés au printemps dernier par le président de la République : « accroître considérablement l'équipement et le poids de nos forces armées, renforcer pour équilibrer en Europe l'armée ouest-allemande et participer plus efficacement, à l'occasion, à la « bataille de l'avant » aux côtés de nos alliés. D'autant plus que la possibilité d'occurrence de cette bataille semble croître considérablement, du moins en regard aux thèses de la doctrine Schlesinger, que nous allons étudier dans un prochain article.

ANTOINETTE SANGUINETTI.

Prochain article : LA MONTÉE DES PÉRILS DANS LE MONDE

SELON LE « WASHINGTON POST »

Le Pentagone s'inquiète des menaces soviétiques contre les satellites américains

Selon le *Washington Post* du 10 janvier, le Pentagone a fait entreprendre, pour faire pièce à une éventuelle attaque soviétique contre des satellites militaires américains, la mise au point de satellites capables de détecter une attaque ennemie et de la signaler, ainsi que de riposter contre un éventuel agresseur. Toujours selon le quotidien américain, il est aussi question de donner plus de manœuvrabilité aux satellites militaires — afin qu'ils puissent s'échapper et de disposer à tout moment de satellites de recharge prêts à être immédiatement mis sur orbite pour remplacer les plus brèves d'entre eux.

D'après le *Washington Post*, les experts du Pentagone ont vu leur inquiétude grandir au mois de février dernier, au moment où l'Union soviétique a repris ses essais de satellites « tueurs », capables de s'approcher d'un satellite ennemi et de le détruire en explosant à son voisinage. Ils font valoir la vulnérabilité du système d'alerte américain.

L'indication de l'espace à des fins militaires est loin d'être une donnée nouvelle. Pour les experts occidentaux, l'année 1957 a été l'année de la première Spoutnik par le tir, quelques temps auparavant, des premières fusées balistiques soviétiques capables de servir de vecteurs à l'arme nucléaire.

CA VIENT D'AMÉRIQUE, ET CA N'EST PAS DU CHEWING-GUM.



PRIME

RELIGION

A NOTRE-DAME DE PARIS

Le cardinal Marty évoque les Églises persécutées

Au cours de l'homélie qu'il a prononcée à Notre-Dame de Paris le 9 janvier, le cardinal Marty, après avoir souhaité que « les chrétiens réalisent l'absolu de Dieu dans l'histoire des hommes » et que les Parisiens se montrent « solidaires des autres Églises chrétiennes », a rappelé quelques faits.

« Des hommes ont été exilés à cause de leurs convictions. Beaucoup vivent encore dans des camps de concentration et des hôpitaux qui sont des enfers. Je veux ici redire ma souffrance devant l'attitude de l'Union soviétique. Je sais des frères orthodoxes qui, là-bas, se battent pour la liberté ».

Le 25 octobre dernier, les évêques brésiliens ont pris une charge de conscience et ont condamné la violence et l'insécurité au Brésil. « Il ne faut pas oublier l'effroyable guerre fratricide du Liban et nous souvenir qu'un évêque est en prison à Jérusalem ».

Cette liste rouge — de la couleur des lénins — de la foi est déjà longue. Pourtant, il faudrait citer aussi l'Irlande, la Zambie, la Pologne, la Bulgarie, la Chine, le Vietnam...

La réhabilitation de Luther : une cause juridiquement défendable

Les trois cent cinquante anniversaire des débuts du luthéranisme en France a été célébré en France par une semaine de manifestations diverses. L'actualité politique et sociale a quelque peu éclipsé l'événement. Il pouvait sembler intéressant qu'une minorité religieuse, et peut-être aussi le sens d'une telle célébration était-il difficile à dégager sur le moment. Ce sera d'ailleurs la tâche de l'observateur, d'une imposante délégation de l'Église de Suède : l'archevêque d'Upsala, Mgr Olof Sundby, primat de Suède, l'évêque Sven Sillen, qui fut observateur au concile du Vatican, plus un groupe représentatif de pasteurs, de théologiens et de laïcs, dont M. Sture Tebrén, président de la Cour de Justice internationale de La Haye.

Avec 97 % de fidèles, sur une population de huit millions d'habitants, l'Église de Suède est l'une des plus dynamiques de la Fédération luthérienne mondiale. L'archevêque Sundby est coprésident du Conseil œcuménique à Genève. On sait du reste le rôle de premier plan joué par l'Église de Suède dans le développement du mouvement œcuménique depuis le début du vingtième siècle. Au dix-septième siècle, c'est elle qui a été à l'origine de l'existence légale du luthéranisme en France. Créait l'époque où le cardinal de Richelieu recherchait l'alliance suédoise contre la Maison d'Autriche. L'ambassade de Suède à Paris obtint alors du roi Louis XIII l'autorisation sans condition de l'établissement d'une Église luthérienne. Cela se passait en 1626. Partout ailleurs, en France, le cardinal cherchait à démanteler les fortifications de la religion réformée. Et la nouvelle paroisse luthérienne subsista jusqu'à la Révolution, protégée par l'immunité diplomatique, elle fut bien la seule à ne pas disparaître de la scène religieuse française.

La foi luthérienne n'a finalement obtenu le droit de cité en France qu'avec les articles organiques du Concordat de 1801. Les luthériens ont alors constitué un quart du protestantisme français, soit environ deux cent cinquante mille. Leur existence passe facilement à l'arrière-plan, au sein de la France et au pays de Montbéliard. L'Église de Suède ne pouvait rendre de meilleur service à l'évêque luthérien de Paris, le pasteur René Blanc, qu'en apportant le poids de sa présence au sein d'un trio de trois cent cinquante ans de fidélité. L'accueil à Notre-Dame, par le cardinal Marty, aussi bien des luthériens français que de leurs visiteurs suédois, révélait le chemin parcouru, depuis les origines, de la persécution larvée ou déclarée à l'humilité de la prière en commun.

Un colloque à l'ambassade de Suède a permis à quelques théologiens catholiques français d'entreprendre le dialogue avec les luthériens suédois. Les luthériens suédois ont été très intéressés par les questions de la Bible, de la Réforme, en Suède, fut déclenchée par Olof Petri, qui avait terminé ses études à Wittenberg avant la rupture entre Luther et Rome. L'histoire de cette Réforme montre que la prédication évangélique de Luther, à ses débuts, aurait pu renouveler l'Église sans tout bouleverser et sans briser l'unité. Les

Argentine. Je m'efforce toujours de l'arrestation des dix-sept évêques et d'une vingtaine de leurs collaborateurs, le 13 août dernier, en Équateur. Je me réjouis de la lecture de témoignages venant du Chili.

En Afrique, c'est le racisme qui, dans le sud de ce continent, ne respecte pas les droits de l'homme et détruit la paix civile. Plusieurs missionnaires sont arrêtés. Un évêque a été, en septembre dernier, condamné à mort.

En Asie, le Cambodge vit dans un silence de mort ; il semble que le jeune évêque indigène ait été martyrisé. C'est aussi au poste catholique qui est accusé de subversion et aujourd'hui est en prison à Jérusalem.

Il ne faut pas oublier l'effroyable guerre fratricide du Liban et nous souvenir qu'un évêque est en prison à Jérusalem.

Cette liste rouge — de la couleur des lénins — de la foi est déjà longue. Pourtant, il faudrait citer aussi l'Irlande, la Zambie, la Pologne, la Bulgarie, la Chine, le Vietnam...

Des progrès décisifs

Les espoirs que font naître les gestes œcuméniques semblent souvent démentis par la persistance des divergences dogmatiques et des difficultés s'ensuivant au plus profond des consciences et ne peuvent être minimisées. L'œcuménisme a au moins appris à tous qu'il ne saurait trier avec la vérité de foi. Mais l'immobilisme actuel est en fait plus apparent que réel. Un numéro récent de la revue *Concilium* montre, par exemple, qu'en ce qui concerne Luther lui-même, on n'est plus très loin d'une entente, au moins fondamentale (1). La recherche catholique a réalisé à cet égard des progrès décisifs et les orthodoxes se sont joints au débat. De leur côté, les anglicans, les réformés et jusqu'aux luthériens savent dire ce qu'ils doivent au Réformateur, sans être pour autant portés à justifier toutes ses initiatives.

On ne saurait rester indifférent aux perspectives ouvertes par le rapprochement évangélique que l'on observe actuellement partout entre les chrétiens, peut-être plus encore à la base qu'au sommet. Par-delà sa portée proprement religieuse, ce fait vise en fin de compte la compréhension et la communication entre les hommes d'aujourd'hui.

DANIEL OLIVIER.

Argentine. Je m'efforce toujours de l'arrestation des dix-sept évêques et d'une vingtaine de leurs collaborateurs, le 13 août dernier, en Équateur. Je me réjouis de la lecture de témoignages venant du Chili.

En Afrique, c'est le racisme qui, dans le sud de ce continent, ne respecte pas les droits de l'homme et détruit la paix civile. Plusieurs missionnaires sont arrêtés. Un évêque a été, en septembre dernier, condamné à mort.

En Asie, le Cambodge vit dans un silence de mort ; il semble que le jeune évêque indigène ait été martyrisé. C'est aussi au poste catholique qui est accusé de subversion et aujourd'hui est en prison à Jérusalem.

Il ne faut pas oublier l'effroyable guerre fratricide du Liban et nous souvenir qu'un évêque est en prison à Jérusalem.

Cette liste rouge — de la couleur des lénins — de la foi est déjà longue. Pourtant, il faudrait citer aussi l'Irlande, la Zambie, la Pologne, la Bulgarie, la Chine, le Vietnam...

Des progrès décisifs

Les espoirs que font naître les gestes œcuméniques semblent souvent démentis par la persistance des divergences dogmatiques et des difficultés s'ensuivant au plus profond des consciences et ne peuvent être minimisées. L'œcuménisme a au moins appris à tous qu'il ne saurait trier avec la vérité de foi. Mais l'immobilisme actuel est en fait plus apparent que réel. Un numéro récent de la revue *Concilium* montre, par exemple, qu'en ce qui concerne Luther lui-même, on n'est plus très loin d'une entente, au moins fondamentale (1). La recherche catholique a réalisé à cet égard des progrès décisifs et les orthodoxes se sont joints au débat. De leur côté, les anglicans, les réformés et jusqu'aux luthériens savent dire ce qu'ils doivent au Réformateur, sans être pour autant portés à justifier toutes ses initiatives.

On ne saurait rester indifférent aux perspectives ouvertes par le rapprochement évangélique que l'on observe actuellement partout entre les chrétiens, peut-être plus encore à la base qu'au sommet. Par-delà sa portée proprement religieuse, ce fait vise en fin de compte la compréhension et la communication entre les hommes d'aujourd'hui.

DANIEL OLIVIER.

Argentine. Je m'efforce toujours de l'arrestation des dix-sept évêques et d'une vingtaine de leurs collaborateurs, le 13 août dernier, en Équateur. Je me réjouis de la lecture de témoignages venant du Chili.

En Afrique, c'est le racisme qui, dans le sud de ce continent, ne respecte pas les droits de l'homme et détruit la paix civile. Plusieurs missionnaires sont arrêtés. Un évêque a été, en septembre dernier, condamné à mort.

En Asie, le Cambodge vit dans un silence de mort ; il semble que le jeune évêque indigène ait été martyrisé. C'est aussi au poste catholique qui est accusé de subversion et aujourd'hui est en prison à Jérusalem.

Il ne faut pas oublier l'effroyable guerre fratricide du Liban et nous souvenir qu'un évêque est en prison à Jérusalem.

Cette liste rouge — de la couleur des lénins — de la foi est déjà longue. Pourtant, il faudrait citer aussi l'Irlande, la Zambie, la Pologne, la Bulgarie, la Chine, le Vietnam...

Des progrès décisifs

Les espoirs que font naître les gestes œcuméniques semblent souvent démentis par la persistance des divergences dogmatiques et des difficultés s'ensuivant au plus profond des consciences et ne peuvent être minimisées. L'œcuménisme a au moins appris à tous qu'il ne saurait trier avec la vérité de foi. Mais l'immobilisme actuel est en fait plus apparent que réel. Un numéro récent de la revue *Concilium* montre, par exemple, qu'en ce qui concerne Luther lui-même, on n'est plus très loin d'une entente, au moins fondamentale (1). La recherche catholique a réalisé à cet égard des progrès décisifs et les orthodoxes se sont joints au débat. De leur côté, les anglicans, les réformés et jusqu'aux luthériens savent dire ce qu'ils doivent au Réformateur, sans être pour autant portés à justifier toutes ses initiatives.

On ne saurait rester indifférent aux perspectives ouvertes par le rapprochement évangélique que l'on observe actuellement partout entre les chrétiens, peut-être plus encore à la base qu'au sommet. Par-delà sa portée proprement religieuse, ce fait vise en fin de compte la compréhension et la communication entre les hommes d'aujourd'hui.

DANIEL OLIVIER.

Argentine. Je m'efforce toujours de l'arrestation des dix-sept évêques et d'une vingtaine de leurs collaborateurs, le 13 août dernier, en Équateur. Je me réjouis de la lecture de témoignages venant du Chili.

En Afrique, c'est le racisme qui, dans le sud de ce continent, ne respecte pas les droits de l'homme et détruit la paix civile. Plusieurs missionnaires sont arrêtés. Un évêque a été, en septembre dernier, condamné à mort.

En Asie, le Cambodge vit dans un silence de mort ; il semble que le jeune évêque indigène ait été martyrisé. C'est aussi au poste catholique qui est accusé de subversion et aujourd'hui est en prison à Jérusalem.

Il ne faut pas oublier l'effroyable guerre fratricide du Liban et nous souvenir qu'un évêque est en prison à Jérusalem.

Cette liste rouge — de la couleur des lénins — de la foi est déjà longue. Pourtant, il faudrait citer aussi l'Irlande, la Zambie, la Pologne, la Bulgarie, la Chine, le Vietnam...

Des progrès décisifs

Les espoirs que font naître les gestes œcuméniques semblent souvent démentis par la persistance des divergences dogmatiques et des difficultés s'ensuivant au plus profond des consciences et ne peuvent être minimisées. L'œcuménisme a au moins appris à tous qu'il ne saurait trier avec la vérité de foi. Mais l'immobilisme actuel est en fait plus apparent que réel. Un numéro récent de la revue *Concilium* montre, par exemple, qu'en ce qui concerne Luther lui-même, on n'est plus très loin d'une entente, au moins fondamentale (1). La recherche catholique a réalisé à cet égard des progrès décisifs et les orthodoxes se sont joints au débat. De leur côté, les anglicans, les réformés et jusqu'aux luthériens savent dire ce qu'ils doivent au Réformateur, sans être pour autant portés à justifier toutes ses initiatives.

On ne saurait rester indifférent aux perspectives ouvertes par le rapprochement évangélique que l'on observe actuellement partout entre les chrétiens, peut-être plus encore à la base qu'au sommet. Par-delà sa portée proprement religieuse, ce fait vise en fin de compte la compréhension et la communication entre les hommes d'aujourd'hui.

DANIEL OLIVIER.

Argentine. Je m'efforce toujours de l'arrestation des dix-sept évêques et d'une vingtaine de leurs collaborateurs, le 13 août dernier, en Équateur. Je me réjouis de la lecture de témoignages venant du Chili.

En Afrique, c'est le racisme qui, dans le sud de ce continent, ne respecte pas les droits de l'homme et détruit la paix civile. Plusieurs missionnaires sont arrêtés. Un évêque a été, en septembre dernier, condamné à mort.

En Asie, le Cambodge vit dans un silence de mort ; il semble que le jeune évêque indigène ait été martyrisé. C'est aussi au poste catholique qui est accusé de subversion et aujourd'hui est en prison à Jérusalem.

ORDINAIRE, CE SONT LES GROS

qui MANGENT LES PETITS, S'ILS C'ÉTAIT LE CONTRAIRE ?

PRIME

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

actuellement : les cabans à doubliures matelassées!

mac orley

Journal of Management Education 30(6)p. 789-804
© The Author(s) 2006. Reprints and permissions:
<http://www.sagepub.com/journalsPermissions.nav>

T DES TECHNIQUE
leurs tricherie

commencement (24 octobristiques nel (Q.I.) beaucoup plus d'arcs d'imp...
Jean-Louis Laval

rences et les mystères
données de Burt

vent les mêmes valeurs...
Jean-Louis Laval

laboratoires introuvables

et qui d'ailleurs...
Jean-Louis Laval

eaux marines
eaux continentales

et mémoires
thématiques
liste GALOIS
Jean-Louis Laval

L'ACTUALITE MEDICALE

BONNES FEUILLES
« Ces malades qu'on fabrique »
du professeur Jean-Charles Sournia

DANS un ouvrage qui paraît cette semaine et dont nous publions ci-dessous quelques extraits, le professeur J.-Ch. Sournia, médecin-chef de la Clinique d'assurance-maladie de la Préfecture de la Seine, en général et de la clinique de la Préfecture de la Seine en particulier, expose les réflexions auxquelles les médecins de la Préfecture de la Seine ont été conduits par l'analyse de la situation de la médecine en France.

Nous voyons que la prévention des maladies du corps, pas plus la prévention primaire que la secondaire, mais la médecine de soins à elle aussi ses limites, techniques, matérielles, financières, et si nous dépensons tant d'argent pour des résultats qui ne nous satisfont pas, c'est que l'argent est mal employé, et que notre système de soins est inadéquat à notre société.

Pour la plus grande partie de la population, la France a vaincu la misère, le froid, la faim, les maladies infectieuses, elle lui assure un logement et des soins en cas de maladies, même si elle ne peut pas donner un emploi à chacun.

En même temps que nous vivons dans un monde familial et social, nous acquiesçons peu à peu la maîtrise de la fécondité, nous diminuons la taille de nos familles, les jeunes accèdent plus tôt qu'autrefois à la maturité physique et mentale, mais nous ne sommes pas encore habitués à l'impératif du jeune, ni au poids de ce grand nombre de gens âgés, ni à l'acceptation plus à leur foyer.

Il est faux de prétendre que le nombre des malades augmente à l'évidence, le nombre des malades diminue peu à peu, à l'âge adulte, c'est à tort que la médecine de soins et hospitaliers accapare la gloire et les ressources. Nous étendons peu à peu le champ habituel de la maladie, nous l'élargissons dans le nombre des « malades » tous ceux qui, projetant tout malaise « moral » et toute inadaptation sur leur corps, cherchent surtout la couverture ou le secours d'un autre : en l'espèce un médecin.

Alors, un psychiatre de l'assurance-maladie néerlandaise déclare que, en sa spécialité, les névroses et les psychoses, ses consultants, pour la majorité, sont venus voir un médecin pour des problèmes sociaux, dans toute la vie sociale, conflits dans le couple, le mode de vie ou d'habitudes sexuelles, conflits dans la famille à l'occasion d'un divorce ou d'une mort, de la maladie d'un conjoint ou d'un enfant, conflits à l'occasion du mariage, de l'enfant, de conflits avec les parents, les frères ou les sœurs pour des différences de revenus, les soins à donner aux parents âgés, un héritage, conflits dans le travail pour un licenciement, les salaires, les salaires, les salaires ou les infirmités, le travail trop difficile, trop facile, sans intérêt. Aucune de ces situations n'est d'ordre médical, et pourtant elles déclenchent, à notre époque, un processus médical.

Médicaliser les anomalies sociales
En réalité, les nouveaux équilibres mentaux et sociaux que notre civilisation impose sont difficiles à trouver pour chaque individu. Le bien-être complet qu'il espère de sa vie est d'ordre physique et mental et social. Aussi prétendre guérir avec des médicaments les malades sociaux, c'est fabriquer et dégrader et dégrader l'homme sans atteindre le but cherché, traiter médicalement avec radiographies et tranquillisants les anomalies sociales est notre absurde conduite actuelle.

Adopter un système de santé à des conditions nouvelles qui ont et inévitablement modifié notre vie sociale ne peut être le résultat d'une révolution. Les changements ne pourront être que progressifs, et le pays les veut.

Le bonheur et la santé de la nation se trouveront mieux de l'amélioration du sort des salariés et des sous-salariés, que de la construction d'un nouvel hôpital, ou de la découverte d'un nouvel antibiotique. Il est temps que la nation confie ses choix entre l'intérêt de ses citoyens et les louches enthousiasmes des scientifiques.

Le responsable du bien-être d'un peuple doit plutôt penser à un système de santé qui ne serait pas lié à l'état de maladie, et dont le fonctionnement ne serait pas lié uniquement aux médecins et à leurs équipements. Les problèmes sociaux étant aussi importants dans la vie d'un homme que les problèmes médicaux, le médecin et le social doivent être intimement associés dans le but commun du bien-être individuel. Les médecins doivent apprendre ce que sont les difficultés non médicales de leurs consultants, et l'on ne doit pas renvoyer au médecin tous les gens mal à l'aise dans leur peau. La liaison dans les esprits et dans les institutions du médical et du social ne doit cependant pas entraîner leur confusion : que les médecins s'occupent de médecine, elle est déjà bien assez compliquée, et ne leur demandons pas plus qu'ils ne peuvent. Cette préoccupation ne remet pas en cause la place du médecin dans la société, elle renvoie seulement chacun à son métier.

Une conception globale de la santé comme but de sa politique à plein épanouissement de l'individu dans sa liberté ; elle implique une organisation différente de nos services sanitaires actuels. Elle signifie que l'individu dispose, à proximité de son domicile, de personnels variés capables de l'aider dans les domaines de l'hygiène, du travail, du social, du médical, du sexuel, du psychologique et peut-être du psychiatrique, etc. Pour y parvenir, de multiples formules sont déjà réalisées de par le monde, et nous pourrions les adapter à notre pays.

Sema - Sélection

spécialiste formation
haut niveau

L'Union Entreprise et Développement de SEMA (Méta-International), spécialisée dans les interventions pluridisciplinaires au sein des sociétés indépendantes des grands groupes français et étrangers, recherche un ingénieur de haut niveau spécialiste de la formation industrielle pour lui confier des responsabilités importantes dans ce secteur. La mission consistera à évaluer les besoins, concevoir les programmes, choisir les méthodes et contrôler les actions menées par l'équipe d'ingénieurs qu'il aura à former. Il sera par ailleurs capable de faire valoir les références du groupe auprès des sociétés d'ingénierie, de conseil et de formation professionnelle. Le candidat, 35 ans minimum, devra être ingénieur diplômé d'une grande école et avoir une expérience confirmée des problèmes de production et de formation technique. L'anglais courant est indispensable. Le salaire dépendra des compétences du candidat. (Réf. 10181M)

responsable marketing
grand public

La division Marketing et Modèles de Décision de la SEMA (Méta-International) recherche un spécialiste de haut niveau pour lui confier la responsabilité de l'Unité Marketing de produits et services de consommation. L'homme souhaité pour ce poste sera chargé de l'équipe en place, de développer de nouveaux produits, de concevoir et de lancer les nouveaux produits. Une expérience d'au moins 8 ans est indispensable pour réussir dans ce poste qui comporte une large autonomie au plan de la gestion. Un esprit créatif et une bonne connaissance des techniques du marketing de consommation sont indispensables pour réussir. Une première expérience du métier de responsable marketing est appréciée. A la sélection, les candidats devront démontrer qu'ils ajoutent un intérêt substantiel aux résultats de l'équipe dont ils sont responsables. (Réf. 10182M)

consultores

En razón del desarrollo de nuestras actividades en América Latina, previsto para 1977, SEMA (Méta-International) busca un Ingeniero Europeo con experiencia en el contacto con profesionales en la profesión de la consultoría, en los campos técnicos o en aquellos de la administración, ante empresas privadas o administraciones. Los candidatos deberán tener gusto por las relaciones humanas y por el trabajo individual. Su lengua materna deberá ser el Español y tener conocimientos sólidos del Inglés o del Francés. Diplomados, edad y nacionalidad son criterios secundarios en relación a la experiencia y las calidades personales de los candidatos. (Ref. 10122 M)

ingénieur chimiste

Le département marketing de SEMA (Méta-International) recherche, en vue de faire face à son expansion, un ingénieur chimiste. La fonction sera exercée après une période de 3 mois de formation à l'école de chimie de la SEMA. Le candidat devra être diplômé d'une école de chimie de haut niveau, avoir une expérience professionnelle de 3 ans minimum, et posséder une bonne connaissance de la chimie organique et inorganique. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat. L'anglais est indispensable. (Réf. 10123 M)

directeur du personnel

Un très important groupe multinational implanté mondialement, recherche un Directeur du Personnel pour un de ses établissements situés dans le Sud-Est de la France. Le candidat devra être diplômé d'une école de gestion de haut niveau, avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum, et posséder une bonne connaissance de la gestion du personnel. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat. L'anglais est indispensable. (Réf. 10124 M)

responsable
division poids lourds

Une Société de vente de biens d'équipement et matériaux en très forte croissance crée un nouveau service d'activité centré sur la vente et l'entretien de poids lourds. Le gérant devra être diplômé d'une école de gestion de haut niveau, avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum, et posséder une bonne connaissance de la gestion du personnel. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat. L'anglais est indispensable. (Réf. 10125 M)

responsable
crédits documentaires

La plus importante des principales banques françaises crée un nouveau service de crédits documentaires. Le gérant devra être diplômé d'une école de gestion de haut niveau, avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum, et posséder une bonne connaissance de la gestion du personnel. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat. L'anglais est indispensable. (Réf. 10126 M)

responsable export

PIERRE, l'un des plus importants fabricants français (C.A. 40 milliards de francs en 1976), recherche un responsable export pour un de ses établissements situés dans le Sud-Est de la France. Le candidat devra être diplômé d'une école de gestion de haut niveau, avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum, et posséder une bonne connaissance de la gestion du personnel. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat. L'anglais est indispensable. (Réf. 10127 M)

ingénieur études
ordonnancement

Un Groupe industriel (C.A. 30 milliards de francs) en expansion régulière recherche un ingénieur études ordonnancement pour un de ses établissements situés dans le Sud-Est de la France. Le candidat devra être diplômé d'une école de gestion de haut niveau, avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum, et posséder une bonne connaissance de la gestion du personnel. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat. L'anglais est indispensable. (Réf. 10128 M)

Centre Sema
16, rue Barbès - 92126 Montrouge
Tél. : 65713.00 (20 lignes groupées)

OFFRES D'EMPLOI	La page
"Placards encadrés" 1 col. 11 x 17	40,00
"Placards encadrés" 2 col. 11 x 17	42,00
"Placards encadrés" 3 col. 11 x 17	9,00
CAPITAUX	70,00
PROPOSITIONS	

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La page
"Placards encadrés" 1 col. 11 x 17	28,00
"Placards encadrés" 2 col. 11 x 17	54,00
"Placards encadrés" 3 col. 11 x 17	38,00
"Placards encadrés" 4 col. 11 x 17	40,00
L'AGENDA DU MONDE	28,00

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE
leader dans sa branche

2 CHEFS DE GROUPE
Sous l'autorité du Directeur du Marketing, de la division, le chef de groupe a la charge de gérer les produits et les marques dont il est responsable.

CHIEF DE PRODUIT
Sous l'autorité du Directeur du Marketing, de la division, le chef de groupe a la charge de gérer les produits et les marques dont il est responsable.

Résidence : 10, rue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01 qui transmet.

animateur régional

EXPAND, première Société française de promotion médico-pharmaceutique, recherche pour son Département Visite Médicale un Animateur Régional pour la Champagne, le Sud de la Région Parisienne et la Région d'Orléans.

Il animera, gèrera et contrôlera l'activité d'une équipe de médecins.

Pour réussir, il faut avoir un tempérament leader, la goût et la pratique de l'animation et de la vente d'une équipe. Une expérience acquise en milieu pharmaceutique est souhaitable.

Des perspectives de développement sont possibles pour un Animateur de valeur.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

LYON

DIRECTEUR DU MARKETING

Nous développons une Société de CONSTRUCTION ET DE DISTRIBUTION DE MATERIELS T.P. nous recherchons :

Références D.M.

Expérience : Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission la réalisation de différents projets de développement commercial et industriel de la force de vente et de l'équipe d'administration. Il participera à l'élaboration de l'ensemble de la stratégie commerciale.

Expérience : Avoir au moins 10 ans d'expérience d'une fonction Supérieure de Direction (D.R.C., D.S.E.C., etc.), et posséder une expérience de plusieurs années dans l'industrie commerciale, de préférence dans la vente d'équipements. La pratique de l'anglais est souhaitable.

CHEF DE BUREAU D'ETUDES

Références C.R.S.

Mission : Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission la conception, l'élaboration et la mise au point de l'ensemble d'une petite équipe (dessinateurs, projecteurs, etc.).

Expérience : Avoir au moins 10 ans d'expérience d'une fonction Supérieure de Direction (D.R.C., D.S.E.C., etc.), et posséder une expérience de plusieurs années dans l'industrie commerciale, de préférence dans la vente d'équipements. La pratique de l'anglais est souhaitable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

INGENIEUR SYSTEME DE HAUT NIVEAU

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Ingénieur Système de Haut Niveau.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Entreprise BACHY S.A.

INGENIEURS CONFIRMES

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, des Ingénieurs Confirmés.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

CHIEF des SERVICES TECHNIQUES et TRAVAUX NEUFS

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Chef des Services Techniques et Travaux Neufs.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

LE MANS

techniciens de maintenance

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, des Techniciens de Maintenance.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

chef du personnel

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Chef du Personnel.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Mars

CHEF DE FABRICATION

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Chef de Fabrication.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

CHIEF DE GROUPE COMPTABLE

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Chef de Groupe Comptable.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

directeur commercial

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Directeur Commercial.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Entreprise 800 personnes

Grand Groupe Industriel

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Ingénieur Grande Ecole.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Directeur Administratif et Financier.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

SOCIETE DE TRANSPORTS ET DE MANUTENTION

un directeur régional

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Directeur Régional.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

ADJOINT au Directeur

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Adjoint au Directeur.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

BANQUE REGIONALE

SPECIALISTE CREDITS

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Spécialiste Crédits.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

LA DIRECTION REGIONALE DE LA NAVIGATION DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

UN JEUNE DIPLOME

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Jeune Diplôme.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Société Filiale de l'un des premiers Groupes Français

recherche pour usine implantée dans l'Yonne

UN INGENIEUR FABRICATION

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Ingénieur Fabrication.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Importante Société Multinationale

RESPONSABLE MARKETING

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Responsable Marketing.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

BANQUE REGIONALE

DEUX COLLABORATEURS DE HAUT NIVEAU

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, deux Collaborateurs de Haut Niveau.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Importante Société Produits Chimiques

TECHNICO-COMMERCIAL

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Technico-Commercial.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Importante Société Produits Chimiques

TECHNICO-COMMERCIAL

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Technico-Commercial.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Importante Société Produits Chimiques

CHEF DE SERVICE DES VENTES FRANCE

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Chef de Service des Ventes France.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Importante Société Produits Chimiques

TECHNICO-COMMERCIAL

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Technico-Commercial.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Importante Société Produits Chimiques

TECHNICO-COMMERCIAL

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Technico-Commercial.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Importante Société Produits Chimiques

TECHNICO-COMMERCIAL

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Technico-Commercial.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Importante Société Produits Chimiques

TECHNICO-COMMERCIAL

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Technico-Commercial.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

Importante Société Produits Chimiques

TECHNICO-COMMERCIAL

Recherche pour une Société de Conception et de Fabrication de matériel de haute technologie, un Technico-Commercial.

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise au point de systèmes de haute technologie.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence : 61278/M mentionner l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue d'Alsace, 92100 Nanterre Cedex

حکذا من الاجل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
nous confie le recrutement de

UN INGENIEUR SYSTEME DE HAUT NIVEAU

De formation supérieure, ayant une expérience de quelques années en DOS-VS sous VM (370/158 - 1500 K) il sera chargé :

- d'apporter un renfort à l'équipe système actuelle et surtout
- par une surveillance constante des travaux dans le cadre du Conseil en matériel (terminaux et réseaux en particulier). Une bonne connaissance du marché des périphériques et du télétraitement est donc souhaitée.
- outre des qualités techniques, le candidat devra avoir un excellent contact humain et une grande curiosité naturelle.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prêt.

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Chemin du Recrutement
1, rue Alfred de Vigny 75006 PARIS

etap

IMPORTANTE FIRME BIENS D'EQUIPEMENTS
FILIALE GROUPE MULTINATIONAL - LEADER
DANS LA BRANCHE - PARIS BANLIEUE
NORD-EST RECHERCHE

INGENIEUR CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

Le poste peut convenir à un ingénieur confirmé BAC + 5 ou équivalent, ayant une solide expérience technique commerciale (secteur mécanique), capable de :

- participer à l'élaboration de la politique commerciale;
- gérer et développer les affaires;
- animer une équipe d'ingénieurs technico-commerciaux;
- collaborer avec les services d'études pour la production de nouveaux produits.

Anglais courant indispensable. Allemand souhaité.

ORDRE DE GRANDEUR DE REMUNERATION 120.000 F +

Ecrire sous référence MF 219 CCL

GROUPE FRANCAIS PLAN NATIONAL RECHERCHE POUR UNE DE UNITES (1.500 PERSONNES) GRANDE VILLE PROVINCE

DIRECTEUR

POSTE IMPORTANT ET DE HAUT NIVEAU qui conviendrait à un cadre, formation supérieure, ayant une solide expérience professionnelle impliquant commandement important, gestion et habiletés relations administratives, organisationnelles, collectives locales.

SITUATION TRES INTERESSANTE DANS DOMAINE D'ACTIVITE EN FORT DEVELOPPEMENT POUR CANDIDAT DE PREMIER PLAN.

Ecrire sous référence RE 323 AM.

BREVETS D'INVENTION

Un Cabinet allemand de très large perspective de carrière à un ingénieur expérimenté.

INGENIEUR DE PREMIER PLAN

Un ingénieur expérimenté, ayant environ dix ans d'expérience en propriété industrielle (acquise au sein d'entreprises), capable :

- de diriger le service d'affaires;
- de faire valoir les brevets;
- de faire valoir les droits de propriété industrielle;
- de faire valoir les droits de propriété industrielle;
- de faire valoir les droits de propriété industrielle;

Anglais et allemand (au moins parfaitement) indispensables.

Lieu de travail : PARIS quartier St-Lazare.

Ecrire sous référence PT 323 AM.

TRES PUISSANT GROUPE FRANCAIS 5.000 PERSONNES - SECTEUR TERTIAIRE FORT DEVELOPPEMENT - RECHERCHE POUR UNE DE SES FILIALES - GRANDE VILLE BRETAGNE

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Un ingénieur expérimenté, ayant environ dix ans d'expérience professionnelle impliquant la direction d'un personnel nombreux et l'organisation de la production d'un service de 700 personnes.

FORMATION AUX TECHNIQUES PROPRES DE LA SOCIETE ASSUREE AU SEIN DU GROUPE.

Ecrire sous référence OH 323 AM.

société générale de fonderie

LEADER SUR LE MARCHE DU CONFORT DE L'HABITAT
C.A. consolidé 76 - 2,2 milliards

recherche

1) **UN ACHETEUR**

FONCTION : il sera responsable du département cuisine pour le confort de l'habitat.

FORMATION : il sera diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou gestion) et aura 1 à 3 ans d'expérience dans la vente.

2) **UN ATTACHE service juridique**

FONCTION : il sera responsable du contentieux et aura également la responsabilité des problèmes immobiliers.

FORMATION : licence en droit privé indispensable, DES souhaitée.

EXPERIENCE : 1 à 3 ans de service juridique d'une entreprise industrielle ou commerciale, possibilité d'expérience dans le groupe SGP.

Adresser C.V. et prétentions à SGP - Services du Personnel - 5, Place de la République - 75016 PARIS.

Entreprise BACHY S.A.

Spécialiste mondial du service de sondages, reconnaissance des sols, traitement par injections, fondations spéciales.

Dans le cadre de son développement recherche

INGENIEURS CONFIRMES

20 minimum pour ses différentes agences ou implantations en France et à l'étranger.

LES CANDIDATS DEVONT :

- être diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs;
- avoir une expérience de 3 ans minimum dans le domaine;
- être disposés à vivre temporairement à l'étranger;
- posséder de bonnes connaissances anglaises ou allemandes.

C.V. et prêt, 11, av. Colonel-Bonnet, 75016 PARIS.

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS BIENS D'EQUIPEMENT RECHERCHE

INGENIEUR EN CHEF RESPONSABLE UNITE AUTONOME

Interlocuteur du service commercial, il dirigera, en matière de travaux de maintenance, les équipes de techniciens et de mécaniciens, sous la supervision d'un C.A. de 40 millions, en réalisant :

- les méthodes;
- la production.

POSTE INTERESSANT, PERMETTANT REELLE EVOLUTION DE CARRIERE.

pour Ingénieur BAC + 5 ou équivalent, ayant 5 à 10 ans d'expérience industrielle (secteur aéronautique, fabrication de machines-outils, etc.).

Poste ville province, proximité PARIS.

ORDRE DE GRANDEUR DE REMUNERATION 120.000 F +

Ecrire sous référence LE 323 AM.

etap

4 rue Massenet 75016 PARIS

discretion absolue

SOCIÉTÉ CONSENS ENTREPRISES PLURIDISCIPLINAIRE

Leaders Relations Industrielles

INTERVENANTS CONVAINCANTS ET REALISER (CONTACT, NEGOCIATION, CONTRACT).

Intervenants expérimentés

(CONSEIL, ASSISTANCE, MAINTENANCE).

EFFICACITÉ IMMEDIATE

REGION : PARIS, NORD, EST, RHONE-ALPES, SEULS CANDIDATS DE HAUT NIVEAU MORAL ET PROFESSIONNEL SONT RECHERCHES.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références à : CONSENS ENTREPRISES - 52, boulevard du Parc - 92110 NEUILLY/S/SEINE.

108 CONSEIL

CHEF DE GROUPE COMPTABLE

Comptabilité générale, analytique, commandement administratif du travail et contrôle.

Hor. C.V. et prêt, s'adresser à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03, q. tr.

ANIMATEUR COMMERCIAL

homme ou femme, jeune, dynamique et consciencieux, ayant une bonne expérience commerciale, ainsi qu'une solide culture générale indispensable pour bien connaître le produit.

Il agit, dans une maison moyenne, de la vente et du dynamisme de la diffusion.

Ecrire avec photo et C.V. au Cabinet Recrutement, 217, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte - 75008 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

A but non lucratif, d'URGENCE

1) Pour SERVICE FORMATION :

CADRE niveau MAITRISE

ayant expériences organisation, négociation. Diplômé, sérieux, dynamique, pour travail organisationnel et animation.

2) Pour SERVICE DEVELOPPEMENT :

CADRE licencié en DROIT (travail)

ou EQUIVALENT

pour le développement et la coordination.

3) Pour SERVICE CONTENTIEUX-RECOURS :

RÉDACTEUR (TRICE)

BAC + 1 ou équivalent, expérience souhaitée.

4) Pour SERVICE :

EMPLOYES au classement

(minimum 3 ans)

EMPLOYÉ avec notions comptables

CORRESPONDANCIERE

EMPLOYEE de BUREAU

INSTRUCTEUR dossiers retraites

DACTYLOS confirmées

Adr. C.V. et photo (qui sera retournée) à : F.N.M.P. Services du Personnel - 12, rue de la République - 75001 PARIS.

F. HOFFMANN LA ROCHE & Cie

DIVISION VITAMINES ET PRODUITS CHIMIQUES

le responsable de la division ALIMENTATION HUMAINE (FOOD)

Ingénieur diplômé, expérimenté dans la nutrition humaine, ayant par son expérience professionnelle de 5 années environ, de solides connaissances commerciales et de marketing, le Chef de la Division « Alimentation Humaine » assurera notamment les tâches suivantes :

- Assurer la direction d'un groupe de plusieurs personnes, et coordonner leur activité;
- Elaborer et mener à bien les plans marketing à court, moyen et long terme;
- Participer personnellement à l'élaboration de la politique et de la stratégie de la Division;
- Assurer les liaisons fonctionnelles de la Division avec la Direction et les autres services de l'entreprise, au plan national et international.

Le candidat devra avoir au minimum :

- une très bonne connaissance de la langue anglaise, et si possible quelques notions de langue allemande;
- la résidence de ce poste est en région parisienne, avec de nombreux déplacements en province et à l'étranger.

Envoyer C.V. et photo et prétentions à : F. HOFFMANN LA ROCHE - Département du Personnel - 52, boulevard du Parc - 92110 NEUILLY/S/SEINE.

emplois régionaux

ADJOINT au Directeur régional

Ingénieur AM - ICAM - IUT ou équivalent. 30 ans minimum, il aura acquis une expérience d'ingénieur commerciale de 3 à 5 ans.

Anglais courant.

A moyen terme une situation d'avenir évoluer dans la Direction commerciale.

Les candidats doivent être expérimentés dans le domaine de l'industrie avec une connaissance des techniques de l'industrie.

Le candidat devra avoir suivi une formation de 3 ans minimum pendant 6 mois.

Env. C.V. man. 31 et photo, prêt, réf. 9123 UT.

MORENO CONSEIL

17, rue de la République - 91000 REMS.

ARCHITECTE-URBAN

Ingénieur diplômé, expérimenté, ayant une bonne expérience commerciale, ainsi qu'une solide culture générale indispensable pour bien connaître le produit.

Il agit, dans une maison moyenne, de la vente et du dynamisme de la diffusion.

Ecrire avec photo et C.V. au Cabinet Recrutement, 217, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte - 75008 PARIS.

TECHNICO-COMMERCIAL

base région Paris.

Formation technique, expérience commerciale.

Envoy. C.V. et prétentions sous n° 9142 à S.E.U. 17, rue de la République - 91000 REMS.

INGENIEUR D'AFFAIRES

responsable de son bureau ou d'un service, ayant une expérience commerciale de 5 à 10 ans.

Anglais courant indispensable.

Il agit, dans une maison moyenne, de la vente et du dynamisme de la diffusion.

Ecrire avec photo et C.V. au Cabinet Recrutement, 217, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte - 75008 PARIS.

SELETC

Compagnie de conseil en gestion.

17, rue de la République - 91000 REMS.

NIXDORF COMPUTER

pour son département INFORMATIQUE GENERALE

INGENIEURS COMMERCIAUX EXPERIMENTES

On demande des hommes sérieux, dynamiques, tenaces, de bonne présentation et EXCELLENTS VENDEURS, connaissant d'une manière très approfondie les produits informatiques.

On propose de :

- un excellent niveau technique;
- une formation commerciale de haut niveau;
- une expérience commerciale de haut niveau;
- une formation commerciale de haut niveau;
- une formation commerciale de haut niveau;

La rémunération, en plus d'un salaire fixe, est une garantie importante au départ, en rapport avec l'expérience et la formation.

Tel. ou écrire à MM. MARTELLET ou TAUREAU, NIXDORF COMPUTER, 7, boulevard de Courbevoie, 92200 NEUILLY - Tél. 947-12-70. Répondre à toute candidature.

LES VILLAGES D'ENFANTS S.O.S. DE FRANCE

reconnue d'utilité publique par le décret n° 1172 du 10 mai 1967.

DIRECTEUR GENERAL

SA MISSION : Animer le fonctionnement des villages et conquérir l'avenir.

- Animer les équipes du village, la gestion administrative, financière, la gestion des relations extérieures.
- Assurer personnellement les relations publiques auprès des pouvoirs publics et des associations.

Il est chargé de l'administration, auquel il est demandé de rendre compte de son action, de la vie des villages et de l'association.

NOUS RECHERCHONS UN ANIMATEUR CAPABLE DE SE PASSIONNER POUR SA MISSION, POSSEDANT LE RAYONNEMENT PERSONNEL, L'ENVERGURE, LA CONVICTION INDISPENSABLES POUR DIRIGER ET INCARNER L'ASSOCIATION.

Une formation Universitaire ou Grande Ecole n'est pas obligatoire; mais le candidat doit avoir assumé, dans l'association ou dans un organisme à but social, des responsabilités humaines et même d'occuper ce poste.

Envoyer C.V. et photo et prétentions à : LES VILLAGES D'ENFANTS S.O.S. DE FRANCE - 2216 à Mlle DANGER.

CORT

65, avenue Kléber - 75116 PARIS

BANQUE REGIONALE

DEUX COLLABORATEURS DE HAUT NIVEAU

pour étoffer les services de la Direction Générale

Lieu de travail : MULHOUSE

C.V. et photo à n° 92106, CONSENS Publicité, 52, Opéra, Paris-1^{er}, tr.

CH. COLLABORATEUR POUR PROJET CHANTIER (RHONE-ALPES)

formation d'architecte, expér. 5 ans min., bonne prés., 30 ans environ, motorisé.

Téléph. 04 77 11 11 11.

etap

4 rue Massenet 75016 PARIS

discretion absolue

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés" (la ligne colonne)	45,75	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,26
CARTONS OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,05

ANNONCES CLASSEES

L'AGEIDA DU MONDE	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés"	28,00	34,00
Double insertion	40,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	43,47
L'AGEIDA DU MONDE	28,00	34,00

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

responsable administratif

(h. ou f.)

80 000 F

Nous recherchons une entreprise française spécialisée dans la vente de biens d'équipement sur le plan international. Notre équipe d'innovation et la souplesse d'adaptation de notre petite équipe dirigeante qui s'ajoute à un responsable administratif. Il sera chargé de l'administration générale et du personnel ainsi que du suivi administratif des relations fournisseurs et clients, facturation, suivi des paiements COFACE. Une expérience similaire est indispensable. La maîtrise des langues étrangères est un atout.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération sous la réf. 70184/M à mentionner l'enveloppe.

Le candidat devra être garant.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE MARTEL 75008 PARIS 8E

GROUPES FRANCAIS A VOCATION INTERNATIONALE DANS L'INDUSTRIE DU VETEMENT DE LUXE

recherche le

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

de ses filiales de Production en Europe

Il sera responsable, devant le Président, de la production directe et traitée dans tous les aspects (approvisionnement, livraison, planning méthode, équipement, etc.).

Il devra répondre de la Qualité.

En outre, il sera responsable des résultats d'exploitation des départements filiales de production.

— Expérience de plusieurs années dans l'industrie du vêtement ou

— Formation supérieure - profil international - pratique de l'anglais.

Résidence PARIS - déplacements.

Rémunération 110 000 F

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à No 92 493 CONTEXTE Publicité

20, Avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

AID (Analyse Informatique des Données) recherche statisticien-informaticien

possédant expérience plusieurs années :

— maîtrise de l'anglais et langage de programmation d'enquêtes.

Envoyer CV à : AID, 15, rue d'Angiviller, 78000-VERSAILLES.

Directeur Général Adjoint importante agence publicité recherche son assistante.

Il faut :
— accepter de faire du secrétariat
— avoir le goût de l'analyse et de la rédaction de rapports
— être passionnée de publicité, de marketing, de communication, de marketing
— être diplômée de l'enseignement supérieur.
Débutante ou non.

Envoyer CV et prétentions à : Françoise Jean, P.C.A. Publicité - 36 rue du Louvre 75001 Paris.

Connaissez-vous l'A.R.P.A. ? Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes.

Si vous êtes :

— ingénieur ENSI Physique-Chimie

— ayant acquis une expérience industrielle d'au moins 5 années des méthodes modernes d'analyses physico-chimiques (une expérience de 3 années sera appréciée).

Nous vous proposons dans notre Centre de CHAMPS-MAISON (77) la poste de :

responsable de formation

Votre mission :
— Animer une équipe de 10 à 15 stagiaires Supérieurs chargés de la formation de Techniciens Supérieurs Physico-Chimistes (formation initiale et continue).
— Assurer la responsabilité des enseignements et participer à leur conception.
— Résoudre les problèmes techniques, pédagogiques et humains.
— Représenter l'A.R.P.A. auprès de la profession.

Nous recherchons la formation indispensable à vos nouvelles fonctions.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre CV, détaillé à Alain DESPOIS, A.R.P.A., 11 place de Villiers, 92000-MONTREUIL.

Les candidats seront traités de manière confidentielle.

afpa

100 av. de la Gare, 92022 NEUILLY SUR SEINE

ingénieur analyste

A l'issue d'une période préparatoire, le candidat prendra en charge la formation de la clientèle et l'animation des stages. Le poste évoluera ensuite vers des fonctions d'analyse ou d'assistance technico-commerciale.

LE CANDIDAT DEVRA :
— avoir soit une expérience professionnelle dans un domaine similaire, soit un niveau d'Etudes Supérieures Scientifiques (Maîtrise, Ecole d'Ingénieurs)
— avoir une bonne maîtrise de l'Anglais.
Une connaissance du langage BASIC est souhaitable mais non obligatoire.

Env. CV, photo et prétentions à M. le Directeur du Personnel WANG France 78/80, av. Gallieni 93170 Bagnolet

WANG

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS développe une politique d'expansion internationale recherche

UN DIRECTEUR GENERAL

DE L'UNE DE SES FILIALES EUROPEENNES

Le candidat à pourvoir rapidement devra :
— être médecin avec une expérience de marketing et de la gestion dans l'industrie pharmaceutique.
— être bilingue anglais et avoir une bonne connaissance de l'affaire.

— avoir été responsable d'une unité opérationnelle, ayant déjà eu une expérience de gestion politique budgétaire.

— être en contact permanent avec la presse et les médias pendant 6 à 12 mois, durant lesquels il devra mener des missions ponctuelles de suivi de la production et de la gestion des filiales européennes nécessitant de fréquents déplacements de 1 à 2 jours.

— être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur.

Env. CV, photo et prétentions à : A.R.P.A. 100 av. de la Gare, 92022 NEUILLY SUR SEINE

SPEERY UNIVAC

DEUXIEME CONSTRUCTEUR MONDIAL D'ORDINATEURS

recrute

INGENIEURS COMMERCIAUX

Diplômés d'études supérieures, connaissant l'anglais et ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans la vente d'ordinateurs.

Nous offrons une rémunération élevée, de larges perspectives d'évolution et promotion.

Adressez votre manuscrit, C.V., photo et prétentions (réponse et discrétion assurées) sous réf. M 11 Service du Personnel 3, rue Bellini - 92006 PUTEAUX.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recherche pour son

Department

UN CHIMISTE ORGANICIEN

Le candidat devra être :
— titulaire d'un Doctorat
— avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la synthèse chimique
— être bilingue anglais et français

Rémunération intéressante.

Envoyer curriculum vitae à : THIBAUT, B.P. 340, 75004 PARIS CEDEX 13, qui transmettra.

cadre comptable

capable de l'assister dans la poursuite de sa politique de diversification ainsi que dans sa gestion.

Pour recevoir une information sur le poste, écrire sous réf. 3 RG à l'adresse de l'enveloppe (discrétion assurée) au

hébert conseil

Building 11, Poissonnière - 75002 PARIS

Important Groupe Privé d'Assurances propose de devenir

un jeune diplômé

ANIMATEUR de FORMATION

au centre de formation professionnelle de son réseau commercial.

Le candidat sera un homme jeune, libéré des obligations militaires, aimant la pédagogie des adultes et habitant la banlieue Ouest de Paris.

Ecrire avec C.V. et désir de rémunération s/réf. à : A.R.P.A. 100 av. de la Gare, 92022 NEUILLY SUR SEINE

directeur commercial

recherche pour son

Department

UN CHIMISTE ORGANICIEN

Le candidat devra être :
— titulaire d'un Doctorat
— avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la synthèse chimique
— être bilingue anglais et français

Rémunération intéressante.

Envoyer curriculum vitae à : THIBAUT, B.P. 340, 75004 PARIS CEDEX 13, qui transmettra.

THE FIRST BANK OF

recherche pour son

Department

UN CHIMISTE ORGANICIEN

Le candidat devra être :
— titulaire d'un Doctorat
— avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la synthèse chimique
— être bilingue anglais et français

Rémunération intéressante.

Envoyer curriculum vitae à : THIBAUT, B.P. 340, 75004 PARIS CEDEX 13, qui transmettra.

حكايا من العمل

offres d'emploi

directeur commercial

150 000 F +

Industrie Textile
Notre entreprise, créée en France, occupe un premier rang de sa branche avec un chiffre d'affaires de 100 millions de francs et un effectif de 1 000 personnes.
Le nouveau collaborateur que nous recherchons doit prendre en charge le développement d'un des départements de la société (produits d'entretien de la maison).
Son action portera tant sur la conception et la gestion des produits, que sur la définition de la politique marketing et sur son application, en France et à l'étranger. Il sera aidé par deux chefs de ventes.
Ce poste nécessite une solide expérience en gestion commerciale (marketing et vente) acquise si possible, dans l'industrie textile. Anglais et allemand souhaités.
Envoyer C.V., photo et prétentions (à l'adresse ci-dessous) à l'adresse ci-dessous.
Le secret absolu des candidatures est garanti par l'entreprise.
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DE LA PAIX - 75001 PARIS

SOCIETE INTERNATIONALE
leader dans la branche, recherche
attaché de direction
du SERVICE EXPORTATION
(pour développement grande exportation)
Activité : TISSU ENDUIT pour ameublement, maroquinerie, chaussures, vêtements.
Le candidat sera chargé de la responsabilité du Chef de Service :
- d'ouvrir de nouveaux marchés pour de nouveaux produits,
- de participer au recrutement et à l'animation de nouveaux agents,
- de contrôler et stimuler les agents en place.
Anglais courant indispensable. Espagnol et allemand appréciés.
Age minimum 27 ans.
Formation Grandes Ecoles de Commerce.
Adresser lettre de motivation, C.V., sous référence 11.648 M
HAYAS CONTACT
156, Boulevard Haussmann, PARIS 8

P.M.E. - CENTRE en expansion
Le développement de notre activité en cinq ans nous amène à une restructuration importante de nos services (machines comptables électroniques et informatiques).
C'est pourquoi nous recherchons :
UN GESTIONNAIRE
- Capable de prendre en main la gestion de nos services informatiques et électroniques.
- Le candidat sera âgé de 35 ans min. et possèdera une solide expérience en comptabilité et de la gestion de la responsabilité.
Il sera familiarisé avec l'informatique. Nous accordons plus d'importance à l'expérience humaine qu'aux diplômes.
Le candidat devra être capable de s'intégrer à l'équipe Direction.
Envoyer C.V., photo et prétentions à J.M.E. Consultants, 14 bis, rue de la Révolution, 92100.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
C.A. 900 millions - Effectif 6.000 pers.
Recherche pour son siège à Paris
ADJOINT ADMINISTRATIF
Il aura la formation générale supérieure (Administrative et Comptable).
Il lui sera confié, en étroite collaboration avec le Chef de Service, l'animation et la responsabilité de la gestion administrative et comptable (contrôle de gestion, marchés, organisation...)
Agé au minimum 35 ans, il aura quelques années d'expérience dans les fonctions précitées, si possible dans la profession.
Ce poste offre de nombreuses possibilités d'évolution dans une entreprise en pleine expansion.
Envoyer C.V. et photo à l'adresse ci-dessous.
OPÉRATION et publicité
100 rue de Valenciennes

Filiale Groupe Industriel Européen PARIS OUEST
recherche
CADRE COMMERCIAL
ou
TECHNICO-COMMERCIAL
Préférence sera donnée à l'ingénieur chimiste ou assimilé
FONCTION : Marketing et gestion commerciale produits chimiques industriels et matières premières.
- Contacts avec les clients et diversifiés.
- Déplacements à prévoir en France et à l'étranger.
- Anglais courant indispensable. Allemand apprécié.
- Perspectives d'évolution personnelle.
Adresser C.V. très complet et photo à l'adresse ci-dessous.
J.M.E. Consultants, 14 bis, rue de la Révolution, 92100. PARIS Cedex 01, tél. 15.000.

THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON

recherche
DIPLOMÉ(E) D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
+ MBA si possible
même débutant pour être :
ANALYSTE FINANCIER
chargé de l'étude des dossiers entreprises
Il faut :
- une parfaite maîtrise de l'anglais, le goût de l'étude mais aussi l'initiative commerciale.
Le poste peut évoluer d'ici 2 ans vers un poste d'Attaché de Direction.
Envoyer C.V. complet et prétentions à l'adresse ci-dessous.
réf. 11.648 M
Tour de Lyon 185, rue de Bercy
75012 Paris, qui sera chargé de la recherche.

SINTRA
SA DIVISION INFORMATIQUE
AGENTS TECHNIQUES de PLATE-FORME
A.T. 1 - A.T. 2
A.T. 3
AGENTS TECHNIQUES D'ÉTUDE
A.T. 2 - A.T. 3
C.V., photo et prétentions à l'adresse ci-dessous.
Direction des Ressources Humaines, 25, rue Malakoff, 92000 ASNIÈRES.

Pour renforcer ses structures comptables et administratives, l'un des départements d'un puissant groupe de travaux publics (C.A. 3.000 M) recherche
chef comptable
de formation supérieure (DECS, BP ancien régime, ESC option comptabilité-finances ou équivalent). Responsable d'une équipe qu'il devra animer, coordonner et contrôler. Il aura pour mission de superviser la bonne réalisation de l'ensemble des travaux comptables et de gestion analytique en étroite relation avec les services informatiques centralisés.
Également, une connaissance des problèmes de fiscalité à l'étranger ainsi qu'une expérience des travaux publics sont souhaités.
Connaissance de l'anglais très appréciée.
Env. C.V., photo et prétentions, sous réf. 312M à
Cabinet Jean-Claude MAURICE
Cabinet en Gestion des Travaux Publics
42, rue Legendre - 75017 Paris

ANALYSTE SYSTÈME
pour un service Études Informatiques
MISSION :
Il devra participer au développement de programmes de gestion et de traitement de données.
EXIGENCES :
- 3 ans d'expérience minimum dans la fonction d'Analyste connaissant la méthode « OORIG » et si possible les produits programmes « PROTEGE » et « PROTEGE ».
- Indispensable de l'anglais et de l'anglais écrit.
- Indispensable de l'anglais écrit.
Anglais souhaité
Envoyer C.V. et photo à l'adresse ci-dessous.
Services à l'Étranger, 134, rue d'INFRAPLAN CARRIÈRES, 92100 ASNIÈRES, qui recevra les candidatures.

HOECHST FRANCE
pour son département agricole (produits phytosanitaires)
UN INGÉNIEUR AGRONOME (ENSA - INA)
Adjoint responsable « développement », il participera aux activités suivantes :
- constitution des dossiers toxicologiques et biologiques nécessaires à l'obtention des autorisations de vente ;
- élaboration de l'ensemble des études, notamment des marchés, liées à la commercialisation des produits phytosanitaires.
Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant acquis une première expérience dans un des deux domaines précités et possédant des connaissances dans l'expérimentation des produits phytosanitaires.
La maîtrise de l'allemand est indispensable.
Adresser C.V. et photo à l'adresse ci-dessous.
Département des Ressources Humaines
Mlle FAYRE, Tour Miroir
3 - 92000 PARIS LA DEFENSE.

ETABLISSEMENT FINANCIER (arrondissement)
en développement régulier, filiale d'un groupe bancaire de tout premier plan, recherche :
JEUNE FEMME CADRE ADMINISTRATIF
MISSION :
- Préparation des Comptes et Assemblées, élaboration des rapports, procès-verbaux et documents rendus, préparés, les documents d'information.
- Gestion administrative du personnel (30), constitution des dossiers individuels, formation, questions diverses.
- des frais généraux.
Ce poste nécessite :
- une formation supérieure : BSC, J.P., expérience confirmée des fonctions précitées ;
- 35 ans minimum ;
- qualités d'initiative, d'organisation, de rédaction ;
- bonne connaissance des Droits Sociétés.
Envoyer C.V., photo et prétentions à l'adresse ci-dessous.
CORT
65, avenue Kléber, PARIS-16^e. Discretion assurée.

VOLKSWAGEN FRANCE SA
recherche
2 animateurs de formation commerciale
Ils seront chargés de préparer et d'animer les stages pour le Personnel de concession de la marque.
Les postes conviendront à des diplômés supérieurs, ayant une bonne expérience de vente ou de l'animation en stages en milieu commercial.
Une période de formation-intégration leur permettra de prendre connaissance des produits, de la marque et d'acquiescer les compléments indispensables à leur pleine efficacité.
Prévoir de nombreux déplacements.
Envoyer C.V., photo et prétentions à l'adresse ci-dessous.
Département du Personnel, B.P. 62
92600 VILLERS-COTTERETS.

NOUS SOMMES UN GROUPE MÉTALLURGIQUE FRANÇAIS DE TAILLE INTERNATIONALE.
Nous recherchons, pour notre siège à Paris, un
ingénieur adjoint au chef du service marketing
Cet ingénieur ECP AM, d'au moins 35 ans, a acquis une double expérience : la vente ou du technico-commercial et d'études de marchés à produits industriels de base : métallurgie, chimie, pétrole, etc.
Sa mission : conduire les études de nos produits ; établir les prévisions d'évolution ; l'aide de l'économie et d'analyses statistiques ; fournir à la direction commerciale des documents synthétiques permettant de définir la politique commerciale et sa politique produits.
Ce poste nécessite des déplacements à l'étranger et la pratique courante de l'anglais.
Écrire à Y. CORCELLE, 111, 3107 LM.
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

LogAbax Informatique
recherche pour l'ensemble de ses directions régionales
PARIS - PROVINCE
INGÉNIEURS COMMERCIAUX et ATTACHÉS COMMERCIAUX
confirmés sur mini-ordinateurs de gestion.
Un minimum de 3 ans d'expérience est exigé.
Envoyer C.V. et photo à l'adresse ci-dessous.
Département du Personnel, 77, av. Aristide-Briand, 92100 ASNIÈRES.

BANQUE US
recherche pour son Département Immobilier
un attaché de direction
- connaissant bien le montage et le des Crédits Promoteurs.
- ayant un niveau d'anglais satisfaisant.
Adresser C.V. et photo à l'adresse ci-dessous.
A.M.P. 40 rue d'Alsace-Lorraine 75015 PARIS qui transmettra (Discretion assurée).

b.i.c.s.

BANQUE POPULAIRE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DE LA RÉGION SUD DE PARIS
Siège : MONTROUGE (92120)
55, avenue Aristide-Briand
Dans le cadre du renforcement du Service INFORMATIQUE :
Offre situation à :
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- Formation supérieure / Parfaite maîtrise du COBOL.
- 3 ans d'expérience en analyse organique et programmation.
Le Service INFORMATIQUE est équipé de deux IBM 4700 - 1100 et 1105 situés à MORANGIS (proximité CHILLY-MAZARIN).
Adresser C.V., photo, prétentions, à la Direction du Personnel - Siège Social.
Référence : "INFORMATIQUE".

metrix
Division Instrumentation de la Société des produits industriels I.T.T.
INGÉNIEUR DE VENTES
pour son agence de PARIS
Le candidat devra avoir une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de produits électroniques et électriques auprès des clients : industries, entreprises.
PROFIL SOUHAITÉ : ingénieur électronicien ou ingénieur en électronique, avec une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de produits électroniques et électriques auprès des clients : industries, entreprises.
La connaissance théorique et pratique des techniques de vente est appréciée.
Adresser C.V., photo, prétentions à l'adresse ci-dessous.
METRIX, Division de l'Instrumentation, Boîte Postale 11 - 75010.

IMPORTANT DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL DE CONSTRUCTION (80 entreprises adhérentes)
CREE LE POSTE DE
directeur général
LE POSTE EXIGE :
- une bonne connaissance des commerces de Gros et Négoce, une excellente expérience commerciale et financière de préférence en P.M.E. performante, et l'habitude des négociations.
L'HOMME :
- participe à l'élaboration de la politique du groupement et est responsable de son application devant le Président, le Conseil de Direction et tous les adhérents, est l'interlocuteur permanent et le conseil des Chefs d'entreprises, est le patron direct des différents services du siège.
Toutes les candidatures (C.V. et salaire souhaité) reçues sous référence 11601M, à HAYAS CONTACT, 156 boulevard Haussmann 75008 Paris, s'engagent à répondre à toutes les questions.

ROCHE BIOELECTRONIQUE
qui, dans le cadre du Groupe suisse HOFFMAN LAROCHE développe et fabrique en France des ÉQUIPEMENTS d'ÉLECTRONIQUE MÉDICALE de haute technologie (160 pers.), rech. pour VILLIERS-VILLACOUBLAY un
CONTROLLER

pour prendre en charge
- La COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
- La COMPTABILITÉ ANALYTIQUE
- Le CONTRÔLE DES PRIX DE RÉVIENT
et, en tant que tel, la fonction financière dans l'entreprise. Il dépendra directement du Directeur Général d'une large délégation du Contrôleur central en Suisse.
CE POSTE ÉVOLUTIF conviendrait à un homme (ou une femme) âgé de 30 ans, de formation comptable éprouvée, ayant déjà exercé des FONCTIONS SIMILAIRES EN ENTREPRISE et, plus particulièrement, spécialisées dans la Gestion Industrielle. ANGLAIS INDISPENSABLE.
DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite. CV détaillé, photo, rémunération en réf. 34 73
sélection conseil
6, PLAZA DU MARÉCHAL JUIN, 75017
SOCIÉTÉ BOURSE - MATIÈRES PREMIÈRES RECHERCHE HOMME ou FEMME POUR EXERCER LA PROFESSION DE BANQUIER
- une formation intensive et un examen officiel, le candidat devra avoir une expérience de premier ordre, rémunérée à la commission, dans un poste passionnant en pleine expansion.
- avec curriculum vitae détaillé et photo, sous référence 1000 G, à N.S. & ASS., 44, rue Lamark, 75001 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

[illegible]

**PROFESSIONNEL
REPRESENTATION
SOLUTIONS**
Business, Real Estate,
Construction, etc.
1-800-333-3333
Fax: 1-800-333-3333

FAX

ECOLE PRIVEE
C. de l'Industrie - 10000
T. 514-353-3333

enseigner.

Après avoir été professeur
dans une école privée
à l'école publique et en
tant que directeur de centre
de formation, j'ai travaillé
dans le secteur de la santé
publique et de la formation
des adultes.

Je suis intéressé par
une formation continue
et par un emploi à temps
partiel.

[illegible]

information
emploi

**EMPLOIS
CADRES**

Séminaire de 2 jours école, sur
les aspects de recrutement et de
négociation. Divisé en 2 parties
de 3500 cadres (environnement
87% d'entre eux) 74. 532-34

**POUR TROUVER
UN EMPLOI**

Le CIDEM recense d'informa-
tion sur l'emploi, associatif
sans but lucratif, vous pro-
pose un service complet et
gratuit.

Les 5 types de "P" Audi
1. "P" 1000 cc. 100 km/h. 1000 km.
2. "P" 1200 cc. 120 km/h. 1200 km.
3. "P" 1400 cc. 140 km/h. 1400 km.
4. "P" 1600 cc. 160 km/h. 1600 km.
5. "P" 1800 cc. 180 km/h. 1800 km.

France. Recherche géométrique
consistant l'arc de protection
EC. n° 442. « 11 Monde » P
S. r. des Italiens, 7500 Paris

Les dirigeants syndicaux cherchent de nouvelles modalités d'action

(Suite de la première page.)

[illegible]

sur des résultats en rapport avec les conditions de travail. La retraite soudaine des ouvriers des chantiers navals de Saint-Nazaire, après une offensive salariale lancée par le syndicat, est un exemple de ce type de réaction. Le licencié, avait déjà surpris, dans les milieux de travailleurs réputés pour leur combativité et leur expérience syndicale. Le fait que, « les derniers jours de l'année, les gardiens des brayages tournaient par atelier d'efface » l'impression d'échec laissée, dans l'opinion, par leur absence, n'avait pas été prise en compte. A vingt-quatre heures d'intervalle, les travailleurs de la Casse d'Epierne (Paris) ont été licenciés par les gardiens qui avaient occupé pendant plusieurs semaines le devant de la scène sociale, à accentuer le sentiment d'insécurité et de dégradation sociale dénoncé par M. Stéruy. Il s'agit de l'acte post-étire M. Maître à appeler « militants à la prison ».

Les syndicats constituent partout, dans les entreprises traditionnellement libérales sur le plan social, une rigidité totale du patronat qui garde son caractère d'indéfectibilité de nature. Les circulaires du 15 fin du novembre 1977 ont été l'œuvre de Chirac, le président du C.N.P.R.P. demandant « qu'aucun accord pour 1977 n'aboutisse à une majoration des salaires supérieure à l'augmentation officielle ». Cette mesure n'avoir été appliquée avec rigueur et a donné lieu, selon les syndicats, à « nombreuses démonstrations et grèves ». Les travailleurs hésitent fort naturellement à lancer dans des grèves qu'ils constatent que l'action n'a pas de poids. D'autant que l'augmentation du chômage est en constante augmentation massive d'emplois dans la

sidérurgie, par exemple, renforce
leur sentiment d'insécurité.
Enfin, la plupart d'entre eux
n'ont pas _____ ressentir direc-
tement _____ feuille de salai-
re les effets du blocage du pouvoi-
ne _____ que dans un
deux mois.

Le réalisme dont font preuve
_____ responsables syndicaux _____
concordes _____ à l'atten-
tisme. Les dirigeants de la C.G.
et de la C.F.D.T. annonceront
dans les prochains jours _____
_____ syndicats F.O. _____ arrête
_____ coordonnées _____ les
teurs public et national _____
_____ municipal _____
c'est-à-dire à partir de la mar-
ch. février. Ils entendent encourager
partout _____ actions ponctuel-
_____ particulièrement propre à mobi-
liser _____ édiles locaux _____
d'élection _____ réélection.

CGéistes et cédétistes
_____ le _____
l'immigration _____ le _____
déjà Mme. Jeanine Marest,
7 décembre, dans _____ rapport
_____ confédéral national
C.G.T. _____ grève, expliquait :
« _____ la seule forme d'action
_____ la _____ infinie d'initiatives
_____ supérieures de mobiliser les trave-
_____ la _____ mur, _____ face
_____ mur _____ déclarait.
_____ côté, _____ dirigeant de la C.F.D.T.,
_____ sur _____
en refusant _____ négocier _____
gouvernement, en « gelant » la
politique sociale, _____ prenant pas
le risque d'entretenir chez l'adverse-
_____ _____
_____ faut-il rappeler que la situation
sociale n'avait jamais été aussi
bloquée en France qu'à la veille
du 1^{er} mai 1968 ? »

JEAN-MARIE DUPONT.

Le décor change. Du morosité qui pesait sur les esprits depuis l'annonce du plan de M. Barre, commencent à se détacher des parcelles lumineuses. On brille encore que faiblement, et peut-être s'étendront-elles dans quelques mois sous l'arrivée d'un observateur plus en puissance pour l'envelopper.

Premier ministre, qui ne fait pas le printemps ? Informez-vous ! pire n'est jamais connu.

Le premier signe est ramonnage : pentes douteuses la publication du dernier prix qui — compte non haussé de l'exemple un de vie, il augmentation décembre et début de 1977 qui enregistreront la T.N.A. (mais aussi) hélas là flambée-ci prix régulier si celle-ci n'est pas stoppel).

La deuxième indication reconfortante nous le franc stable au cours plus qu'élevé pivot plan Barre. La monnaie, pour le premier ministre la condition sine qua non du maintien, trop de dégâts, pour balance commerciale du volume d'importations nécessaire.

Troisième leur : le redressement des valeurs françaises volci trois indices français ou militer tunc pour enrégimenter, car palais Brongniart parfois d'emgouernement soudains. L'almosphère cependant changé. La politique beau ne

par PIERRE DROUIN

... faire la ... les
 opérateurs qui le ne
 s'expriment plus mineur.
 M. ... influence fortement
 qui s'interroge
 nir le notre ... taçon
 reprendre à son compte la devise
 qui figure
 Pays-Bas :
 impressionnée, et que
 l'énergie qu'il dépense ne
 n'est
 Il tient
 langage dur, qui, finalement,
 fait ... l'on en juge par
 applaudissements nourris recueillis
 forum "l'Expansion,
 « Pas ... globale
 slogan qu'il a fini par
 Ni ... investissements
 (cous) ... portés
 : + 7 %) par
 mation, ...
 trop peu cas du problème
 paiements (on l'a
 plan au relance de sep-
 qui a fait grimper
 (importations).
 ponctuelles de
 une vingtaine de
 pourraient être admises.
 réitérant « ...
 de ...
 Vérité, continuité, fermeté, la tri-
 logie ... s'adressa
 par syndicate. Le premier
 ministre lui parle ...
 patrons, mais il agit, et toujours
 dans le même sens, le reste du mar-
 ché ... grèves ...
 l'accueil ...
 qui ... par se terminer, sans
 résultat, et ...

[illegible]

L'hirondelle de M. Barre

Accidents du travail

**UN JEUNE OUVRIER MEURT
ENSEVELI DANS UNE TRANCHÉE
OU IL AVAIT D'ABORD REFUSÉ
DE DESCENDRE**

Un soir, âgé de vingt-trois ans, Jacky Gilbert, père de trois mineurs, se rendait à son travail, à la pique de cannalisations. Selon ses camarades de travail, il avait d'abord refusé de descendre dans la tranchée, profonde 4 mètres, car la sécurité insuffisante. Il avait cependant accepté après une violente discussion avec un contremaître, le directeur de l'entreprise qui employait Jacky Gilbert, quant à elle, qu'elle affectivement était entre contremaître et directeur ouvriers, à effectuer ce genre de travaux.

2.

D'autre part, un ingénieur des mines, M. Marcel Arsen, clinicien, a été victime d'un accident de travail sous un éboulement, survenu dans les mines de Gagnas (Tarn), dans lequel faisait une descente de 10 mètres de profondeur.

DES MÉDECINS ENVISAGENT UNE GRÈVE ADMINISTRATIVE LE 20 JANVIER

Les organisations parisiennes de la Confédération des syndicats français (C.F.S.P.) ont lancé un nouveau protesté, lundi 11 janvier, contre le refus de la région d'assurance-maladie de verser des indemnités de 100 francs par jour à 170.000 travailleurs entre le 10 janvier et le 10 février. Les 170.000 travailleurs-dix parisiens pour dépasser le tarif. « Nous sommes prêts à déclencher une grève administrative mais nous ne la souhaitons pas », ont déclaré les délégués tandis que ceux de la Seine-et-Oise proposent d'observer la grève administrative le 11 janvier.

**IL N'Y A PAS DE CHASSE
AUX SORCIÈRES
CONTRE LES DÉLÉGUÉS
SYNDICAUX**

Le ministre du travail a répondu aux affirmations selon lesquelles les militants syndicaux seraient, avec la police, les seuls responsables de la mise à l'arrêt de la production. Il a publié, le 10 janvier, une note dans laquelle il déclare que les cinq cent mille salariés appartenant à des syndicats professionnels ne sont pas les seuls responsables de la mise à l'arrêt de la production. Les comités d'entreprise, désignés par les salariés, ont également le droit de participer au personnel, selon la loi de 1945. Les comités d'entreprise ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. Les comités d'entreprise ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. En revanche, deux millions de salariés ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. Les comités d'entreprise ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. Les comités d'entreprise ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise.

M. BEULLAC : décrire les relations sociales.

« On ne peut gouverner, si
« j'ai pas cette permanence
« vérité », a déclaré M. Beu-
« lisse, ministre du travail, en
« répondant à une question sur
« laquelle il lui avait paru que
« l'Association des journalistes de
« l'information n'était pas d'ac-
« cord. Avant de se lever pour
« souligner cette fermée au po-
« litique, M. Beulisse a déclaré
« au gouvernement, le ministre a
« annoncé qu'il rendrait prochainement
« public le premier rapport
« du haut comité médical, présidé
« par M. Beulisse, qui concerne la
« vie sociale.

« Le temps des difficultés n'est
« pas écoulé, a poursuivi M. Beu-
« lisse, « mais il y aura pas de
« crise dans le pays, car le gou-
« vernement accepte d'être mi-
« nistre dans ce temps, s'il devait y
« avoir dans le pays une
« négative, l'amélioration du
« sort des familles, les dépenses
« sociales, les dépenses sociales.
« Il faut que la politique
« soit dans le champ élargi,
« prône a décrier le ministre
« la politique sociale, et M. Beu-
« lisse en fait la preuve d'ac-
« cord.

Le dos au mur

Cette détermination a fini par impressionner les responsables qui, pourtant, n'ont froidement pas voulu se laisser aller aux yeux de M. Edmond Leric, le chef de la C.F.D.T., « fait preuve de réticence en déclarant, vendredi à l'issue de la réunion du bureau confédéral : « La situation est grave, mais nous ne sommes pas en présence de graves menaces. Quant aux difficultés qui entraînent des difficultés d'action, il n'y a rien de tel, d'ailleurs, qui permette de se laisser aller à l'obsolescence. »

Ce M. Leric pourra-t-il se forcer à croire que son rôle est de faire croire à ce qu'on croit ?

Il n'est pas un homme politique qui se laisse impressionner par les paroles d'un homme du genre : Il n'a pas l'impression d'entreprendre les choses d'un parti ou d'une idéologie avec

**LES ASSOCIATIONS D'ÉPOUSES
D'ARTISANS
ET DE COMMERÇANTS
VONT CRÉER
UNE UNION NATIONALE**

Depuis dix-huit mois, dans
l'industrialisation de style féministe
(...), les femmes « travailleurs
domestiques » sont oubliées
tous, ont simplement pris
l'habitude de se faire
s'agit notamment d'une « tro-
pourra en... »
à déclaré lundi
10 janvier Lefournier, prési-
l'Association
et les commerçants
(ADEAC) d'Ile-de-France.
la réunion, pré-
sident de ces associations
« Association nationale de dé-
fendre les droits des épouses d'ar-
« commerçants auprès
« pouvoirs publics. ADEAC
« notamment les preme-
« l'association a statué juri-
« dique qui compte les
« travail au sein de l'entreprise,
« qu'elles pour la plupart
« considérées jusqu'à présent
« comme « sans droits » et
« de leurs droits et ne
« certains de leurs maris. Elles récla-
« ment également la reconnaissance
« sur le plan de leur parti-
« cipation à marche de l'entre-
« prise et de leur car, consi-
« dérées « « ayants droit »
« leur conjoint pour maladie
« la vieillesse, et ne
« maternité sont pénalisées par
« aux enfants et aux col-

FAITS ET CHIFFRES

Conflits sociaux

LA DIRECTION DU LABORATOIRE CHÉRA, spécialisée en analyses microbiologiques. (Val-d'Oise), nous indique que la seule entreprise du personnel actuellement en grève — la C.F.P.T., 74 % (le 14 du 7 janvier) — est en collection précédente. Les autres analyses effectuées normalement. La grève algérienne est officiellement de 12 % supérieure au maintien du pouvoir d'achat, après la baisse de l'inflation. L'entreprise bénéficie d'avantages plus sociale-ment avancés de la profes-

l'étranger

LE CONSEIL DU GATT
(accord général sur les tarifs
douaniers et le commerce)
a décidé, le 10 novembre, de pro-
longer pour trois ans le man-
dat du directeur général,
M. Olivier Long.
Né en 1915 dans le canton de
Genève, ambassadeur
en Grande-Bretagne, M. Long
est directeur depuis 1967.]

■ EN SUISSE, LES PRIX A LA

bre. En un an, la hausse a été de 1,3 % — contre 1,2 % en 1976. L'indice s'est établi en décembre, à 167,1 (base 100 en 1966). Cependant le chômage s'est aggravé pour atteindre 18 000 personnes en décembre (18 % de plus qu'en novembre), bien que 71 300 travailleurs étrangers aient quitté la Suisse entre août 1975 et août 1976. — (A.F.P.)

prérogatives qui pourraient être
réduites [il y a] appel à la loi]

● **REINTEGRATION D'UN DELEGUE C.G.T.** — Un délégué du personnel de l'entreprise David à Clermont-Ferrand, ~~qui a été~~ ~~annulé~~ par le tribunal administratif, a été réintégré dans son emploi le 10 janvier. Ce délégué, M. Rapin, qui depuis son licenciement était ~~resté~~ en chômage, a été ~~mis~~ en direction un ~~mois~~ principe sur le remboursement de son manque à gagner.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le 15/05/2012 l'unisienne de l'électricité du (S.T.E.G.) sur le point de faire un appel d'offres pour la vue de renforcer pour les études, la fourniture et le transport du matériel au renforcement de 11 postes HT/MT et à la construction de nouveaux postes HT/MT et HT/MT et 300 km de lignes 10 kV, 150 kV et 90 kV.

Les constructeurs intéressés de ~~l'industrie~~ peuvent retirer ~~les~~
~~documents~~ d'appel d'offres au ~~siège~~ de la S.T.E.G. (Département de
l'Équipement — 38, rue Kémal-Ataturk — Tunis (Tunisie), ou se ~~les~~ faire
~~remettre~~ partir du ~~1er~~ janvier 1977.

L'ouverture des plis est prévue pour le 2 mars 1977. 16

2 HOTELS ★★★★★ A MARSEILLE

sofitel
jacques borel

MARSEILLE AÉROPORT Tél. (91) 89.91.02 Télex 401.980
MARSEILLE VIEUX PORT Tél. (91) 52.90.19 Télex 401.270

Réservation centrale Tél. 657.11.43 Télex 200.432
Vous pouvez aussi réserver dans tous les Sofitel Jacques Borel
ou chez votre agent de voyage.

حکومت ایران

NOMIQUE

menée par le Brésil sur le marché

La pression sur les torréfacteurs de café. Cette semaine, les rumeurs faisant état d'une dévaluation entre pays producteurs ont eu un vif recul des cours à Londr...

Pour ce faire, il a adopté une série de mesures. D'une part, à la fin de 1976, de l'autre, il a imposé des taxes (passées de 40 à 50 dollars par tonne) sur les exportations de café. D'autre part, il a mené une campagne de promotion du café brésilien dans les pays consommateurs.

Cette politique, qui a permis au Brésil de maintenir ses exportations de café à un niveau élevé, a eu pour conséquence une dévaluation de son monnaie, le réal, par rapport au dollar.

Ce sont ces deux facteurs qui ont donné à penser que le Brésil ne se contentait pas d'être un simple fournisseur de café, mais qu'il cherchait à devenir un grand pays producteur de café.

En réalité, le Brésil n'a pas encore atteint ce stade. Mais sa politique de promotion du café et sa dévaluation du réal ont eu pour effet de renforcer sa position sur le marché du café.

Sur le marché du café, le Brésil est devenu un acteur de premier plan. Ses exportations de café ont augmenté de manière constante depuis plusieurs années.

La dévaluation du réal a également eu pour effet de rendre le café brésilien plus compétitif sur le marché international.

C'est pourquoi, les rumeurs d'une dévaluation entre pays producteurs ont eu un vif recul des cours à Londr...

europcar
645.21.25

AVIS FINANCIERS
DES SOCIÉTÉS

DOCKS DE FRANCE (M)
CHIFFRE D'AFFAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 1976

CONVERTIBLES
SICAV

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 10 JANVIER

Calmé et réservé

La semaine s'est ouverte avec une plus grande sérénité à la Bourse de Paris, où les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes. Les cours ont donc été calmes et réservés.

Toutefois, si le nombre de boises à l'emportée a augmenté, leur ampleur n'a jamais été grande. Dans le compartiment des établissements de crédit, les cours ont été calmes et réservés.

Les valeurs étrangères ont également été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Seul compartiment à attirer l'attention, c'est celui des valeurs industrielles. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Sur le marché des actions, les cours ont été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Sur le marché des obligations, les cours ont été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

LONDRES

Forme

L'encord de Bait sur les balances commerciales a été favorable pour les investisseurs. Les cours ont donc été calmes et réservés.

Les valeurs étrangères ont également été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Seul compartiment à attirer l'attention, c'est celui des valeurs industrielles. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Sur le marché des actions, les cours ont été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Sur le marché des obligations, les cours ont été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

NEW-YORK

Nouvelle avance

Les espoirs de hausse que certains avaient placés sur Wall Street, après la présentation par M. Carter de son programme de relance économique, se sont confirmés. Les cours ont donc été calmes et réservés.

Les valeurs étrangères ont également été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Seul compartiment à attirer l'attention, c'est celui des valeurs industrielles. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Sur le marché des actions, les cours ont été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

Sur le marché des obligations, les cours ont été calmes et réservés. Les investisseurs ont été rassurés par les bénéfices réalisés, qui ont été pour la plupart supérieurs aux attentes.

INDICES QUOTIDIENS

ENSEM. MAR 100 : 101.100

7 janv. 10 janv.

Valeurs françaises : 102.5

Valeurs étrangères : 101.1

Indice général : 65.6

Taux du marché monétaire : 10.14 %

Indice des sociétés : 101.1

Indice des actions : 101.1

Indice des obligations : 101.1

Indice des valeurs étrangères : 101.1

Indice des valeurs industrielles : 101.1

Indice des valeurs financières : 101.1

Indice des valeurs immobilières : 101.1

Indice des valeurs de consommation : 101.1

Indice des valeurs de services : 101.1

Indice des valeurs de santé : 101.1

Indice des valeurs de culture : 101.1

Indice des valeurs de sport : 101.1

Indice des valeurs de loisirs : 101.1

Indice des valeurs de transport : 101.1

Indice des valeurs de communication : 101.1

Indice des valeurs de technologie : 101.1

Indice des valeurs de science : 101.1

Indice des valeurs de médecine : 101.1

Indice des valeurs de droit : 101.1

Indice des valeurs de politique : 101.1

Indice des valeurs de religion : 101.1

Indice des valeurs de philosophie : 101.1

Indice des valeurs de littérature : 101.1

Indice des valeurs de musique : 101.1

Indice des valeurs de peinture : 101.1

Indice des valeurs de sculpture : 101.1

Indice des valeurs de cinéma : 101.1

Indice des valeurs de télévision : 101.1

Indice des valeurs de radio : 101.1

Indice des valeurs de presse : 101.1

Indice des valeurs de sport : 101.1

Indice des valeurs de loisirs : 101.1

Indice des valeurs de transport : 101.1

Indice des valeurs de communication : 101.1

Indice des valeurs de technologie : 101.1

Indice des valeurs de science : 101.1

Indice des valeurs de médecine : 101.1

Indice des valeurs de droit : 101.1

Indice des valeurs de politique : 101.1

Indice des valeurs de religion : 101.1

Indice des valeurs de philosophie : 101.1

Indice des valeurs de littérature : 101.1

Indice des valeurs de musique : 101.1

Indice des valeurs de peinture : 101.1

Indice des valeurs de sculpture : 101.1

Indice des valeurs de cinéma : 101.1

Indice des valeurs de télévision : 101.1

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.	VALEURS	Cours	Précéd.
Alcatel (A)	100	100	Alcatel (B)	100	100	Alcatel (C)	100	100	Alcatel (D)	100	100
Alcatel (E)	100	100	Alcatel (F)	100	100	Alcatel (G)	100	100	Alcatel (H)	100	100
Alcatel (I)	100	100	Alcatel (J)	100	100	Alcatel (K)	100	100	Alcatel (L)	100	100
Alcatel (M)	100	100	Alcatel (N)	100	100	Alcatel (O)	100	100	Alcatel (P)	100	100
Alcatel (Q)	100	100	Alcatel (R)	100	100	Alcatel (S)	100	100	Alcatel (T)	100	100
Alcatel (U)	100	100	Alcatel (V)	100	100	Alcatel (W)	100	100	Alcatel (X)	100	100
Alcatel (Y)	100	100	Alcatel (Z)	100	100	Alcatel (AA)	100	100	Alcatel (AB)	100	100
Alcatel (AC)	100	100	Alcatel (AD)	100	100	Alcatel (AE)	100	100	Alcatel (AF)	100	100
Alcatel (AG)	100	100	Alcatel (AH)	100	100	Alcatel (AI)	100	100	Alcatel (AJ)	100	100
Alcatel (AK)	100	100	Alcatel (AL)	100	100	Alcatel (AM)	100	100	Alcatel (AN)	100	100
Alcatel (AO)	100	100	Alcatel (AP)	100	100	Alcatel (AQ)	100	100	Alcatel (AR)	100	100
Alcatel (AS)	100	100	Alcatel (AT)	100	100	Alcatel (AU)	100	100	Alcatel (AV)	100	100
Alcatel (AW)	100	100	Alcatel (AX)	100	100	Alcatel (AY)	100	100	Alcatel (AZ)	100	100
Alcatel (BA)	100	100	Alcatel (BB)	100	100	Alcatel (BC)	100	100	Alcatel (BD)	100	100
Alcatel (BE)	100	100	Alcatel (BF)	100	100	Alcatel (BG)	100	100	Alcatel (BH)	100	100
Alcatel (BI)	100	100	Alcatel (BJ)	100	100	Alcatel (BK)	100	100	Alcatel (BL)	100	100
Alcatel (BM)	100	100	Alcatel (BN)	100	100	Alcatel (BO)	100	100	Alcatel (BP)	100	100
Alcatel (BQ)	100	100	Alcatel (BR)	100	100	Alcatel (BS)	100	100	Alcatel (BT)	100	100
Alcatel (BU)	100	100	Alcatel (BV)	100	100	Alcatel (BW)	100	100	Alcatel (BX)	100	100
Alcatel (BY)	100	100	Alcatel (BZ)	100	100	Alcatel (CA)	100	100	Alcatel (CB)	100	100
Alcatel (CC)	100	100	Alcatel (CD)	100	100	Alcatel (CE)	100	100	Alcatel (CF)	100	100
Alcatel (CG)	100	100	Alcatel (CH)	100	100	Alcatel (CI)	100	100	Alcatel (CJ)	100	100
Alcatel (CK)	100	100	Alcatel (CL)	100	100	Alcatel (CM)	100	100	Alcatel (CN)	100	100
Alcatel (CO)	100	100	Alcatel (CP)	100	100	Alcatel (CQ)	100	100	Alcatel (CR)	100	100
Alcatel (CS)	100	100	Alcatel (CT)	100	100	Alcatel (CU)	100	100	Alcatel (CV)	100	100
Alcatel (CW)	100	100	Alcatel (CX)	100	100	Alcatel (CY)	100	100	Alcatel (CZ)	100	100
Alcatel (DA)	100	100	Alcatel (DB)	100	100	Alcatel (DC)	100	100	Alcatel (DD)	100	100
Alcatel (DE)	100	100	Alcatel (DF)	100	100	Alcatel (DG)	100	100	Alcatel (DH)	100	100
Alcatel (DI)	100	100	Alcatel (DJ)	100	100	Alcatel (DK)	100	100	Alcatel (DL)	100	100
Alcatel (DM)	100	100	Alcatel (DN)	100	100	Alcatel (DO)	100	100	Alcatel (DP)	100	100
Alcatel (DQ)	100	100	Alcatel (DR)	100	100	Alcatel (DS)	100	100	Alcatel (DT)	100	100
Alcatel (DU)	100	100	Alcatel (DV)	100	100	Alcatel (DW)	100	100	Alcatel (DX)	100	100
Alcatel (DY)	100	100	Alcatel (DZ)	100	100	Alcatel (EA)	100	100	Alcatel (EB)	100	100
Alcatel (EC)	100	100	Alcatel (ED)	100	100	Alcatel (EE)	100	100	Alcatel (EF)	100	100
Alcatel (EG)	100	100	Alcatel (EH)	100	100	Alcatel (EI)	100	100	Alcatel (EJ)	100	100
Alcatel (EK)	100	100	Alcatel (EL)	100	100	Alcatel (EM)	100	100	Alcatel (EN)	100	100
Alcatel (EO)	100	100	Alcatel (EP)	100	100	Alcatel (EQ)	100	100	Alcatel (ER)	100	100
Alcatel (ES)	100	100	Alcatel (ET)	100	100	Alcatel (EU)	100	100	Alcatel (EV)	100	100
Alcatel (EW)	100	100	Alcatel (EX)	100	100	Alcatel (EY)	100	100	Alcatel (EZ)	100	100
Alcatel (FA)	100	100	Alcatel (FB)	100	100	Alcatel (FC)	100	100	Alcatel (FD)	100	100
Alcatel (FE)	100	100	Alcatel (FF)	100	100	Alcatel (FG)	100	100	Alcatel (FH)	100	100
Alcatel (FI)	100	100	Alcatel (FJ)	100	100	Alcatel (FK)	100	100	Alcatel (FL)	100	100
Alcatel (FM)	100	100	Alcatel (FN)	100	100	Alcatel (FO)	100	100	Alcatel (FP)	100	100
Alcatel (FQ)	100	100	Alcatel (FR)	100	100	Alcatel (FS)	100	100	Alcatel (FT)	100	100
Alcatel (FU)	100	100	Alcatel (FV)	100	100	Alcatel (FW)	100	100	Alcatel (FX)	100	100
Alcatel (FY)	100	100	Alcatel (FZ)	100	100	Alcatel (GA)	100	100	Alcatel (GB)	100	100
Alcatel (GC)	100	100	Alcatel (GD)	100	100	Alcatel (GE)	100	100	Alcatel (GF)	100	100
Alcatel (GG)	100	100	Alcatel (GH)	100	100	Alcatel (GI)	100	100	Alcatel (GJ)	100	100
Alcatel (GK)	100	100	Alcatel (GL)	100	100	Alcatel (GM)	100	100	Alcatel (GN)	100	100
Alcatel (GO)	100	100	Alcatel (GP)	100	100	Alcatel (GQ)	100	100	Alcatel (GR)	100	100
Alcatel (GS)	100	100	Alcatel (GT)	100	100	Alcatel (GU)	100	100	Alcatel (GV)	100	100
Alcatel (GW)	100	100	Alcatel (GX)	100	100	Alcatel (GY)	100	100	Alcatel (GZ)	100	100
Alcatel (HA)	100	100	Alcatel (HB)	100	100	Alcatel (HC)	100	100	Alcatel (HD)	100	100
Alcatel (HE)	100	100	Alcatel (HF)	100	100	Alcatel (HG)	100	100	Alcatel (HH)	100	100
Alcatel (HI)	100	100	Alcatel (HJ)	100	100	Alcatel (HK)	100	100	Alcatel (HL)	100	100
Alcatel (HM)	100	100	Alcatel (HN)	100	100	Alcatel (HO)	100	100	Alcatel (HP)	100	100
Alcatel (HQ)	100	100	Alcatel (HR)	100	100	Alcatel (HS)	100	100	Alcatel (HT)	100	100
Alcatel (HU)	100	100	Alcatel (HV)	100	100	Alcatel (HW)	100	100	Alcatel (HX)	100	100
Alcatel (HY)	100	100	Alcatel (HZ)	100	100	Alcatel (IA)	100	100	Alcatel (IB)	100	100
Alcatel (IC)	100	100	Alcatel (ID)	100	100	Alcatel (IE)	100	100	Alcatel (IF)	100	100
Alcatel (IG)	100	100	Alcatel (IH)	100	100	Alcatel (II)	100	100	Alcatel (IJ)	100	100
Alcatel (IK)	100	100	Alcatel (IL)	100	100	Alcatel (IM)	100	100	Alcatel (IN)	100	100
Alcatel (IO)	100	100	Alcatel (IP)	100	100	Alcatel (IQ)	100	100	Alcatel (IR)	100	100
Alcatel (IS)	100	100	Alcatel (IT)	100	100	Alcatel (IU)	100	100	Alcatel (IV)	100	100
Alcatel (IW)	100	100	Alcatel (IX)	100	100	Alcatel (IY)	100	100	Alcatel (IZ)	100	100
Alcatel (JA)	100	100	Alcatel (JB)	100	100	Alcatel (JC)	100	100	Alcatel (JD)	100	100
Alcatel (JE)	100	100	Alcatel (JF)	100	100	Alcatel (JG)	100	100	Alcatel (JH)	100	100
Alcatel (JI)	100	100	Alcatel (JJ)	100	100	Alcatel (JK)	100	100	Alcatel (JL)	100	100
Alcatel (JM)	100	100	Alcatel (JN)	100	100	Alcatel (JO)	100	100	Alcatel (JP)	100	100
Alcatel (JQ)	100	100	Alcatel (JR)	100	100	Alcatel (JS)	100	100	Alcatel (JT)	100	100
Alcatel (JU)	100	100	Alcatel (JV)	100	100	Alcatel (JW)	100	100	Alcatel (JX)	100	100
Alcatel (JY)	100	100	Alcatel (JZ)	100	100	Alcatel (KA)	100	100	Alcatel (KB)	100	100
Alcatel (KC)	100	100	Alcatel (KD)	100	100	Alcatel (KE)	100	100	Alcatel (KF)	100	100
Alcatel (KG)	100	100	Alcatel (KH)	100	100	Alcatel (KI)	100	100	Alcatel (KJ)	100	100

هكذا من الاصل

TRENTIÈME ANNÉE (1977) — N° 1471

SÉLECTION HEBDOMADAIRE

DU JEUDI 6 AU MERCREDI 12 JANVIER

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MERY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
TELEX : JOURMONDE

Le Monde

N° 1471

France, 6,00 \$ c. C. d'Europe, 6,00 \$ c. ;
Espagne, 14 \$ c. ; Arabie, 14 \$ c. ; Afrique, 1,15 \$ c. ;
Indonésie, 2,50 \$ c. ; Israël, 2,75 \$ c. ; Liban, 1,50 \$ c. ;
Mali, 1,50 \$ c. ; Sénégal, 1,50 \$ c. ; Singapour, 1,50 \$ c. ;
Soudan, 1,50 \$ c. ; T.S.G., 0,35 \$ c. ; U.S., 0,35 \$ c.

ABONNEMENT : Six mois 35 \$ c. Un an 60 \$ c.
France 35 \$ c. F 35 F 60
Étranger 48 \$ c. F 48 F 85
(Taxes de port en plus)

CHEQUE POSTAL : N° 4207-23

IL DES MINISTRES
interministériel
alité architecturale

La qualité des constructions nouvelles est un enjeu de premier ordre. Elle est au cœur de la question d'organiser la ville, de maîtriser l'ouvrage. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES
POURRAIENT-ELLES
SAISIR LA COMMISSION
DE LA CONCURRENCE

Le projet de loi sur la concurrence, qui vise à renforcer le rôle de la Commission de la concurrence, a été adopté par le conseil des ministres. Ce projet vise à renforcer le rôle de la Commission de la concurrence, qui vise à renforcer le rôle de la Commission de la concurrence.

MES
ation

La qualité des constructions nouvelles est un enjeu de premier ordre. Elle est au cœur de la question d'organiser la ville, de maîtriser l'ouvrage. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

-Bretagne procède
ordonnée des balances

La Bretagne procède à l'ordonnée des balances. La Bretagne procède à l'ordonnée des balances. La Bretagne procède à l'ordonnée des balances.

REPROBATION
DANS LE MIDI
APRÈS L'ATTENTAT
CONTRE LE FIL
DE M. ALBERT THIBAUD

La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud. La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud.

La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud. La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud.

La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud. La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud.

La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud. La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud.

La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud. La reprobation dans le midi après l'attentat contre le fil de M. Albert Thibaud.

L'ampleur des manifestations en faveur de M. Teng Hsiao-ping semble embarrasser les dirigeants chinois

CRISE A PÉKIN ?
Depuis le 7 janvier, des affiches murales placées à l'entrée même de l'ancienne Cité interdite, et complétées avec passion par les dizaines de milliers de personnes qui fonctionnent en tant que maîtres d'ouvrage. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

De nouvelles affiches, apparues le 10, annoncent qu'il y a eu des incidents lors des manifestations de la place Tian-An-Men. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

De notre correspondant
Pékin. — Les manifestations de la place Tian-An-Men ont pris une tournure de plus en plus grave. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Les attaques contre ces deux personnes se sont multipliées. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

On observe que depuis presque deux semaines, les pouvoirs publics ont une attitude ambiguë. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

La nomination de M. Teng Hsiao-ping à la présidence du Comité central, a été accueillie avec une certaine réserve. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

La nomination de M. Teng Hsiao-ping à la présidence du Comité central, a été accueillie avec une certaine réserve. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

La nomination de M. Teng Hsiao-ping à la présidence du Comité central, a été accueillie avec une certaine réserve. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

La nomination de M. Teng Hsiao-ping à la présidence du Comité central, a été accueillie avec une certaine réserve. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

La nomination de M. Teng Hsiao-ping à la présidence du Comité central, a été accueillie avec une certaine réserve. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

La nomination de M. Teng Hsiao-ping à la présidence du Comité central, a été accueillie avec une certaine réserve. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

La nomination de M. Teng Hsiao-ping à la présidence du Comité central, a été accueillie avec une certaine réserve. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

La mise en liberté de M. Abou Daoud est décidée par la Chambre d'accusation réunie d'urgence

Le responsable palestinien a été conduit à Orly

La chambre d'accusation, réunie d'urgence, a décidé la mise en liberté de M. Abou Daoud. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Cette décision était attendue. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville. Le conseil des ministres, d'autre part, décide la politique de la ville.

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

ÉDUCATION

Les premiers textes d'application de la réforme Haby sont publiés

La réforme Haby entrera en application le 1^{er} septembre 1977. Les cinq premiers décrets, mis en chantier en 1976, sont publiés au « Journal officiel » du 4 janvier, mais ils devront être complétés par plusieurs arrêtés.

Ces textes fixent l'organisation des études dans les écoles maternelles et élémentaires, les

collèges et les lycées, et les comités de parents dans les lycées et déterminent l'organisation administrative et financière des collèges et des lycées.

La réforme Haby dans les cours préparatoires des écoles et les classes de sixième des collèges et de la rentrée 1977. Elle prévoit pro-

gressivement les autres classes. Les programmes du cours préparatoire et de sixième et du cinquième viennent d'être arrêtés par le conseil de l'enseignement général et technique feront l'objet d'arrêtés en circulation (1).

C'est ainsi en septembre prochain que les dispositions matérielles des collèges et des lycées

de l'organisation administrative des établissements secondaires entreront en vigueur : pour la nouvelle organisation financière de l'enseignement, ce sera le 1^{er} janvier 1978.

Dans les lycées, le début du début d'application de la réforme n'a pas encore été fixé.

LA NOUVELLE ORGANISATION DES ÉTUDES

ÉCOLES

Le décret souligne le rôle de l'école maternelle (ou les écoles) dans le développement de la personnalité de l'enfant et dans la formation de son caractère.

Les enfants entrent à l'école élémentaire à l'âge de six ans, mais certains, qui ont atteint cinq ans le 1^{er} septembre 1977, peuvent être admis à l'école à l'âge de cinq ans.

Pour éviter les redoublements, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, les enfants de six ans, à l'exception de ceux qui ont été admis à l'école à l'âge de cinq ans, sont affectés à une classe de cours préparatoire, pendant la première année du cycle élémentaire.

Chaque élève, à l'exception de ceux qui ont été admis à l'école à l'âge de cinq ans, est affecté à une classe de cours préparatoire, pendant la première année du cycle élémentaire.

Comme aujourd'hui, le maître est responsable de l'enseignement de l'école. Mais il est tenu de rendre compte de son travail à la commission départementale.

Un comité de parents est créé dans chaque école. Ce comité est composé de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel de l'école.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

COLLÈGES

Les classes de sixième, cinquième, quatrième et troisième forment le cycle d'observation, et les classes de deuxième, première et terminale forment le cycle d'orientation.

Répartis en deux cycles, les élèves de sixième à troisième sont affectés à une ou plusieurs disciplines lorsqu'ils ont été admis à l'école à l'âge de cinq ans. Pour les autres, les professeurs peuvent organiser des ateliers d'approfondissement. D'autre part, on peut prévoir, à l'exception de ceux qui ont été admis à l'école à l'âge de cinq ans, des aménagements pédagogiques.

L'orientation se fait au cours du cycle d'orientation. Les décisions sont prises par la commission départementale. Les décisions de la commission départementale sont prises par la commission départementale.

Comme aujourd'hui, le maître est responsable de l'enseignement de l'école. Mais il est tenu de rendre compte de son travail à la commission départementale.

Un comité de parents est créé dans chaque école. Ce comité est composé de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel de l'école.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

La préparation au baccalauréat est assurée par les lycées d'enseignement général et technique. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

La préparation au baccalauréat est assurée par les lycées d'enseignement général et technique. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

Comme aujourd'hui, le maître est responsable de l'enseignement de l'école. Mais il est tenu de rendre compte de son travail à la commission départementale.

Un comité de parents est créé dans chaque école. Ce comité est composé de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel de l'école.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

La préparation au baccalauréat est assurée par les lycées d'enseignement général et technique. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

La préparation au baccalauréat est assurée par les lycées d'enseignement général et technique. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

Comme aujourd'hui, le maître est responsable de l'enseignement de l'école. Mais il est tenu de rendre compte de son travail à la commission départementale.

Un comité de parents est créé dans chaque école. Ce comité est composé de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel de l'école.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

La préparation au baccalauréat est assurée par les lycées d'enseignement général et technique. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

La préparation au baccalauréat est assurée par les lycées d'enseignement général et technique. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

Comme aujourd'hui, le maître est responsable de l'enseignement de l'école. Mais il est tenu de rendre compte de son travail à la commission départementale.

Un comité de parents est créé dans chaque école. Ce comité est composé de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel de l'école.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

La préparation au baccalauréat est assurée par les lycées d'enseignement général et technique. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

La préparation au baccalauréat est assurée par les lycées d'enseignement général et technique. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

Comme aujourd'hui, le maître est responsable de l'enseignement de l'école. Mais il est tenu de rendre compte de son travail à la commission départementale.

Un comité de parents est créé dans chaque école. Ce comité est composé de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel de l'école.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

D'ultimes modifications

Le rapport des projets de décrets rédigés après un long processus de concertation, les textes Haby ont subi quelques modifications de dernière heure.

Les décrets relatifs aux lycées ont été modifiés. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

Comme aujourd'hui, le maître est responsable de l'enseignement de l'école. Mais il est tenu de rendre compte de son travail à la commission départementale.

Un comité de parents est créé dans chaque école. Ce comité est composé de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel de l'école.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

Le rapport des projets de décrets rédigés après un long processus de concertation, les textes Haby ont subi quelques modifications de dernière heure.

Les décrets relatifs aux lycées ont été modifiés. Les lycées d'enseignement général et technique sont organisés en sections de première, deuxième, troisième et terminale.

Comme aujourd'hui, le maître est responsable de l'enseignement de l'école. Mais il est tenu de rendre compte de son travail à la commission départementale.

Un comité de parents est créé dans chaque école. Ce comité est composé de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel de l'école.

La fin de la scolarité est déterminée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Les enfants sont inscrits dans un lycée tout court ou dans un lycée d'enseignement professionnel par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale.

L'ÉCHEC DES C.E.S.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a-t-elle été habituée à la réforme Haby ?

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

Voyant faiblir la « foi » des pédagogues, les ministres ont tenté de réformer le système scolaire français.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a-t-elle été habituée à la réforme Haby ?

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a-t-elle été habituée à la réforme Haby ?

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a-t-elle été habituée à la réforme Haby ?

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a-t-elle été habituée à la réforme Haby ?

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

On aurait tort de penser que la réforme Haby est une révolution. Elle est une réforme, et elle est une réforme de l'enseignement.

مركز الأمل

BOURSE DE PARIS

Semaine du 3 au 7 janvier
Une hausse de confiance?

Il aura fallu attendre cinq ans pour que les premiers jours d'une nouvelle année boursière soient aussi brillants qu'en 1977. D'un vendredi à l'autre, d'une année à l'autre, pourrait-on dire, les différents indices ont progressé de 3 % en moyenne. Seule la première semaine de 1972 peut supporter la comparaison. S'agit-il d'une audacieuse anticipation ? L'année qui vient de s'ouvrir sera-t-elle aussi faste que l'a été 1972 ? Cette année-là, les cours avaient progressé de 17 %. Nul ne peut le dire. En revanche, il ne fait aucun doute que l'atmosphère autour de la corbeille a singulièrement changé en quelques semaines.

La première séance de l'année augurait pourtant assez mal des suivantes. Sur le marché à terme, le volume d'affaires en actions touchait même, lundi 3 janvier, son plus bas niveau depuis le 24 décembre 1974. Certes, les opérations d'habillage de bilan (window-dressing) terminées, il se produisit toujours un certain flottement des initiatives au moment de s'engager dans un nouvel exercice boursier, mais certains ont bien cru qu'un nouveau climat de méfiance s'installait au palais Brongniart. En fait, les séances suivantes ont témoigné amplement, il ne s'agissait que de prudence. Prudence à la veille du discours télévisé du premier ministre, prudence devant la mise en application de la seconde phase du plan qui porte son nom. Au lendemain de l'allocation, beaucoup des craintes exprimées sur cet aspect s'estompèrent. Le ton énergique employé par M. Raymond Barre a incontestablement séduit les milieux financiers. Sans doute le premier ministre en fut-il conscient, puisqu'il, deux jours plus tard, devant quatre cents chefs d'entreprise réunis par notre confrère "l'Expansion", il accentuait encore la fermeté de ses propos. Certes, le fond du discours a été diversement apprécié par la "corbeille".

Il n'en reste pas moins que la Bourse, par nature, est toujours sensible aux appels à l'ordre, surtout lorsqu'il s'agit d'ordre économique. Les opérateurs ont donc pris acte et affiché leur satisfaction, en procédant à des achats parfois importants. Il y a bien eu des ventes bénéficiaires, mais elles ont toutes été absorbées par le marché, grâce, il est vrai, à l'aide de quelques organismes de placement collectif. Ces derniers, comme beaucoup d'autres, n'ont pas manqué de prendre en considération la bonne tenue du franc, la baisse du taux de l'argent au jour le jour, et même la faiblesse de Wall Street, qui pourrait inciter quelques capitaux à traverser l'Atlantique vers Paris.

Il n'en a pas été de même sur le marché de l'or, où le volume des transactions quotidiennes est tombé à son plus bas niveau depuis au moins cinq ans. Certes, la reprise de la Bourse et la bonne tenue du franc n'incitent pas les épargnants à se ruiner sur le métal. On ne peut, néanmoins, s'empêcher de penser que l'entrée en vigueur de la taxe de 4 % sur toutes les ventes de métal jaune, y compris les pièces, a calmé les ardeurs d'un certain nombre d'opérateurs. Des spécialistes affirment qu'en prévision de cette taxe, il avait été procédé à des ventes par anticipation. D'autres avancent, avec perfidie, qu'une bonne part de ces ventes s'effectuait... ailleurs, par des canaux non officiels.

Le mystère demeure. En tout cas, le lingot a gagné en cinq séances 470 F à 21 700 F et le napoléon 540 F à 236 90 F.

PATRICE CLAUDE.

Un peu de nervosité

En ce début d'année une certaine nervosité s'est manifestée sur les marchés des changes, surtout à la veille du week-end, où les opérateurs ont pu constater, à l'approche de la clôture, des fluctuations du DOLLAR dont le comportement a été le fait marquant.

Dès le début de la semaine, la monnaie américaine se mettait à fléchir, faiblissant surtout vis-à-vis des monnaies fortes. Le 4 janvier, elle touchait, par rapport au DEUTSCHEMARK, son cours le plus bas depuis juin 1975, tombant en dessous de 2,34 DM.

A Paris, son cours revenait à 4,95 FRANCS, retrouvant ainsi son niveau du mois de septembre dernier.

Pour expliquer cette baisse rapide et un peu surprenante après les ajustements de fin d'année, les opérateurs avancent deux motifs : la faiblesse des taux d'intérêt outre-Atlantique, la dégradation de la balance commerciale américaine et la politique de la monnaie de la CEE.

On signale, en outre, de nombreuses ventes de dollars d'origine commerciale — ce qui, paraît-il, est mauvais signe — les Soviétiques et les Arabes se mettant également de la partie.

Une telle baisse ne faisait pas l'affaire des Allemands et des Suisses, soucieux de ne pas voir leur monnaie se dévaluer encore un peu plus, et les banques centrales de ces deux pays intervinrent assez vivement pour contrecarrer le processus. En conséquence, le 5 janvier le DOLLAR amorça une reprise qui allait se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine, où il retrouvait, n'exagérant que peu d'effet, tant elle avait été anticipée.

Le comportement du FRANC a été assez satisfaisant cette semaine. Notre monnaie a commencé par se raffermir très sensiblement vis-à-vis du DOLLAR, et même du DEUTSCHEMARK, qui, le 6, retombait en dessous de 2,10 F. Ce raffermissement permettait à la Banque de France de faire baisser le taux de l'argent à court terme (voir ci-dessous). Puis le FRANC faiblissait un peu jeudi, la rapidité de sa remontée par rapport au DOLLAR inspirant quelques doutes à certains opérateurs étrangers qui ne sont pas encore convaincus de la solidité d'une telle remontée. Vendredi, il rétablissait ses positions en regard des monnaies fortes, notamment du DEUTSCHEMARK.

Sur le marché de l'or, après une hausse initiale qui porta le cours de l'once à 138 dollars, l'annonce officielle de la restitution par le Fonds monétaire international de métal à ceux des pays membres qui le désiraient a provoqué un fléchissement aux alentours de 133 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Un vainqueur inattendu au Grand Prix d'Argentine

PREMIÈRE SORTIE, PREMIÈRE VICTOIRE POUR LA WOLF DE JODY SCHECKTER

Surprise, s'est avec une toute nouvelle voiture, la Wolf, qui effectuait ses débuts en compétition, que le Sud-Africain Jody Scheckter a gagné, le 9 janvier, à Buenos Aires, le premier Grand Prix de la saison comptant pour le Championnat du monde des conducteurs. Si Scheckter compte parmi les meilleurs pilotes du

monde — il a gagné plusieurs Grands Prix avec Tyrrell, son précédent constructeur, — en revanche, le potentiel actuel de la Wolf ne permettait pas d'envisager une issue aussi heureuse dans le Grand Prix d'Argentine.

Le sport automobile est ainsi fait de péripéties, mais il est quand même assez rare que le vainqueur d'un Grand Prix n'entre pas dans le petit nombre de pilotes qui disposent du matériel le plus éprouvé. Le Grand Prix d'Argentine restera donc celui des abandons — Hunt, Lauda, Watson, Depailler, Peterson, Lauda, etc. — et il serait tout à fait prématuré dans l'état de sa mise au point de compter, en fonction de ce seul résultat, la Wolf-Ford parmi les lot le plus relevé des monoplace de formule 1. A tout le moins, une confirmation s'impose.

La personnalité et les motivations du constructeur de la vol-

ture victorieuse, le Canadien Walter Wolf, gagnent quand même en intérêt après ce succès heureux. Emigré d'Autriche dans les années 60, Walter Wolf a fait sa fortune dans l'exploitation des plates-formes de forage souterrain peu après avoir obtenu la nationalité canadienne. La Wolf de formule 1, qui porte la feuille d'érable sur ses flancs, est donc la première monoplace canadienne. C'est, semble-t-il, d'abord sur un coup de tête et ensuite dans le dessein plus raisonnable de mieux démontrer sa capacité technique par ce biais promotionnel que Walter Wolf décida de s'intéresser au sport automobile. Son action se fit en deux temps. Il commença par apporter son appui financier à l'écurie Frank Williams, puis décida d'apparaître personnellement en construisant sa propre voiture.

Le milliardaire Wolf engagea les meilleurs ingénieurs et techniciens libres sur le marché et réussit aussi à s'assurer les services du pilote sud-africain Jody Scheckter qui, depuis un certain temps, quittait Ken Tyrrell, essentiellement pour gagner plus d'argent. On a dit que le transfert de Scheckter a coûté 1 million de francs, somme à laquelle il convient d'ajouter le montant du contrat pour 1977, moins égal au coût du transfert. Il restait à hâter la mise au point de la nouvelle Wolf, qui fut faite au Castellet (Var), et, privé sans précédent, à Fiorano, sur la piste d'essais privée de Ferrari.

Telle qu'elle était avant le Grand Prix d'Argentine, la Wolf, qui est équipée du classique moteur Ford Cosworth, et dont la construction est extrêmement soignée, mais tout à fait conventionnelle, n'apparaissait pas dangereuse pour ce qui, achevé, se fait de mieux — Ferrari, Mac Laren, Tyrrell, Brabham, en formule 1. Il reste que Walter Wolf a les moyens et l'intention de faire progresser techniquement sa voiture et que ce premier résultat ne peut que l'y encourager. L'équipe Wolf a tout ce qu'il faut pour réussir sans l'intervention de la chance.

FRANÇOIS JANIN.

LES RÉSULTATS

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Vendredi 9 janvier)

Marseille et Nantes.....	1-1
Paris-S-G. et Nice.....	2-0
Lyon et Nancy.....	2-1
Bastia et Lens.....	2-2
Metz et Saint-Etienne.....	0-0
Sochaux et Laval.....	1-1
Rennes et Reims.....	2-2
Angers et Valenciennes.....	2-1
Troyes et Bordeaux.....	2-1
Amiens et Orléans.....	2-2

Classé 1. Nantes, Bastia, Lyon, Metz, Paris-S-G., Nice et Reims, 23 points. 2. Sochaux, 20 points. 3. Angers, 18 points. 4. Saint-Etienne, 17 points. 5. Amiens, 16 points. 6. Troyes, 15 points. 7. Orléans, 14 points. 8. Valenciennes, 13 points. 9. Rennes, 12 points. 10. Laval, 11 points.

Ski

GARMISCH-PARTENKIRCHEN (Vendredi 9 janvier)

1. Klammer (Autr.), 2 min. 23 sec. 2. Winkler (Autr.), 2 min. 31 sec. 3. Wenzel (Autr.), 2 min. 32 sec. 4. Ruedi (Suisse), 2 min. 34 sec. 5. Walch (Autr.), 2 min. 35 sec. 6. Anzures (Mex.), 2 min. 36 sec. 7. B. G. (Fr.), 2 min. 37 sec. 8. J. (Fr.), 2 min. 38 sec. 9. P. (Fr.), 2 min. 39 sec. 10. M. (Fr.), 2 min. 40 sec.
--

TENNIS

ROSCOE TANNER CHAMPION D'Australie

Un Américain champion d'Australie : le fait ne s'était pas vu sur l'herbe du Kooyung de Melbourne depuis la victoire de Jimmy Connors en 1974, et c'est son camarade d'enfance, le gaucher Roscoe Tanner, vingt-cinq ans, de Chattanooga (Tennessee), qui a réalisé cette performance aux dépens d'un autre gaucher, l'Argentin Guillermo Vilas, qui a battu en trois sets (6-3, 6-3, 6-3). Obtenant tel un magnum au stand de tir des rafales d'aces, qui faisaient des trous dans le gazon, Tanner pratiquait l'offensive à outrance et le jeu de volée qui lui avait permis d'être deux fois demi-finaliste de Wimbledon, réussissant l'exploit d'éliminer Connors au dernier tournoi de 1976.

Quand les services presse, pour sa part, ont fait la bonne formule pour ce match assez fruste qui, avec son nez en l'air, et sa tête blonde de Sudiste aux yeux presque bleus, pouvait figurer dans le livre du rabec.

En l'air, Vilas était l'ombre de celui qui lui avait livré une bataille serrée à Wimbledon en 1975 et qui avait gagné en ces lieux mêmes le Tournoi des maîtres 11 y a deux ans. Vilas confirme ainsi sa faiblesse secrète qui est celle de baisser les bras dans les parties importantes des grands championnats (voir sa finale de Roland-Garros contre Borg en 1975), accusant sans doute aussi — à vingt-cinq ans — l'épuisement physique et moral de tournois professionnels disputés à la chaîne. En dernière, Tanner avait éliminé Rosalva (6-4, 3-6, 6-4, 6-7), toujours sur la brèche à quarante-deux ans et vainqueur lui-même de Mark Edmondson, tenant du titre, tandis que Vilas l'emportait sur John Alexander (6-4, 6-3, 6-4).

La finale du simple dames est revenue à l'Australienne Kerry Reid (ex-Melville), qui a battu sa compatriote Diane Fromholtz par 7-5, 6-2.

OLIVIER MERLIN.

La musique contemporaine

Les années 1970 ont été marquées par une musique contemporaine qui a cherché à rompre avec les conventions de la musique classique. Cette musique a été caractérisée par une recherche de nouvelles formes, une exploration de nouveaux sons, et une volonté de briser les frontières entre la musique et la poésie, le théâtre, le cinéma.

Symbolique de cette recherche, on peut citer le travail de John Cage, qui a exploré les possibilités du hasard dans la composition musicale. Son œuvre, basée sur le hasard, a ouvert de nouvelles perspectives à la musique contemporaine.

Une autre figure majeure de la musique contemporaine est celle de Pierre Boulez. Son œuvre, marquée par une rigueur mathématique et une exploration des limites de la notation musicale, a profondément influencé la musique du XXe siècle.

Enfin, il faut mentionner le travail de György Ligeti, qui a exploré les possibilités de la musique électronique et de la musique pour orchestre. Son œuvre, marquée par une complexité structurelle et une exploration de nouveaux sons, a également contribué à l'évolution de la musique contemporaine.

Un public limité, mais passionné, accompagne ces créations. La musique contemporaine reste une musique d'avant-garde, qui cherche à repousser les limites de l'art musical.

Entrée gratuite

On aura sans doute remarqué que les programmes de la semaine dernière ont été très riches. Cela est dû à l'entrée gratuite de nombreux visiteurs. Cette initiative a permis de faire découvrir à un plus grand nombre de personnes les œuvres de la collection.

Les programmes de la semaine à venir seront tout aussi intéressants. Nous vous recommandons de ne pas manquer ces œuvres exceptionnelles.

Enfin, nous tenons à remercier tous les visiteurs pour leur accueil et leur intérêt. Nous espérons que vous aurez apprécié ces œuvres et que vous reviendrez prochainement.

Le service d'information professions de "Le Monde" vous propose un nouveau service : dresser chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

☐ Direction générale, fonctions multiples.
☐ Marketing relations publiques, publicité.
☐ Informatique.
☐ Production, entretien.
☐ Ingénierie.
☐ Etudes organisation et recherche.

☐ Direction financière et administrative.
☐ Comptabilité.
☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
☐ Direction commerciale, vente.
☐ Ingénierie commerciale et technico-commercial.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenues :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.08, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre de "Le Monde" ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris) ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

La musique contemporaine en Grèce

Les Athéniens ne font pas grand cas des petites oranges sauvages qui pendent méconquies aux arbres de leurs squares. Ils passent à côté sans les voir et font leurs achats pour les fêtes : dans les vitrines, les mêmes jouets qui partent ailleurs, les mêmes gâteaux qui partent, eux aussi, du Marché commun.

Seuls les pâtisseries dressent des pyramides de biscuits aux amandes, perdus sous le sucre-glace, d'un mélange seulement en cette période de l'année. Après les oranges amères, c'est à peine qu'il faut goûter en décembre, avec une tasse de café turc : une fois assis à une table, on a tout loisir d'écouter quelques airs à la mode.

Nouvelle immersion musicale après la version grecque des *Enfants du Pirée* entendue dans le taxi entre Bob Dylan et Nicoletta, premier contact avec l'ambiguïté d'un pays au confluent de deux civilisations : cent cinquante ans d'indépendance n'ont pas effacé l'empreinte islamique laissée par trois siècles et demi d'occupation turque ; cela s'entend dans les chansons — du moins celles qui ne sont pas d'importation — avec leurs inflexions, les ornements, surtout l'alternance de certains degrés de la gamme caractéristique des musiques d'Orient.

On enseigne d'ailleurs la tradition vocale byzantine au Conservatoire d'Athènes, mais ce n'est qu'assez récemment que la troisième programme de la radio nationale (l'équivalent de France-Musique) a fait figurer les musiques extra-européennes aux côtés de ce que l'on pourrait appeler — de l'ouest des Près à Stockholm — le répertoire traditionnel de l'Occident.

Un public limité

« Dites que Debussy est un compositeur grec ! Cela ne s'explique pas, nous le constatons... ». On a parlé l'impression que la Grèce répugne à s'identifier à son passé : pour Noël, l'Opéra présente *L'anneau de la mère* (1917), de Kalomiris, un ouvrage attachant et curieux, nourri de rythmes et de tournures populaires, à mi-chemin entre Puccini et l'école russe, sur un livret symbolique emprunté au folklore ; mais ce n'est qu'une reprise, dans une production déjà ancienne : il n'y a pour cela qu'un public limité... Algoletto ou Boris Godounov attirent davantage, et si l'Orchestre national ou celui de la radio (qui fait appel dans une large mesure, aux mêmes instrumentistes, employés également par l'Opéra...) font la part plus belle aux compositeurs grecs, c'est que le répertoire est plus vaste, mais c'est aussi un choix, car la demande n'existe guère : les concerts symphoniques, faibles sans doute d'un enseignement musical régulier dans les écoles, semblent surtout suivis par des habitués de longue date, quelques amateurs peu exigeants que curieux, plus attachés au rituel qu'à son contenu puisque jusqu'à l'an dernier l'Orchestre national, qui souffre d'un manque d'éléments — solides — ne s'accordait que neuf heures de répétition par programme... Implantées dans une quinzaine de villes — il n'y a, pour toute la Grèce, qu'un Opéra et seulement quelques ensembles symphoniques — les jeunes musiques, qui, avec des moyens encore trop limités, vont commencer dès la rentrée prochaine

Entrée gratuite

On aurait aimé également qu'à la gratuité de l'entrée — qui, comme on sait, ne suffit pas à ouvrir une manifestation à un nouveau public, mais aboutit à mélanger des gens parfaitement avertis et d'autres qui ne le sont pas du tout, accentuant parfois le divorce — corresponde une attitude pédagogique spécifique : quant aux concerts, on les trouve « posés », prisonniers d'un enchaînement d'opéra, d'opéra, de récitals et d'opérettes lyriques semblent se donner dans des chémas et un programme, enfin, moins bien équilibré que par le passé, orienté vers les premières auditions au lieu de proposer, comme c'était le cas auparavant, un panorama exhaustif, hors du critère éphémère de l'actualité.

GÉRARD CONDE.
(Mercredi 5 janvier)

A propos de « L'Esprit de la ruche »

LES COMBATS D'UN PRODUCTEUR ESPAGNOL

SEPTEMBRE 1974... Franco n'était pas encore vraiment malade. A Madrid comme à Barcelone, le domaine avait été tragique : cinq militants de l'ETA venant d'être exécutés. Et là, poser des questions sur le cinéma avait alors quelque chose d'un peu dérisoire, d'indiscipliné presque. Pourtant, justement, des professionnels expliquaient l'histoire, les modalités de la censure, ses conséquences sur la vie intellectuelle et artistique en Espagne.

Des cinéastes défendaient, tour à tour, avec plus ou moins de violence, cette impossibilité d'appeler les choses par leur nom, la stérilisation imposée au nom de l'intérêt national... Pour eux tous, dire « la crise du cinéma espagnol », c'était se révolter contre un lieu commun, abstrait et commode. Il fallait dire « le cinéma espagnol n'existe pas ». Victor Erice ajoutait : « Le cinéma ne peut pas ne pas être contaminé par la négation non seulement la vie sociale, mais aussi l'intérieur, même de la personne, ses pensées, ses émotions, jusqu'à ses rêves ».

Sur les écrans de Madrid, on passait *Furtivos* de José-Luis Borja, *Pam Pam Fuego* de Pedro Olea, derniers succès du Festival de Saint-Sébastien, et puis des films étranges plus ou moins honnêtement doublés, quelques films scrupuleusement pornographiques, au nom de l'ouverture.

Elias Querejeta, producteur indépendant, avait boycotté le Festival de Saint-Sébastien. Il n'avait guère envie de parler beaucoup : lui, basque, était inquiet. « Le sous-développement, l'expressif ne peut être qu'un changement fondamental des structures qui contiennent la censure », disait-il. Las, il ajoutait : « Il faut nier tout cela, lutter contre toute forme de subordination ». Il ne voulait pas dire plus. Il avait invité Carlos Saura, Jaime Chavarrí, ses amis. Pour parler Saura mettait la dernière main au montage de *Cria Cuervos*, déjà il écrivait les premiers projets pour son prochain film *Elise*, sa vie. Jaime Chavarrí, entré dans l'équipe de Querejeta en 1968 comme décorateur, évoquait sa récente expérience du cinéma vérité, le portrait d'une famille franquiste. « Pour comprendre notre travail, il faut voir deux films », avait déclaré alors Elias Querejeta. C'étaient *La Chasse*, de Carlos Saura, et *L'Esprit de la ruche*, de Victor Erice.

Pour Carlos Saura, *La Chasse*, le premier film fait avec Elias Querejeta, voilà douze ans, a été un tournant : « Depuis ce moment, j'ai travaillé uniquement sur des choses que je connaissais. Les films que j'ai tournés à partir de la Chasse sont beaucoup plus mûrs que les précédents ». Ce film de violence, de cruauté, est aussi totalement onirique, il commence par des voix entendues à la radio. Ce contrepoint entre le rêve et la réalité, cette utilisation des objets devenus signes, pour définir les gens qui les utilisent, on les retrouve, distincts, autres, mais bien là, dans *L'Esprit de la ruche* réalisé il y a déjà quatre ans, par Victor Erice, alors jeune critique de la revue *Nuestro Cine*.

La musique du film *Cria Cuervos*, primé à Cannes, est encore chantonnée par d'incompréhensibles Français. Alors Elias Querejeta vient de trouver, en France, un distributeur pour *L'Esprit de la ruche*. Puisque la petite Ana Torrent est là... plus pure encore... celle d'avant, celle que Saura avait vue dans le film d'un réalisateur plus jeune que lui, inconnu à l'étranger, Elias Querejeta était à Paris récemment (le jour du référendum en Espagne) Plus loquace, plus optimiste. Du temps avait passé. Bavarde, presque : « La production est une spéculation économique, en Espagne plus qu'ailleurs, encore si deux films américains importants sont présentés sur le marché du cinéma espagnol... c'est bien parce qu'il existe dans notre pays une fréquentation du public : cent films par an sont produits chez nous. Mais le niveau technique du cinéma espagnol est bas, très bas, effilant ».

Face à la désolation, j'ai toujours voulu mettre au point une plate-forme de production strictement indépendante, où l'économique et le commercial soient le plus possible, dépassés — ils ne peuvent disparaître. Il y a eu depuis dix ans une évolution, malgré les crises politiques. On y voit plus clair maintenant. On se rapproche du spontané, de la liberté d'expression. La cinéaste peut permettre de réhabilitier une culture détruite par la guerre civile. Il n'est pas seulement un véhicule politique, mais le moyen d'un témoignage, au sens général : le témoignage d'une génération. La cinéaste peut conduire chez nous à une nouvelle forme de réflexion. Afin de proposer un travail différent, j'ai cherché depuis longtemps à constituer une équipe, une sorte de base pour une autre production, cohérente. Si la suite en France, c'est que l'Allemagne, surtout de Cria Cuervos, a eu de la reconnaissance des festivals, présenter un jugement du public étranger un ensemble logique composé de films différents. Nous avons travaillé avec des réalisateurs comme Ricardo Franco, Emilio Martínez Lázaro, Jaime Chavarrí, Victor Erice. J'ai vu, ce été, la tournée de leurs derniers films : ceux-ci pourraient constituer une sorte d'unité « espagnole », prouver qu'il n'y a pas une manière unique de faire du cinéma. A côté de l'œuvre de Carlos Saura déjà reconnue ici, il serait bien qu'ils soient présentés au public français, à la critique aussi. Il serait bien qu'ils soient regardés comme un tout. « Pasa », c'est-à-dire « passe », de Ricardo Franco, est « un film trop violent pour la France », bon pour l'Amérique du Sud, a-t-on dit dans les festivals. Pourquoi ? Un film est un être vivant, il faut lui trouver les moyens d'être compris, c'est-à-dire comparé ».

Propos recueillis par MATHILDE LA BARDONNIE.
(Jeudi 6 janvier.)

CULTURE

La vie du langage

BLOC-NOTES 1976-1977

LE titre de *Foi et Langage*, nouvelle revue trimestrielle, dit son projet : étudier le langage de la foi du point de vue du croyant. Foi chrétienne d'abord, mais les promoteurs de la revue souhaitent qu'elle devienne bientôt ecuménique. Si la foi est d'abord communication, de Dieu aux hommes, des hommes aux hommes, comment le moyen essentiel de cette communication, le verbe, ne ferait-il pas l'objet d'une étude privilégiée ?

Excellent sommaire du premier numéro. En particulier, une étude de notre confrère (en journalisme) René Laugier, sur la traduction en français, sous le titre les *Quatre Annonces*, des quatre évangiles traditionnels par André Chénoual (chez Desclée de Brouwer, Paris, 1976).

Une autre, de M. l'abbé J. Gniti (par ailleurs professeur à l'Ecole des hautes études), soumet le récit des pélerins d'Emmaüs (dans Luc, 24) aux techniques d'analyse structurale, avec des remarquables résultats.

A Guillaume, qui a eu l'idée de *Foi et Langage* et l'a réalisée, paraît penser qu'il s'agit d'une « aventure ». La publication, croyant et intelligente, pourquoi ne réussira-t-elle pas ? (*Foi et Langage*, 4, boulevard de la Bastille, 75012 Paris, abonnement annuel 40 F, C.C.P. 10.500 19 F Paris).

Précisons, après l'éditeur, que les bénéfices éventuels de la revue « serviront à aider la publication d'ouvrages voués d'une manière générale, à l'expression de la croyance ».

Est-il chimérique de souhaiter pour 1977 une amélioration, si modeste soit-elle, dans la rédaction des placards de publicité de la grande presse ? Deux (mauvais) exemples, pour clore 1976, laire un peu honte à l'estimable corporation des rédacteurs en publicité et les inciter à davantage d'attention.

Le premier, pour un système de protection des livres contre le vol, récemment dans un grand hebdomadaire : « Combien d'ouvrages vous quittez-ils chaque année sans laisser d'adresse ? »

Comme n'aurait pas écrit Victor Hugo : combien (d'ouvrages) ont-ils disparu, dure et triste fortune... En principe, il n'y a pas à reprendre par un pronom personnel (il) le sujet d'une interrogation (ou d'une exclamation) introduite par « combien ».

En principe. Mais, encore que cette négligence nous paraît étrange, on le trouve sous des plumes de haut vol. Voyez, pour cela l'indéfectible, l'irréprochable « Bon Usage » de M. Greville, dixième édition, p. 147-148 : de Vaugelas à W d'Ormesson, dix académiciens ont commis la reprise du pronom. Alors ? Comment condamner un publiciste (publicitaire) s'il a, finalement, pour une faute qu'il fait avec ses Maîtres, sacrifié Daniel-Rops et d'autres ?

Les exemples suivants, deux, tirés d'une publicité pour une voiture que nous appellerons X... « Ma X, elle n'empêche pas trop le budget du ménage. Grâce à son habitier arrière (elle) est pratique pour faire mes courses ».

L'achat d'un dictionnaire de français (il s'agit d'une voiture importée) est-il un tel usage des moyens de la firme ou de l'agence du publicitaire ? Ou l'utilisation de ce dictionnaire trop contraignante ?

Tant qu'à jeter des pierres, en voici une (entre autres) dans notre jardin Citons « En l'absence d'une vigoureuse relance, la C.E.E. elle-même prévoit pour l'année un stationnement de la production de viande bovine » (*Le Monde*, daté 1^{er} décembre 1976).

Il s'agit d'une traduction de la *Stampa* italienne. Mais tout de même... Et même si la différence n'est pas évidente entre parler du bétail et parler des automobiles...

serviteur que nous retrouvons (personnellement) dans la longue traversée du désert.

Il n'est pas synonyme (il n'y en a pas), ni de réconforter, ni de renforcer, ni d'encourager, ni de consolider, etc. La langue juridique en a toujours fait un large usage. Quant à lui reprocher d'être un anglicisme, veuille et je pense valoir querelle, touchant un mot qu'on lit déjà dans la *Chanson de Roland*.

Autre invite cette fois à nous corriger nous-mêmes, d'un lecteur de Bayonne. Objet du litige la nouvelle rubrique « L'agenda du Monde », ouverte dans le numéro du 25 novembre (p. 55). Il s'agit de petites annonces d'achats ou de ventes, de cours, de toisés.

Or, argumente notre lecteur le mot agenda signifie « petit (ou gros) carnet, calepin, sur lequel on note ce que l'on doit faire ». Et ce, conformément à l'étymologie latine de « agenda » choses qui doivent être faites. Les petites annonces diverses en question ne répondent pas à cette définition.

Soyons de mauvaises foi : oui et non. Pour le lecteur intéressé par l'achat (ou la vente) d'une harpe ayant appartenu à Marie-Antoinette ou d'une chaise siamoise, cet achat ou cette vente sont bien des « agenda » : des actes à réaliser.

Quant à l'argument étymologique, il ne réside guère à l'examen. Rapportée à l'étymologie des noms, une phrase comme : « L'attaché de cabinet du ministre a reçu du chef de bureau un abondant courrier relatif à la grève en cours », n'a aucun sens.

Le bureau n'est plus, depuis longtemps, un tissu de bure, ni le cabinet un petit meuble de rangement de grève serait un casier de petites cailloux. Que la notion d'agenda s'étende à celle de « propositions d'actes » n'est nullement dérangeant.

Dans la foule de la loi sur le bon emploi du français, dite loi Bas-Lauriol, et qui entre pleinement en application le 1^{er} janvier, 1975 a vu naître deux initiatives intéressantes.

L'une, publique, est la campagne pour « L'Orne en français » ouverte le 30 avril par une

...et la mobilisation

L'autre initiative est la constitution le 16 novembre, à la salle Colbert de l'Assemblée nationale, d'une Association générale des usagers de la langue française, AGULF (47, rue de Lille, 75007 Paris).

Les promoteurs de l'AGULF constatent que 55 millions de Français sont en France les consommateurs (ou mieux : les usagers) d'un produit : la langue. Directement ou indirectement, ils paient le français qu'ils lisent dans la presse, entendent à la radio et à la télévision, ou qui leur est proposé (ou pas) imposé par les textes administratifs, la publicité, le commerce, etc.

Il leur appartient donc de veiller activement à la bonne qualité du produit offert : ce que l'AGULF s'efforce de faire en leur nom.

Entre les mobilisations publiques et les rassemblements officiels, les troupes se mettent donc en place (le vocabulaire militaire est ici de tradition) pour faire de 1977 une grande année de la défense du français contre (le site au hasard) la pollution, le relâchement, l'inflation, la corruption, la déflation, la dégradation et la cancérisation de notre langue.

Veste programme, mais pour quoi ? A deux conditions du moins. Que personne, citoyen ou homme public, ne s' imagine représenter la langue et ses intérêts. Et que, avant de porter l'annuaire tel ou tel, on veuille bien s'interroger sérieusement sur la réalité de cette « dégradation » et les moyens d'y parer.

JACQUES CELLARD.
(Lundi 3 janvier.)

LES MOTS CROISES

PROBLEME N° 1592 (épilé) : Elément d'une portée.

XX. Point lever le pied.

VERTICALEMENT

1. Sprova la dureté des rochers scylliens : Poids lourd. 2. Fut battue par la Grande Armée au cours de la retraite de Russie : Pronom. 3. Quelque chose de triste : C'est sa maladresse qui l'entretient. 4. Penible affection : Névrose. 5. Circulent parmi les passants : Chef d'élite. 6. Chasse des miasmes : On s'y intéresse plus à la lettre qu'à l'esprit. 7. Forment un arsenal : Comment l'apprécier si on n'a pas le temps ? 8. Sous son règne, bien des records de vitesse ont été battus : Ce que d'aucuns se refusent à envisager. 9. Bien sous tous les rapports.

HORIZONTALEMENT

1. Fille de plus ou moins bonne qualité : Quotient. 2. Son absence présumée est la raison de bien des défaillances. 3. Préfixe. En soit. Point biblique. 4. Pépinière de candidats ministres. 5. Armes blanches. 6. VI. Il en fait du foie en travaillant ! Abréviation. 7. VII. Demi-mesure : Font totalement défaut dans une pureté VIII. Ce peut être une belle pièce. En Suisse. IX. Se combattent à la lance. X. Niche pour thermomètre.

Solution du problème n° 1591

HORIZONTALEMENT

I. Tonte (cf « forces »). II. Rouille. III. Alche. IV. Alsace. V. Idé. Gènes. VI. Té. Veritas. VII. Allée. VIII. Pissés. IX. Lésé. Te. X. Témoins. XI. Thésée.

VERTICALEMENT

1. Trial. Plat. 2. Océ. Idéale. 3. Nure. Liste. 4. Pi. Vices. 5. Blanches. Me. 6. L'écume. OE. 7. Récentes. 8. Eu. TNT. 9. Réussites.

« Second sous-sol », de Michel Butor

L'INVASION des librairies par les pseudo-livres de veillées ou de politiciens n'est pas innocente. La gâchisation culturelle qu'elle traduit entraîne l'écrasement commercial de la vraie littérature, prôlée à sa mesure pour non-remplissable. Beaucoup de nos écrivains authentiques ne doivent déjà plus de trouver éditeur qu'à leur rayonnement international ; en attendant que, ce prestige, on s'assoie dessus.

Ainsi l'œuvre de Michel Butor est-elle plus suivie à l'étranger que chez nous, où, malgré son renom et sa relative visibilité, elle reste confidentielle. Le simple plaisir bien compris du public voudrait pourtant que son audience dépasse les cercles universitaires. Avec vingt-sept titres à cinquante ans, le cadet du nouveau roman est celui qui a le mieux surmonté ce que la contestation du récit traditionnel pouvait avoir de stérilisation et de suicidaire.

S'il ne s'est pas enfoncé dans des fictions expérimentales — *Passage de Milan* (1954), *L'Emploi du temps* (1956), la *Modification* (prix Médias 1957), *Agnes* (1960) — et s'il a développé au sens sa recherche d'une écriture « en mouvement », c'est grâce à son exceptionnelle curiosité pour le monde — *Venezie dans Description de San Marco*, l'Amérique dans *810 000 litres d'eau par seconde*, l'Allemagne dans *Portrait d'un artiste en jeune singe*, — pour la littérature — *Répertoire I à IV* — et pour la peinture — *Illustrations I à IV*.

Ces trois passions donnent sa singularité à l'interposition que Butor a entreprise en 1976 — *Matière de rêves* — et qu'il continue aujourd'hui avec *Second sous-sol*.

De tout temps, l'inconscient individuel et collectif a servi de matière première à l'écriture. Jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, l'imagination romanesque y a puisé sans trop s'en apercevoir. Après Freud et la sublimation à tout va de Proust et de Joyce, les surréalistes ont tenté de capter le matériau littéraire à sa source, par le récit des rêves et l'écriture automatique.

La tentative de Butor prolonge celle de Breton et de ses amis. A part sa haine pour Paris et son envie d'y mettre le feu, le narrateur de *Second sous-sol* n'énonce aucune pensée ni pulsion en clair. Des tréfonds indicibles aux opérations intellectuelles les plus dominées, son être ne se livre qu'à travers des associations de type onirique ou psychanalytique : abolition des liens logiques propres à l'état de veille, rencontres saugrenues de reminiscences et

d'images, répétitions de séquences imperceptiblement déformées, tohu-bohu de visions kaléidoscopiques et de mots en vrac, où les lapsus se donnent pour ce qu'ils ne sont pas toujours — révélateurs.

Mais contrairement aux rêves ordinaires et aux surréalistes, Butor organise le hasard au lieu de le subir. Pas un coq-à-l'âne apparemment inexplicable qui ne soit prémédité, sur le modèle des rencontres d'objets contre nature chez Delvaux ou Duchamp. Pas une bifurcation ni une altération du discours qui n'ait été programmée, selon des lois internes, qu'en bon disciple de Roussel. Butor se réserve de dévoiler à mesure. Le dérapage verbal ne cesse d'être contrôlé, de même que la ressemblance, chère à Lacan, entre la structure du langage et celle de l'inconscient.

L'aveuglement proverbial du rêveur ou du poète sur ses profondeurs est simulé avec une clairvoyance qui confine à la rouerie. Maîtrisé, interprété, reconstitué, le subconscient perd le caractère de dédoublement forcé et inconnaissable qu'il avait jusqu'ici dans la confession littéraire de Nerval à Georges Perec, pour devenir objet culturel, « matière » au sens de pâte qui se laisse travailler. L'écriture à l'état naissant rejoint, dans la malléabilité, la peinture jaillie du tube. Le texte se ouvre comme une toile.

A l'écrit du tableau : un homme privé nommé Butor, dans son environnement biographique probable, avec sa femme ses quatre filles, ses oncles, ses collègues musiciens, ses souvenirs de Venise ou de Haute-Egypte. Avec ses fantasmes, aussi : l'obsession de la nudité incongrue, de l'accouchement, de l'allaitement, du changement de sexe, et la hantise, qu'on pourrait qualifier d'« endoscopique », de visiter par le menu l'intérieur des corps. L'espace du dedans « dont se repaît Michaux... Mais le propos n'est pas de confier ses ouï-dire à la psychanalyse intime, comme dans la plupart des autobiographies. Il s'agit pour l'auteur de jouer avec cet inavouable, et avec les approximations combinées qu'en donnent le rêve ou la parole, dans leur bric-à-brac libidino-culturel.

C'est le fonctionnement du signe qui compte, non l'éventuel signifié.

Voici donc à la dérive un mélange de visages familiers et de figures livresques, d'actrices acérées et de femmes d'un « antan » aux tournures fanées, aux noms de contes enfantine : Grande-Duchesse des Arctiques, Comtesse des Faunes. Voici des tables de jeux mystérieuses où les joueurs absents des « vermines d'aventures » comme ils annonçaient des « carrés de palets ». Voici des nouveaux-nés tombés des constellations et que le narrateur reflète à quelque proche.

Voici Ulysse dont le navire s'échoue en vue du Colisée de Rome, les galaxies et les tribunes de l'avenir bisarrément connectées, William Blake prêt à on ne sait quel pardon, Emma

champt ricanant avec ses *Ready Made*.

Ce n'est pas impunément, ou plutôt sans profit, que Butor a beaucoup rêvêché et écrit sur l'art du collage et la peinture conceptuelle. Mieux qu'il « écrit sur », il faudrait dire : « écrit sous le coup de ». Les textes des *Illustrations* dominent moins les problèmes de l'art pictural qu'ils ne recomposent le fonctionnement et n'en jaloussent la magie.

Les tableaux célèbres, ceux de l'école de Pontinebleau par exemple, servent plus fréquemment que les héros de romans à relancer le délire dont formes et couleurs constituent les articulations essentielles, dont le passage de tous les objets du noir au vert puis au rouge marque, mieux que tous les autres repères, la secrète progression.

Ce travail de l'œil ne doit cependant pas masquer la part finalement prépondérante que l'oreille prend à l'exploration du *Second sous-sol*.

On a souvent l'impression que le narrateur n'évoque certaines matières — macramé, lousages, « ciel de toiles à matoles froissées » — que pour le bonheur de faire chanter les mots qui les décrivent. Il parle quelque part d'un « théâtre banal qu'enflammait l'orchestre sonore » : comme écrivain, il est bien obligé de s'en remettre, en définitive, à cette « flamme » du son.

A la suite de Rimbaud, de Mallarmé et aussi de Lautréamont, il en vient souvent à compter sur ce seul son pour porter sans « Un plongeur de truites virgules sous les lattes sonores, une opulente amantie à terre, un malle-las de nickel aux parages du grand noir tyrannique, le givre des orgues mordant la suite du Gouffre » : nous ne sommes pas loin du « cadavre esquillé », de l'assommoir pour l'assommoir, du bruit pour rien.

Ces jeux paraitement délibérés et le manquement continu du « second degré » marquent les limites de l'entreprise. La liberté d'interprétation qui semble laissée au lecteur est illusoire. Il faudrait, pour l'exercer, surpasser l'auteur en érudition et en malice, ce qui n'est pas donné à grand monde. Les marges et les intervalles sont déjà remplis ; les virtualités du texte,

d'avance répertoriées. La joie de lire augmente avec le bagage du public et diminue avec lui. Auberge espagnole de luxe, ce *Second sous-sol* s'adresse d'abord à une élite. Butor a bien dû le reconnaître pour l'aspect philosophique de son œuvre, lorsque, à l'issue du colloque de Cerisy sur lui-même — 1974, collection « 10-18 » — il a admis : « Plus on connaît de choses, plus de choses apparaissent. »

Mais il avait raison d'ajouter : « Si on ne connaît pas ces choses-là, quelques choses apparaissent néanmoins. »

Ce n'est pas un hasard s'il écrit des contes pour enfants et se fait comprendre d'eux. Sa fascination pour la culture a, elle-même, quelque chose d'enfantin. Et plus encore son goût de la dépense immédiate, de la perte, de la dissipation, son refus de l'insaisissable.

Jusqu'à notre siècle, y compris dans le projet mallarméen de livre total, l'art d'écrire, comme tous les autres arts, visait à fixer le périssable. On rêvait de couler dans le bronze, d'inscrire dans le marbre, des assemblages d'absolu ; de valence la mort, de capter l'éternel.

Comme le metteur en scène Bob Wilson quand il a adapté au théâtre les découvertes de la peinture moderne, Butor a compris que la plus féconde de ces découvertes était un nouvel usage, non de l'espace, mais de la durée. L'écriture, c'est voyager, à l'en-dans *Répertoire* : la formule républicaine au temporel autant qu'au spatial. La littérature vaut, en somme, pour un nouveau *Emploi du temps*.

D'où l'optimisme, lui aussi très enfantin, de Butor. Loin de s'en affliger, l'auteur de la *Modification* se réjouit que le livre soit menacé dans sa forme actuelle, aussi bloquée, selon lui, que toute l'organisation mentale de l'Occident. L'écriture, dont presque tous les pairs portent déjà le deuil, lui semble au contraire à l'aube d'une nouvelle gloire, à condition de ne pas se crisper sur l'ancienne. Ce faux biais voue à la culture en marche une confiance et des ferveurs inédites de mystique.

Un écrivain heureux : cette seule originalité devrait attirer à lui les lecteurs — si le grand commerce en a laissé — pour qui la littérature meurt de se répéter et vit de ne pas savoir où elle va.

(Vendredi 7 janvier.)

« Second sous-sol » (Matière de rêves II), de Michel Butor, coll. « Le chemin », Gallimard, 220 pages, 39 F.

Par Bertrand Poirot-Delpech

Bovary de plus en plus déprimée, madame de Réval bien malade dans *Matière de rêves*, c'était Mathilde de La Mélie, — c'est dire la préméditation de tout cela !

La citation littéraire ne joue pas le rôle de référence raisonnable ou émue qu'on lui assigne d'ordinaire, mais de partie prenante au magma de la préconscience, de pièce folle dans le puzzle mental, et qu'il s'agit de s'approprier en isolant abasourdement de son contexte, comme quand le professeur Butor désaccorde le « petit pan de mur jaune » de Proust en l'offrant à ses élèves sous forme de « petit poisson mort jeune ».

MEURS de peinture, typiquement. L'auteur a beau faire des rêves d'écrivain pleins de papier et d'encre, il a beau fumer en dormant des « pipes de vieilles paroles sèches », son attitude devant le matériau culturel est d'un Delvaux réunissant l'insaisissable, d'un Du-

LECTURES D'HIVER

Il n'y a pas de trêve pour l'éditeur du cœur d'hiver. Sirot révisés les beaux livres d'été, qui ont pris en décembre les relais des romans et des prix de l'automne, on entre dans une période de publications plus graves où dominent nettement cette année les autobiographies et les grandes traductions étrangères.

Dans les deux mois qui viennent, plusieurs romanciers de renom se confesseront, s'analyseront. C'est, du côté de l'académie Goncourt, Hervé Bazin qui publie un « Ce que je crois », où il fait le point de sa pensée et de son expérience : l'amour, le mariage, Dieu, la religion, tout... ; et c'est Michel Tournier qui, dans « Le Vent Parole », son livre sur l'autobiographie intellectuelle : un projet qui ressemble, dit-il, à celui de Sartre dans « Les Mots ».

De Juriy Fomin s'élève une autre voix passionnée, bouleversante : Zol Olenburg, l'historien, la romancière des Allemands et des croisés, si peu prolifique sur elle-même quand on l'interroge, raconte son enfance dans le Saint-Petersbourg des années 20 et sa rude adolescence d'émigrée à Paris : la chaleur et le poids d'une famille, la révolution russe vue par les yeux d'une enfant, le Visage d'un autoportrait », Gallimard.

Ces trois-là s'écrivent eux-mêmes. Gilbert Cesbron, lui, se parle dans « Ce qu'on appelle vivre » (Stock) et Marie Cardinal, après le succès de « Mots pour le dire », poursuit son autobiographie dans un dialogue avec Annie Leclerc (« Autrement dit », Grasset).

Mais il n'y a pas que les romanciers à s'expliquer avec eux-mêmes. Voici Bona, la femme peintre d'André Pieyre de Mandiargues (« Bonaventure », Stock) ; le jour-

naliste Jean-Louis Servan-Schreiber, directeur de « Lire » (« A mi-voix », Stock) ; et l'anthropologue américain Margaret Mead qui tire les leçons de sa vie passée avec les populations des mers du Sud (« Du givre sur les ronces », Le Seuil). A ces bilans s'ajoutent la réflexion sur la lecture de Marthe Robert, subtil exagéré de Kafka et de tant d'autres (« Le Livre des lectures », Grasset), et celle d'André Malraux sur la littérature, ouvrage que l'éditeur avait juste terminé avant sa mort (« L'Homme précaire et la Littérature », Gallimard).

Est-ce à dire que cette saison la littérature de témoignage personnel ou de critique se substitue aux œuvres d'imagination, de création ? Non, on en rend d'ici à moins une quarantaine de romans ; d'écrivains bien connus, à la production régulière, comme Michel Déon (la suite de « Jeune Homme vert », Gallimard), Henri Troyat (un court roman contemporain, Flammarion), Rezvani (Stock), Romain Gary (« Clair de femme », Gallimard), Roger Grenier (des nouvelles, Gallimard) ; de moins connus s'offrent : Jean Demellier qui continue sa burlesque satire de Poitiers (Gallimard), Christian Coffinet (Lattès). On note aussi des retours après plusieurs années de silence : Béatrice Beck (Le Sagittaire), Celia Berwin (Grasset), Paul-André Laroche (Le Seuil), Pierre Sylvestre (Mercure de France), Salvat Etchard qui obtient le prix Renaudot. Il y aura aussi des découvertes : ainsi la fille d'Audubert publie son premier roman (« Vies », il y aura des hommes », Stock).

Hors du roman, dans le domaine de la poésie, nous allons retrouver Jean Cayrol (« Poésie Journal II », Le Seuil), Alain Bosquet (« Le Livre du doute et de la grâce », Gallimard), Francis Ponge (« Comment une figure de parole et pourquoi », Flammarion), Yves Bonnefoy qui tente du récit pour la première fois (Mercure de France), publie un recueil d'essais (« Le Nuage rouge », Mercure de France) en attendant la publication en avril de ses poèmes des dix dernières années.

Malgré ce bon achalandage, la littérature étrangère se taille la part du roi. Venus d'Amérique latine, nous pourrions lire le nouveau roman de Garcia Marquez où l'au-

teur de « Cent ans de solitude », fait le portrait d'un dictateur (« L'Autre », Stock) ; une réplique du « Brave Soldat Cheïk » (Le Seuil). La contestation du régime soviétique nous réserve une autre surprise : un roman du célèbre myologue roumain Mircea Eliade, titulaire de la chaire de l'histoire des religions à l'université de Chicago depuis 1957. Il nous donne, dans « La Vieille Femme et l'Officier » (Gallimard), les « Mille et Une Nuits » transposées dans l'univers stalinien.

Mais c'est de Grande-Bretagne que nous arrive l'ouvrage le plus pittoresque de la saison : « La Symphonie Napoléon », une vie de l'Empereur depuis le Consulat jusqu'à Sainte-Hélène, écrite par Anthony Burgess, l'auteur maintenant célèbre d'« Orange mécanique », un roman historique plein d'humour traduit par Georges Belmont (Laffont). A côté de cette savoureuse prose, signalons, dans le domaine britannique, la réimpression de « L'Amant de Lady Chatterley » dans la seconde version qu'en écrit D. H. Lawrence et qui était inconnue ici (Gallimard).

D'Allemagne, signalons le nouveau roman de Peter Handke (« Le Moment de la sensation vraie » (Gallimard), des nouvelles de Sternheim cet écrivain mort en 1942 que sa pièce « Schappel » vient de révéler tardivement à Paris (Mercure de France) et la suite des ouvrages de Marcel Brion sur « L'Allemagne romantique », qui se continuent par une étude des thèmes (« Le Voyage initiatique », Albin Michel).

Ce survol des programmes de l'édition française pour les deux prochains mois, où nous n'avons retenu que les ouvrages littéraires, laisse de côté tout le secteur de l'histoire, des sciences humaines, des documents contemporains sur les pays étrangers et sur la France, où les élections municipales commencent à faire surgir bon nombre d'ouvrages, prouvant qu'en cette saison d'hiver, il y a de quoi lire au coin du feu... s'il y a encore du feu dans les livres.

JACQUÉLINE PIATIER.

(Vendredi 7 janvier.)

Vient de paraître

Critique littéraire

RENÉ PLANTIER : *L'Univers poétique de Max Jacob*. — Une étude approfondie de l'œuvre qui débute par un exposé de la pensée esthétique de l'auteur se poursuit par une analyse des grandes lignes de l'imagination créatrice à travers calembours, paragrammes, alliterations, métaphores. (Kailashack, 430 p., 80 F.)

MICHEL ARRIÈRE : *Les Jours*. — L'un de nos meilleurs spécialistes de l'interprétation obscuse nous livre sur multiples manières de lire Jarry, soûlement, sémantiquement, littérairement, mythologiquement, bibliographiquement, picaresquement. (Editions Complexe-Dialectiques, Diffusion Presses universitaires de France, 175 p., 36 F.)

Science politique

TSIEN-TCHIE-HAO : *La Chine*. — L'auteur, maître de recherche au C.N.R.S., se propose, dans ce volumineux ouvrage, d'expliquer comment les Chinois sont gouvernés, dans la Chine contemporaine, à travers son histoire l'étude de ses institutions politiques, ses commentaries économiques et culturels et les principes de base, marxistes-hiérarchiques, tels qu'ils se voient par la masse de la population. (Librairie générale de droit et de jurisprudence, coll. « Comment ils sont gouvernés », 712 p., 142 F.)

Sciences humaines

JEAN-CLAUDE BRINGUET : *Conversations libres avec Jean Piaget*. — Double série d'entretiens, menés en 1969 puis en 1975-1976 avec le célèbre biologiste, psychologue, logicien et philosophe suisse sur la psychologie, la philosophie, l'enfant, les structures, la causalité, la mémoire, la création, etc. (Robert Laffont, coll. « Réponses », 225 p., 35 F.)

Documents

ISABELLE VAN GEEM : *Crise avant de mourir*. — La tragédie du Tibet. Enquête menée par une journaliste photographe spécialiste de l'Asie auprès de Tibétains réfugiés en Inde, après l'invasion de leur pays par la Chine. L'intérêt du livre tient à ce que les Tibétains et le Dalai Lama y prennent eux-mêmes la parole. (Laffont, coll. « Notre Époque », 269 p., 39 F.)

DAVID B. TUNNIN : *La Veugance de Manich*. — La guerre secrète menée par les services de renseignements

français contre les chefs du terrorisme arabe, après le massacre des Jeux olympiques de Munich. Trad. de l'américain. (Laffont, coll. « Le temps des révélations », 230 p., 36 F.)

DOCTOR OLIVENSTEIN : *Il n'y a pas de drague à l'ouest*. — Le docteur Olivenstein, médecin, en 1971, du Centre Marmont pour la détection des dangers, commente par ses analyses les chemins de sa vie, puis donne son témoignage de médecin sur la misère des « toxics ». (Robert Laffont, coll. « Vies » 230 p., 44 F.)

Essai

MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET : *La Nouvelle du latin*. — Après la *Rage du conservateur*, le P.D.G. de la France Publique fait, dans ce volume composé d'articles, interviews, débats, expositions, l'analyse des problèmes de la communication dans une société passée sans transition de la lampe à pétrole à l'atome. (Robert Laffont, 280 p., 48 F.)

LE MONDE diplomatique

numéro de janvier

LA CRISE ÉCONOMIQUE EN ISRAËL (Amnon Kapellouk)

LE P.C.I. ET LA CRISE Les pièges du compromis historique (Ferdinando Scianna)

GUERRE CONTRE LES ÉLITES EN AMÉRIQUE LATINE (Hugo Neira)

Le numéro : 5 francs Publication mensuelle du Monde 5, rue des Italiens 75421 Paris Cedex 09 En vente partout

L'Égypte négocie l'achat de 52 Mirage

LIRE PAGE 20

la Corée du Sud sur la sellette

M. Ford invite l'arsenal st

Présentant mercredi, dernier message traditionnel — qui abandonne, sans inviter son successeur à la présidence — le président américain jeteur d'épingle à l'intercontinental B 1 et un place progressivement les jamais trouver un changement que, à 21 h, Ford sera à Bruxelles pour assister à l'ouverture de la conférence OTAN et, en particulier, la réunion d'un nouveau groupe — évalué à la mi-février — pour un accord d'assistance et de coopération avec les États-Unis.

Comm le potentiel n

M. Carter est sur le point d'être installé à la Maison Blanche. Le candidat démocrate a été élu à la présidence des États-Unis. Les diplomates américains ont commencé à se préparer à l'arrivée du nouveau président. Les États-Unis ont annoncé qu'ils ne signeront pas le traité de non-prolifération des armes nucléaires. Les États-Unis ont également annoncé qu'ils ne signeront pas le traité de réduction des armes nucléaires.

Les diplomates américains ont commencé à se préparer à l'arrivée du nouveau président. Les États-Unis ont annoncé qu'ils ne signeront pas le traité de non-prolifération des armes nucléaires. Les États-Unis ont également annoncé qu'ils ne signeront pas le traité de réduction des armes nucléaires.

Aut-dela des besoins

Il n'est pas sans intérêt de voir que les États-Unis ont décidé de ne pas signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires. Les États-Unis ont également décidé de ne pas signer le traité de réduction des armes nucléaires.

LE LIBAN A PERDU SA SOUVERAINETÉ nous déclare M. Raymond Edde

LIRE PAGE 2

jacques a bruits

essai sur l'économie politique de la musique

304 pages 49 F

puf